

LE SIÈGE DE L'AMBASSADE DE LIBYE EN GRANDE-BRETAGNE

Les négociations continuent entre Londres et Tripoli

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Bouve-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde des livres »

Pages 13 à 17

• Rencontre avec Jean Gaulmier
• Le dernier roman de Félicien Marceau

DEUX ÉPREUVES DÉCISIVES POUR LE GOUVERNEMENT

Une étrange distinction

Évoquant les « divergences » qui existent entre socialistes et communistes, M. Pierre Mauroy a établi, mercredi 18 avril, au cours du conseil des ministres, une curieuse distinction : celles ayant trait à la politique étrangère de la France ne seraient pas « essentielles », selon le premier ministre, et sont donc tolérables ; celles concernant la politique industrielle du pays sont en revanche insupportables, et exigent une « clarification ».

On peut comprendre que M. Mauroy n'ait pas voulu charger davantage la barque du contentieux social-communiste. Ses subtilités tactiques n'en sont pas moins gênantes pour l'esprit : comment, en effet, prétendre sérieusement que des désaccords sur la sécurité de la France sont moins importants que des désaccords sur la politique industrielle ? Le propos est pour le moins léger. N'aurait-il pas été plus décent d'éviter la comparaison ou d'admettre que, très vite après juin 1981, M. Mitterrand avait pris son parti des divergences entre socialistes et communistes sur la matière de politique étrangère ? Le PC de son côté occultait délibérément, il est vrai, bon nombre de ces désaccords.

Force est de reconnaître, en tout cas, que les premiers « comas » entre l'Élysée et la place du Colonel-Fabien ont éclaté sur des sujets étrangers et non pas intérieurs. Et ces sujets ne sont pas au nombre de deux seulement, comme l'a dit M. Mauroy — le premier ministre n'a cité que le Tchad et les saoudiennes, — mais concernent au contraire la plupart des grands dossiers de la diplomatie française. Citons, sans être exhaustifs, la Pologne, l'Afghanistan (même si M. Marchais a paru sur ce dernier point mériter tout récemment un peu d'eau dans son vin), le conflit israélo-arabe, la politique européenne française dans son ensemble (qu'il s'agisse des questions agricoles ou de l'élargissement éventuel de la Communauté à l'Espagne et au Portugal), les rapports avec les États-Unis (notamment au lendemain du sommet des pays industrialisés à Williamsburg, en mai 1983) et, d'une manière très générale, les relations avec l'Union soviétique.

Réduire pudiquement les contradictions qui existent entre communistes et socialistes sur les rapports Est-Ouest au problème des saoudiennes est quelque peu abusif. Jamais, en fait, les dirigeants communistes n'ont accepté la politique de M. Mitterrand à l'égard de l'Union soviétique, son refus de se rendre pendant plus de deux ans et demi à Moscou, bref sa méfiance instinctive à l'égard du système soviétique clairement désigné à plusieurs reprises comme l'ennemi potentiel numéro un de la France.

L'opposition du parti communiste à l'implantation des Pershing-2 et des missiles de croisière de l'OTAN — défendue avec résolution par le président de la République — est même allée jusqu'à la tentative de créer un important mouvement pacifiste en France qui aurait pu contraindre considérablement la politique de l'Élysée. S'il n'en a pas été ainsi, ce n'est pas grâce à la « modération » communiste, mais parce que le pacifisme n'a pas trouvé dans notre pays un terrain favorable.

M. Marchais et ses amis sont même allés plus loin, lorsqu'ils se sont prononcés en faveur de la prise en compte de la force de frappe française dans les négociations américano-soviétiques de Genève sur les euromissiles. Ne peut-on affirmer qu'ils ont, dans une certaine mesure, contribué à affaiblir la crédibilité de la politique de défense menée par un gouvernement auquel ils participaient ? On peut se poser la même question à propos des critiques formulées par le PC contre la politique française au Liban et au Tchad : hier à Beyrouth, aujourd'hui encore au Tchad, ce sont des soldats français qui étaient, qui sont exposés.

La distinction établie par M. Mauroy est, on le voit, artificielle. Il est vrai qu'il n'était guère aisé au premier ministre de reconnaître qu'il n'a jamais attendu de compréhension de la part du Parti communiste que sur les questions économiques et sociales.

Unité de la majorité : la tentative de « clarification »

M. Mauroy affirme que les choix sur la sidérurgie seront maintenus

La majorité était appelée, jeudi 19 avril, à l'Assemblée nationale, à approuver, dans un souci de « clarification », la politique du gouvernement, notamment sur les points les plus critiqués par le Parti communiste, le plan sidérurgique par exemple dont le premier ministre a affirmé qu'il serait maintenu.

Dans sa déclaration de politique générale, M. Pierre Mauroy a d'abord justifié la nécessité de procéder à une clarification dans les rapports entre les socialistes et les communistes. Le chef du gouvernement a notamment déclaré : « L'union est redevenue un combat [...]. Nul n'ignore que la majorité est pluraliste et je n'ai jamais souhaité une majorité uniforme. Je n'ai jamais demandé l'inconditionnalité. Toutefois, lorsque, au sein de la majorité, des divergences s'affirment, il convient de clarifier la situation. Chacun connaît mon attachement à l'union de la gauche qui doit demeurer une condition de la réussite. L'union de la gauche ne peut pas être médiocre (mais) je ne peux envisager de laisser subsister les ambiguïtés ».

M. Mauroy a alors justifié la politique de rigueur : « Nous menons la politique qui correspond aux réalités de l'heure. Nous sommes sur la bonne voie. Certes, la rigueur suscite des réactions de refus et le peuple français n'est pas encore convaincu. C'est là le fait de l'opinion et non de nos politiques. Nous devons aller devant le pays pour expliquer. Les résultats de 1986 dépendront de notre capacité d'explications. C'est dire que nous devons être à l'unisson ».

Le premier ministre a alors évoqué le principal des points critiqués par les communistes, à savoir les restructurations dans la sidérurgie. Il a contesté les analyses présentées récemment dans l'Humanité par l'économiste du PCF, M. Philippe Herzog : « Des contre-propositions ont été avancées, a-t-il dit. Elles fondent en cause deux aspects fondamentaux du plan adopté par le gouvernement : réduction raisonnée des capacités de production et passage progressif à la filière électrique ».

Le premier ministre a contesté aussi l'argumentation développée sur chacun de ces points par le Parti communiste. « Sur ces deux axes, a-t-il souligné, le gouvernement maintient ses choix ».

M. Mauroy a ajouté, à propos des propositions du Parti communiste sur la sidérurgie : « Les contre-propositions avancées insistent avec raison sur l'indispensable effort de formation, de développement des industries de substitution et de réduction des charges financières. Elles rejoignent en cela le plan du gouvernement, qui a arrêté sur ce point un ensemble complet de mesures. Des dispositions sociales exceptionnelles sont prévues pour accompagner ce plan. De même, le gouvernement a retenu des mesures spécifiques pour faciliter la conversion des zones touchées par ce plan et en particulier la Lorraine. Les mesures adoptées par le gouvernement constituent donc un plan cohérent à moyen terme, qui permettra de disposer en 1987 d'une industrie sidérurgique capable d'affronter avec succès la concurrence internationale ».

A l'adresse des communistes, le premier ministre a ajouté : « La mo-

derisation de notre industrie automobile sera réalisée, ce qui implique notamment de traiter les situations de sureffectifs. Il est certes douloureux de traiter de tels problèmes et nous nous efforçons de le faire en offrant aux travailleurs les garanties sociales indispensables. Il serait toutefois plus douloureux encore de maintenir des fabrications sans débouchés et donc de laisser sombrer inexorablement les entreprises et les emplois. Pour le coup, il s'agit pour la France, d'une véritable catastrophe ».

Lire la suite page 28 et page 8 l'article de JEAN-MARIE COLOMBANI : « La coalition impossible »

École privée : le compromis introuvable

Le projet de M. Savary mécontente les deux camps

Le projet de loi sur l'enseignement privé adopté, mercredi 18 avril, par le conseil des ministres, mécontente aussi bien les laïques que les responsables catholiques, malgré divers assouplissements apportés au texte du 21 mars dernier. Il est prévu, en effet, que l'État se substituera aux communes défaillantes afin d'assurer le financement de toutes les écoles privées (lire page 10 les principaux extraits de ce projet et de l'exposé des motifs).

Au cours du conseil des ministres, le président de la République a tenu à dire que le gouvernement avait sensiblement amélioré son projet et a souligné les efforts du gouvernement dans le sens de l'apaisement et de la recherche d'un compromis, donnant ainsi ouvertement son aval aux retouches apportées à l'avant-projet.

La principale modification concerne les conditions de financement par les communes des écoles primaires privées, thème qui avait cristallisé, ces dernières semaines, les passions du côté des laïques et, en particulier, des élus socialistes. L'avant-projet de loi leur faisait en effet obligation de participer au fonctionnement de toutes les écoles primaires privées. M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, maire de Marseille, s'en était vivement inquiété.

CATHERINE ARDITTI

(Lire la suite page 11) et nos informations pages 10.)

BALANCE DES PAIEMENTS

Un déficit de 15 milliards de francs au premier trimestre

LIRE PAGE 24

L'union à temps partiel

par ANDRÉ FONTAINE

tendu », d'un « dirigement », d'une « incohérence », dans l'attitude du PC vis-à-vis de son allié socialiste, justifiait amplement la « mise au net » réclamée par le président de la République.

Le premier ministre fait remonter à quelques mois l'origine de ces dissonances. Il serait plus juste de dire que, même dans ses meilleurs moments, l'alliance PS-PCF n'a jamais tout à fait réussi à surmonter ses contradictions.

Trop de mauvais souvenirs, pour commencer, nourrissent la méfiance réciproque. En 1912, à Bâle, le Congrès de la II^e Internationale avait invité la classe ouvrière, en cas de guerre, à utiliser la « crise économique et politique » qu'elle provoquerait pour « précipiter la chute de la domination capitaliste ». Mais lorsque deux ans plus tard la guerre éclata, les partis socialistes, des deux côtés de la barricade, se rallièrent comme un seul homme à l'« union sacrée ». Lénine, seul, avec ses camarades du Parti ouvrier social-démocrate russe, resta fidèle au « Guerre à la guerre ! » de Bâle. « A partir de ce jour, s'écria-t-il, je ne me dénomme plus social-démocrate, mais communiste ».

Une troisième Internationale, rivale de la deuxième, sera constituée en 1919, à Moscou, provoquant un schisme dans tous les partis socialistes. C'est un social-démocrate, Noske, qui écrasa en Allemagne, en janvier 1919, la révolution « spartakiste ». Le souvenir de cette cruelle expérience contribue à expliquer que l'URSS et les communistes allemands, au début des années 30, professent que « fascisme » (= nazisme) et « social-fascisme » (= social-démocratie) « sont deux aspects d'un seul et même rempart social de la dictature bourgeoise ». Le comité central du PC allemand estime encore, au lendemain de la prise de pouvoir par Hitler, que « la social-démocratie est le principal soutien social de la dictature capitaliste ». Le Front populaire français ne durera que ce que durent les roses. Munich, approuvé par la SFIO, et le pacte germano-soviétique, approuvé par le PC, relanceront, de part et d'autre, les accusations de trahison.

Avec la guerre, et l'alliance soviéto-américaine qu'elle entraîne,

on oublie tout. De Gaulle fait entrer, pour la première fois, des communistes dans un gouvernement français. Mais c'est un socialiste, Ramadier, qui les en chasse en 1947, déclenchant une vague de grèves d'une grande violence. Il est sans doute significatif que François Mitterrand ait tenu, il y a quelques mois, à aller fleurir sa tombe. La répression qui, à la même époque, s'abat dans les pays de l'Est sur les dirigeants sociaux-démocrates, capables de vouloir résister à l'absorption de leur parti par le PC, nourrit de son côté les passions.

(Lire la suite page 2.)

« GREAT BRITAIN » A NANTERRE

Un amour de dernière chance

Le Théâtre des Américains présente *Great Britain*, d'après Edouard II de Christopher Marlowe. Mise en scène et adaptation sont de Jean-Hugues Anglade, qui a considérablement raccourci le texte, en a simplifié les intrigues emmêlées et l'a placée dans un temps qui n'existe pas. Demain, peut-être.

Un pavillon crié trop neuf, aux volets rouges fraîchement peints, vers quoi converge un labyrinthe de béton sale. Les gens trottent dans ces chemins absurdes qui leurs sont familiers. Ils n'y font même plus attention. Ils sont obligés de courir à cause des détroits, pour aller d'un point à un autre. Le ciel est terne. Les gens portent des chemises colorées — du jaune, du bleu, — des blousons nylon, des pantalons qui chiffonnent. Ils sont là comme une bande de chiens courus à japper après un type souffreteux au front déformé, habillé d'un polo beige, d'un tergal qui a été gris : Edouard II, roi d'Angleterre. Il ne se consola pas de l'essai de son favori Gaveston, et peu lui importe que le roi de France lui grignote ses terres...

D'abord, on a un recul : on pensait bien avoir fini avec ce système d'assimiler les rois du théâtre élisabéthain aux parrains de la Mafia, et leurs guerres à des bagarres de voyous. Ce qui est une facilité, parce qu'on met de ce côté la dimension légendaire des personnages, et un piège, parce qu'on minimise l'enjeu de ces guerres et leur impact dramatique.

Mais justement, là, si les personnages ne sont pas des héros, ils ne sont pas non plus des lâcheurs : des

« beaux », des Lacombe Lucien, des petits-bourgeois minables demi-claqué, des petits chefs graines de fascistes. Des rien du tout, mais ils dominent, puisqu'ils y sont seuls, un royaume déserté. Ils forment un groupe soudé par son isolement. On pense à un postulat de fiction prospective : « Il finit une fois, en 1897, après la guerre atomique... Une guerre dont les survivants ne connaissent pas l'issue et garderaient en eux les traces. On pense aux nazis de 1944 dans leurs bunkers, à la république de Salo, à Guignol's band, à toute communauté dont l'existence est devenue inutile, anachronique et qui ne veut pas le savoir ».

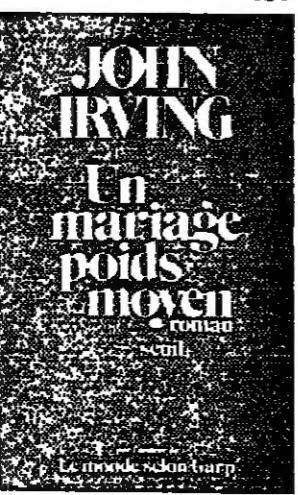
Agitation de l'ouragan autour d'une miette de pain. Mais pas seulement. Quelque chose dépasse ces êtres nuisibles : l'amour d'Edouard et de Gaveston (Pierre Baillot). Le favori n'a rien d'un mignon, il est encore plus déjeté que le roi. Il est craintif, frioleux comme un gamin vieilli en prison. Ils sont franchement moches tous les deux, mais ils s'aiment, et c'est beau.

Ils se retrouvent et s'étreignent dans le labyrinthe où l'eau sainte et qui se transforme en égout. Comme dans une forêt enchantée, ils sont éperdus de bonheur. Ils sont ensemble, ferment les yeux, joignent les lèvres, se cherchant des mains, les mains fébriles tirant les vêtements, les mains sur la peau, la peau trop blanche, les épaules malingres sortant du triot de corps, la chemise en boule.

COLETTE GODARD.

(Lire la suite page 19.)

L'ART ET L'HUMOUR DE JOHN IRVING



Où l'on retrouve les deux thèmes favoris de l'auteur du Monde selon Garp : la Vienne de l'après-guerre et le sport comme métaphore de la vie érotique.

SEUIL

JP 11/10 1984

Le Monde

idées

L'union à temps partiel

(Suite de la première page.)
La première « détente », celle qui suit, en 1953, la mort de Staline, entraîne un rapprochement des deux formations de gauche. Guy Mollet, devenu président du conseil après le succès électoral du Front républicain, se rend à Moscou en 1956, et le PCF lui accorde les pouvoirs exceptionnels qu'il réclamait pour faire face à la guerre d'Algérie. Le ralliement de la SFIO à de Gaulle, en 1958, entraîne une nouvelle brouille. Mais, en 1965, les communistes acceptent de soutenir la candidature de François Mitterrand contre le général à l'élection présidentielle. Sept ans plus tard, en 1972, le même Mitterrand, devenu premier secrétaire d'un Parti socialiste ressuscité, s'entend avec Georges Marchais et avec les radicaux de gauche sur un « programme commun » de gouvernement.

Les arrière-pensées

Pour Paul Valéry, « les seuls traités qui complèteront sans ceux qui seraient conclus entre les arrière-pensées ». Le moins qu'on puisse dire est que les arrière-pensées planaient au-dessus du berceau de l'union de la gauche. Mitterrand avait tranquillement déclaré, l'année précédente, à Epinay, lors du congrès constitutif du PS : « Je pense qu'il faut d'abord songer à conquérir ou à reconquérir le terrain perdu sur les communistes ». Et l'enceinte du programme commun n'était pas sèche qu'il s'écritait non moins tranquillement, à Vienne, devant l'Internationale socialiste : « Notre objectif fondamental, c'est de refaire un grand parti socialiste sur le terrain occupé par le PC lui-même, afin de faire la démonstration que sur les cinq millions d'électeurs communistes trois millions peuvent voter socialiste. C'est la raison de cet accord. » De son côté, Georges Marchais, quarante-huit heures après la conclusion du programme commun, présentait au comité central un rapport qui ne devait être divulgué qu'en 1975, et dans lequel on peut lire : « Les dispositions adoptées ne constituent évidemment pas un point d'arrivée, ou, selon l'expression significative de Mitterrand, un « seuil maximum ». Il s'agit au contraire de points de départ pour une puissante action des masses, susceptible d'engager effectivement notre pays dans une étape démocratique nouvelle, ouvrant la voie au socialisme. »

Il est difficile d'imaginer ambitions plus contradictoires : chacune

des deux grandes formations de la gauche, comptait bien, en fin de compte, satelliser l'autre. Il serait naïf de s'en étonner : il n'y a pas place, comme chacun le sait, pour deux calmaras mâles dans le même marigot.

A droite, on ne doutait pas qu'à ce jeu Marchais l'emporterait facilement sur un Mitterrand assimilé à un nouveau Kerenisky (1). Non seulement le PCF avait pour lui l'avantage de l'organisation et de la discipline contre un parti divisé en une demi-douzaine de « courants », mais, électoralement, il lui était bien supérieur : en 1968, un seul député SFIO aurait pu être élu sans le concours des voix communistes. Il fallait au chef du PS non seulement l'exceptionnelle opiniâtreté qui le caractérise, mais aussi sa foi dans l'attachement des Français à la liberté, et, disons-le, dans sa propre étoile, pour penser qu'il pourrait en aller un jour autrement.

Au départ, le dernier à croire à la possibilité d'une telle évolution était manifestement Georges Marchais, lequel ignorait avec superbe les mises en garde répétées des Soviétiques contre un Mitterrand que ses positions européennes, « atlantistes », et son amitié pour Israël, pour ne pas parler de son passé anticomuniste, rendaient à leurs yeux fort suspect.

En 1973, surprise : le score des socialistes aux législatives égale presque celui des communistes (20,65 % des voix contre 21,34). Quelques mois plus tard, c'est le putsch chilien : Berlinguer, le chef du PC italien, en tire aussitôt la conclusion que « 51 % des suffrages ne suffisent pas à mener à bien l'instauration durable d'un régime socialiste ». Il faut donc conclure avec la démocratie chrétienne, la principale force de la péninsule, un « compromis historique » capable de consolider la démocratie menacée et de transformer progressivement la société. Cette ouverture est bien reçue par un certain nombre de dirigeants de la DC, mais si ceux-ci acceptent de faire entrer le PCI dans la majorité gouvernementale, ils ne lui ouvrent pas pour autant les portes du gouvernement. Le parti partagera ainsi les responsabilités de décisions impopulaires sans vraiment les influencer. A ce jeu, mené de main de maître par le président du conseil Andreotti, le PCI s'est tout doucement, mais c'est au profit de l'extrême gauche et des terroristes des Brigades rouges.

A Paris, il n'est pas question de compromis avec la majorité d'abord. En 1974, à l'élection présidentielle, pour laquelle le PC soutient à fond la candidature de François Mitterrand, celui-ci n'est distancé que d'un cheveu par Valéry Giscard d'Estaing. L'été il emporte à ce moment-là Georges Marchais, s'appuyant sur les forces respectives des deux partis aux législatives de l'année précédente, avait réclâmé pour ses amis, sinon pour lui-même, des postes ministériels de premier plan. Le chef de l'Etat n'aurait pas eu la tâche facile pour arbitrer entre les deux principales composantes de sa majorité.

La question du « rééquilibrage »

A l'automne de cette même année 1974, quatre élections partielles font apparaître une nette progression du PS aux dépens du PC, dont le candidat, en Dordogne, accuse tout simplement les socialistes de l'avoir trahi. Le 13 octobre, Roland Leroy oppose la loyauté de ses camarades à l'attitude qui vise, « au nom d'un prétendu rééquilibrage de la gauche », à affaiblir les positions du Parti communiste, et qui rejoint ainsi les hommes du grand capital.

Réponse de Lionel Jospin, que Mitterrand commence à pousser en avant : « Personne n'a droit de propriété sur la classe ouvrière française... Il y a deux grands partis ouvriers, correspondant à deux courants historiques... et aucun ne doit avoir un rôle dirigeant. » Plus d'une fois, par la suite, l'actuel premier secrétaire du PS sera ainsi préposé à répliquer au PC : « Si je l'ai choisi, a pu dire un jour le président de la République à l'un de ses proches, c'est parce que je sais que le jour où les communistes donneront un coup de poing sur la table il ne se cachera pas dessous. »

Marchais commence à comprendre que le PC inquiète une France passablement embourgeoisée. C'est sans doute la raison de l'abandon en trois coups de quiller à pot, en 1976, du dogme de la dictature du prolétariat. Mais les événements du Portugal, qui ont mis durement aux prises les socialistes de Mario Soares et les communistes d'Alvaro Cunhal, maintiennent une ombre sur les partisans de l'union de la gauche, ce qui n'empêche pas celle-ci d'emporter haut la main les municipales du printemps 1977.

Les législatives de 1978 approchent. Les communistes font valoir, à juste titre, que le programme commun, adopté en 1972, dans une période de croissance continue, demande à être « actualisé » pour

tenir compte du climat de crise. Mais, en fait, ils veulent aussi le radicaliser, dans le sens notamment d'une extension du secteur nationalisé. Marchais a-t-il cru que le PS céderait ? A-t-il joué délibérément la carte de la rupture, ayant acquis la conviction que Mitterrand voulait se servir de lui, selon sa propre expression, comme d'un « marchepied » ? Le fait est qu'après un non postumum de Robert Fabre, alors président des radicaux de gauche, l'union de la gauche, le 21 septembre 1977, se casse.

Il n'y a plus, « actualisé » ou pas, de programme commun. Il reste un accord de déstabilisation au second tour, qui joue pour les élections législatives de 1978, largement perdues par la gauche à la surprise générale, et pour la présidentielle de 1981, qu'elle gagne largement à la surprise également générale. Dans un cas comme dans l'autre, le moins qu'on puisse dire est que les communistes ne se sont que mollement mobilisés contre VGE. Non seulement leurs amis socialistes ne se cachent pas de souhaiter sa victoire, mais ils n'avaient eux-mêmes aucune envie, selon leurs propres termes, de « gérer la crise du capitalisme », ni surtout de devenir la force d'appoint de Mitterrand.

En démocratie, cependant, c'est le peuple qui décide. Le PC, qui, en 1978, s'était mobilisé pour obtenir au moins 25 % des voix à aux législatives, n'en réunit que 15,34 % au premier tour de 1981, sur le nom de Georges Marchais. Il est manifeste que son électorat est pour l'union. Sauf à subir de sa part un désaveu massif, il n'a pas d'autre solution que de renouer l'alliance avec le PS. Mais il le fait aux plus mauvaises conditions, puisque celui-ci obtient, aux législatives, la majorité absolue des sièges.

Dès les débuts du septennat, il est clair qu'en politique étrangère notamment les positions des deux grands partis de la gauche sont antipodales. Mais il existe entre eux un large accord sur les nationalisations, la relance par la consommation, la politique industrielle : la majorité des membres du gouvernement, à l'époque, se permettaient d'ignorer la crise mondiale, facilement présentée comme une invention de Giscard et de Barre.

A partir de l'automne 1982, cependant, le diagnostic est inversé, et la thérapeutique aussi. Par leur présence au gouvernement, les communistes cautionnent donc désormais une politique absolument contraire à leurs idées : c'est la « compromission », à défaut du compromis historique. Ils essaient bien de s'en tirer en inventant des sortes de partage des attitudes : les ministres étant plus solidaires du pouvoir que le Parti, lui-même plus solidaire que la CGT. Mais cette dichotomie ne peut tromper personne, pas plus que les subtilités jésuitiques et les revirements soudains de Georges Marchais et de ses commandés. François Mitterrand est donc en bonne position pour obliger le PC à se prononcer clairement, à choisir entre être « dedans » ou « dehors », à cesser, pour reprendre l'expression de Lionel Jospin, de « zigzaguer ».

Reste que le PS n'a aucun intérêt à voir le PC et la CGT désemparer contre lui une guerre ouverte et à affronter seul les élections de 1986. Mais comment sauver à la fois l'union de la gauche et la face de ses deux membres principaux ?

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Le chef (socialiste révolutionnaire) du gouvernement provisoire russe renversé en novembre 1917 par les bolcheviks.

LETTRES AU Monde

La plus grande habileté du régime

J'ai voté Mitterrand sans appartenir à la famille socialiste et je ne regrette pas ce choix. L'alternance était nécessaire et le refus, c'était nier les conditions d'une révolution. Nous voyons aujourd'hui qu'elle aurait éclaté le jour où Giscard d'Estaing, accusé à faire la politique économique actuelle s'il serait risqué. Croyez-vous que l'ancien président, miné par ses alliés, aurait su et pu faire face à un peuple de gauche désespéré, croyant avoir plus rien à attendre du régime ? Les conditions politiques et syndicales dont la direction n'aurait peut-être pas été celle de ceux qui murmurent à droite.

Des ministres communistes court-circuitent la réaction de la CGT, devenue malgré elle un syndicat gouvernemental. On imagine son action et sa clameur dans l'autre cas de figure... La plus grande habileté du régime sera peut-être cette présence. Le discours du président considéré comme un traité à la parole donnée par des électeurs condamnés à changer de vie sera finalement entendu, même s'il l'est à crève-cœur.

Dr DANIEL CHARRIER, cardiologue.

« Le Réveil », indépendant

Dans un article publié dans le Monde daté 1-2 avril 1984, votre correspondant à Beyrouth, citant le Réveil, qualifiait ce quotidien de « gouvernemental, phalangiste ».

Permettez-moi de vous faire part de mon désaccord. En effet, contrairement à ce qui est mentionné, le Réveil n'est pas un organe gouvernemental. Comme on peut le constater, il ne publie jamais d'informations privilégiées d'origine gouvernementale. D'ailleurs, ses éditorialistes ne se privent pas de critiquer le gouvernement quand bon leur semble. Ce n'est pas non plus un journal phalangiste, le parti Kataeb ayant son propre organe de presse, un quotidien de langue arabe Al-Amal (à ne pas confondre avec le mouvement chiite Amal). Le Réveil est un journal indépendant, même s'il est nationaliste dans ses prises de position.

ANNAIS PONS, Journal le Réveil, bureau de Paris.

Amoralisme

On s'indigne que des professeurs proposent comme exercice de grammaire, dans un livre récent, le thème suivant : « Vous avez l'intention de cambrioler une banque... » Mais on ne s'indigne pas qu'à la même moment, sur les radios périphériques, la publicité pour un supermarché coiffe l'impressionnisme : « Partez sans payer... » Combien ont protesté lorsque la BNP diffusait une

affiche où un homme tiré à quatre épingles, l'œil compunctif, murmurait : « Votre argent m'intéresse... » ?

On se trompe du tout au tout lorsqu'on parle d'immoralité. Les siècles passés étaient immoraux, c'est-à-dire qu'ils enfreignaient constamment la morale. Notre époque l'ignore. Soyons sûrs que nos bons professeurs, comme nos bons publicitaires, n'ont aucune intention blâmable. Ils ne savent pas ce que c'est que blâmer. Pas plus que l'approbation, la condamnation ne fait partie de leur bagage culturel.

Ils ne souffrent pas d'immoralité, mais d'amoralisme. Une régression bien connue des sciences psychologiques et anthropologiques. Se situant en deçà de tout développement de la responsabilité, cet archaïsme ramène l'homme, en tant qu'individu, au stade du nourrisson, et en tant qu'espèce, à l'âge de Néandertal.

JEAN BASTAIRE.

Pour une vraie laïcité

Dans le Monde du 23 mars, Alain Woodrow insiste, fort opportunément, sur le fait qu'une véritable « laïcité » doit être celle qui « se confronte à une pluralité de valeurs et d'opinions ». Il a tout à fait raison d'évoquer, à ce propos, la nécessaire contribution que peuvent et doivent apporter à la réforme du système scolaire « toutes les familles spirituelles et religieuses de notre pays ».

Mais pourquoi donc, quelques lignes plus loin, omer-il de parler des musulmans lorsqu'il cite — en soulignant son caractère exemplaire — une démarche interconfessionnelle faite récemment auprès du ministre de l'éducation nationale. Pour cette démarche, il semble que les musulmans aient été « oubliés » et votre collaborateur ne semble guère s'en émouvoir.

Décidément, il reste encore beaucoup de chemin à faire pour que, dans notre pays, la communauté musulmane se voie reconnaître, comme toutes les autres, la place à laquelle elle a droit.

MICHEL LELONG, prêtre, Paris.

Pourquoi la gauche ne changerait-elle pas ?

La gauche au pouvoir depuis 1981 ne serait pas, d'après M. Ellul (le Monde du 5 avril), la même que celle du début de ce siècle. Mais qui s'en étonnerait ? Les temps et les hommes changent, l'économie évolue, les politiques se modifient : il n'y a rien là qui soit anormal ou condamnable.

Bien sûr, la gauche du début du siècle était libertaire, contre l'Etat, la bureaucratie, l'armée, le nationalisme. Mais l'opposition contre ces institutions n'était pas naturellement une valeur de gauche : c'était le

LU

« QUI A TUÉ LE DUC D'ENGHEN ? »

de Maurice Schumann

Rendre à César ce qui lui revient

L'ASSASSINAT du duc d'Enghien (nuit du 20 mars 1804) s'était perpétré dans l'indifférence populaire, le public étant plus sensibilisé aux rumeurs d'attentat contre le Premier Consul qu'à son entourage, tourmenté à la psychologie. En 1816, on exhumait les restes du malheureux pour lui donner une sépulture décente, mais la polémique au sujet des vraies responsabilités dans l'affaire ne prendra son essor qu'en 1823, quand seront confrontés deux textes de Napoléon, contradictoires au moins en partie.

Une note du Mémorial, de la main de l'Empereur déchu, précède, le 20 novembre 1816, que la mort du duc d'Enghien « doit être éternellement reprochée à ceux qui, entraînés par un zèle criminel, n'attendent pas les ordres de leur souverain pour exécuter le jugement de la commission militaire » ; mais le testament, daté du 15 avril 1821, revendique la responsabilité pleine et entière de la totalité des faits : « Dans une semblable circonstance, j'agissais de même. »

Quand Napoléon dit-il vrai ? L'étude de Maurice Schumann, après une préface de Jean Tulard qui rappelle le climat des jours précédant l'événement, tend à rendre à César ce qui lui revient — les ordres d'arrestation et de renvoi devant une commission

militaire désignée tout exprès, — mais à l'exonérer de la suite précipitée. Soudain de se faire valoir et de compenser de récentes et graves bévues concernant précisément les conspirateurs chouans, Savary a couru au-devant des désirs du maître, au moins de ceux qu'il lui supposait, et pratiquement commandé le peloton.

La « bevure » était de taille. Ce n'est pas l'exercice que de dissocier « le droit de légitime défense » (ou non duquel Napoléon, croyant sa vie mise en danger par le duc, avait fait enlever en territoire belge) et « le droit commun ou de la justice établie » qui justifiait la mort d'un émigré payé par l'étranger, de son propre aveu, pour envahir la France. C'est une explication, vaillamment défendue par Maurice Schumann, il reste que les mots « arrestation en pays étranger », « tribunal d'exception », « interrogatoire bâclé », « exécution sommaire », évoquent, dans notre mémoire nationale, d'autres échecs plus récents, et que chaque jour les médias nous en apportent de nouveaux, venus du monde entier... Nos frères croyaient au progrès indéfini. Nous sommes, hélas ! revenus de leurs illusions.

G. GUITARD-AUVISTE.

* Librairie académique Perrin, 220 pages, 68 F.

santes de la vie politique française procédent chacune d'une philosophie radicalement différente, et qu'elles n'ont pas du tout la même conception de ce que doivent (peuvent) être les rapports humains et sociaux.

DANIEL ACQUARONE, Comtes.

« Mon arrière-grand-père, le colonel de Smette »

Je me permets de solliciter l'aide de votre journal renommé. Je suis Polonais rentier, âgé de soixante-dix ans, mais la famille de ma mère est d'origine française. Mon arrière-grand-père, nommé de Smette, colonel de l'armée napoléonienne, est resté en Pologne pendant la grande retraite de Moscou et y a épousé une Polonoise. Selon la tradition familiale, il possédait plusieurs décorations militaires, et à cause de ses mérites il recevait du gouvernement français une rente spéciale, accordée aussi à sa descendance jusqu'à la troisième génération. Naturellement, ce privilège n'a pas la moindre importance à présent et je n'en parle que pour caractériser mon ancêtre.

Je voudrais bien nouer des relations avec ma famille française, si naturellement quelque branche de la famille de Smette survit en France et veut répondre à mon appel. Cidessous je donne mon adresse :

WIESLAW MAJEWSKI,
60-500 Poznan
rue Pomska 29 I, Pologne

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75477 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4087-23 PARIS - Tél. MONDOPAR 65877 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,30 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 96 c. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 80 dr. ; Hongrie, 80 p. ; Italie, 1 500 L. ; Liban, 375 p. ; Libye, 8,00 lr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 20 esc. ; Roumanie, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; Yougoslavie, 182 mg.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Mérey (1944-1969) ; Jacques Fauriol (1969-1982)

Imprimé à la « Mairie » 5, rue des Italiens PARIS-7

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 685 F 899 F 1088 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

381 F 685 F 979 F 1 240 F

II. - SUISSE, TUNISIE

454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande aux sommaires au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PAYOT NOUVEAUTÉS

MICHEL LAMY
Jules Verne
Initié et initiateur

Le secret du trésor royal de Rennes-le-Château
"Document" 85 F

EMIL LUDWIG
Bismarck

"Bibliothèque historique" 99 F

THEODOR W. ADORNO
Modèles critiques

"Critique de la politique" 120 F

SALOMON RESNIK
La mise en scène du rêve

"Science de l'homme" 95 F

HENRI DANON-BOILEAU
Les études et l'échec
De l'adolescence à l'âge adulte

"Science de l'homme" 99 F

106, Bld Saint-Germain
75006 Paris

1000150

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

LA GUERRE AU NICARAGUA ET SES CONSÉQUENCES

APRÈS AVOIR ÉVACUÉ SAN-JUAN-DEL-NORTE

Les guérilleros de M. Eden Pastora ont repris le maquis

San-José-de-Costa-Rica. — Les combats ont provisoirement cessé à San-Juan-del-Norte, modeste localité nicaraguayenne située à l'embouchure du fleuve San-Juan et occupée pendant plusieurs jours par les forces de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE) de M. Eden Pastora. Les guérilleros, commandés par M. Tito Chamorro, ont décidé un « repli tactique » en raison, disent-ils, de l'« intensité du feu » déclenché par les forces sandinistes résolues à reprendre San-Juan.

M. Pastora n'a pas personnellement dirigé l'attaque contre San-Juan-del-Norte, qui a fait de nombreuses victimes dans les deux camps. Plusieurs blessés graves — parmi eux des miliciens sandinistes — ont été hospitalisés à Ciudad-Quesada et à San-José, au Costa-Rica. Les dirigeants civils et militaires de l'ARDE, dont M. Brooklyn Rivera, chef du mouvement Miskito, rallié à l'organisation antisandiniste de M. Eden Pastora, ont longuement étudié, le mercredi 18 avril, les conséquences de l'opération de commando contre San-Juan.

Selon un porte-parole de l'ARDE, les forces de M. Pastora continuent de contrôler la côte atlantique du Nicaragua sur une longueur de 50 kilomètres. Elles sont installées à Punta-Gorda, à Tabasco, au nord de Bluefields, et elles développent leurs actions de commando jusqu'à Nueva-Guinea, à une centaine de kilomètres de la frontière du Costa-Rica.

Toujours selon le porte-parole, les forces insurgées de la Misurata (Indiens Miskitos dirigés par M. Brooklyn Rivera dans le sud de la région atlantique du Nicaragua) contrôlent « le rio Grande de Matagalpa et le rio Curukus » dans la partie centrale du littoral atlantique. Au Nord, les Miskitos de M. Steadman Fagoth se battent dans le secteur compris entre Puerto-Cabezas, dont

De notre envoyé spécial

les accès par terre sont minés, et la frontière du Honduras.

Ces précisions ne contredisent pas les indications données la semaine dernière à Managua par les responsables militaires sandinistes. Les dirigeants de l'ARDE affirment également avoir miné la rive sud du Grand-Lac du Nicaragua pour protéger leurs bases installées dans la frange de territoire située entre la frontière du Costa-Rica et le lac. L'ARDE prétend encore contrôler en tout 6 500 kilomètres carrés de territoire nicaraguayen.

La normalisation

remise en cause

La bataille de San-Juan a évidemment relancé la controverse entre le Costa-Rica et le Nicaragua. Les deux gouvernements ont échangé un certain nombre de notes et de mises au point, parfaitement contradictoires, depuis plusieurs jours. Le début de normalisation des relations entre les deux pays — illustré par la promesse du retour à Managua de l'ambassadeur du Costa-Rica — est remis en question.

Les Nicaraguayens affirment que les forces de M. Pastora sont parties à l'assaut de San-Juan depuis le Costa-Rica et qu'un navire de guerre américain, en visite à Puerto-Limon, port costaricien de la côte atlantique, a directement participé aux opérations. Les Costariciens répliquent que leur territoire n'est pas utilisé par les commandos antisandinistes, qui disposent d'une base permanente au Nicaragua le long du fleuve San-Juan. Quant à la frégate américaine, elle était, dit-on, à San-José, « en visite de courtoisie » et dans un but humanitaire. Elle a quitté Puerto-Limon.

Le responsable costaricien de la sécurité, M. Johnny Campos, pré-

cise avoir envoyé des renforts à Barra-del-Colorado (localité costaricienne située sur le littoral près du fleuve San-Juan) et une vedette côtière « afin de mieux surveiller les mouvements des insurgés ». Sur les quelque 7000 hommes de la garde costaricienne (la petite armée, mal équipée et chargée des tâches de police de ce pays sans véritables forces armées depuis 1948), « 1500 sont affectés, dit-il, à la surveillance d'une frontière difficile et longue de 320 kilomètres ». M. Campos affirme avoir personnellement constaté « l'existence d'un camp d'entraînement à la guerre de guérilla des hommes de Pastora sur la rive nicaraguayenne du fleuve San-Juan ». Pour lui, il ne fait pas de doute que les guérilleros de l'ARDE sont installés « de l'autre côté », mais il ne conteste pas qu'ils puissent, à l'occasion, franchir la frontière, car, dit-il, « nous ne disposons ni d'avions ni d'hélicoptères pour contrôler cette frontière ». Il précise que les autorités du Costa-Rica saisissent régulièrement du matériel et des équipements militaires « dissimulés en territoire costaricien ».

« Si Pastora revient au Costa-Rica, il sera appréhendé car nous ne permettons pas que notre territoire soit utilisé pour des actions armées contre nos voisins », tel est l'essentiel d'une déclaration faite mercredi par le président de la République, M. Luis Alberto Monge, qui doit se rendre à la fin mai pour un voyage officiel dans plusieurs pays européens.

M. Monge fait état « de pressions des États-Unis sur les pays d'Amérique centrale pour les inciter à se rallier à la position américaine ». Il évoque également les éventuelles décisions de la Cour internationale de justice de La Haye. (Le Nicaragua a déposé une plainte devant cet organisme après le minage de ses ports.)

« Il n'est pas question, dit M. Monge, que le Costa-Rica cède à ces pressions. Le tribunal de La Haye est pour nous le dernier recours possible dans notre conflit avec le Nicaragua sur le droit de navigation sur le fleuve San-Juan. Nous ne suivons pas les Américains qui ont décidé de ne pas reconnaître les arrêts du tribunal sur l'Amérique centrale dans les deux années à venir. » Le président costaricien ajoute qu'il compte « réclamer de nouveaux l'envoi d'une vingtaine d'observateurs permanents le long de la frontière entre le Costa-Rica et le Nicaragua ».

MARCEL NIEDERGAANG.

Brésil

MESURES D'EXCEPTION A BRASILIA

Brasilia (AFP, UPI). — Le président brésilien, le général João Figueiredo, a pris, le mercredi 18 avril, des mesures d'exception applicables à Brasilia et à dix villes de l'Etat de Goiás, près de la capitale. Il a pris cette décision sept jours avant le vote au Parlement d'un amendement constitutionnel de l'opposition demandant le rétablissement du suffrage universel direct pour l'élection présidentielle de janvier prochain.

Ces mesures, qui restreignent les libertés de réunion et de manifestation et permettent la censure de la presse entrant en vigueur ce jeudi pour soixante jours. Elles pourront être prorogées pour une même période.

Dans un message adressé aux membres des deux chambres législatives, le président Figueiredo a indiqué qu'il entend empêcher ainsi d'éventuelles « actions d'intimidation de la part de manifestants recrutés dans différents endroits du pays » contre les élus, notamment ceux du Parti démocratique et social, la formation gouvernementale, pour qu'ils votent l'amendement de l'opposition.

Le porte-parole de la présidence, M. Carlos Azila, a déclaré que ces mesures ont été prises pour « préserver l'ordre public dans le district fédéral (Brasilia) », menacé par des « graves perturbations », et pour garantir le libre déroulement des activités du Parlement.

La militante sandiniste ne sera pas ambassadeur à Washington

(De notre correspondant.)

Washington. — Après un mois d'hésitation, les États-Unis ont refusé de donner leur assentiment à la nomination du nouvel ambassadeur du Nicaragua à Washington. La note de cinq lignes remise à cet effet, mercredi 18 avril, à Managua, ne précise pas les raisons de ce refus qui ont, toutefois, été officiellement expliquées par un haut fonctionnaire du département d'État : « Nous ne voulons pas de cet assassin ici », a-t-il déclaré.

Aujourd'hui vice-ministre des affaires étrangères, l'ex-futur ambassadeur, M^{me} Nora Astorga, n'est, en effet, pas un diplomate banal. En mars 1978, cette jeune femme brune et soignée avait attiré chez elle l'un des plus hauts officiers de la dictature somoziste, le général Reynaldo Perez Vega. Le général ignorait que l'ancienne épouse des secours chez laquelle il se rendait appartenait au mouvement sandiniste, qui avait projeté de l'enlever. En fait de rendez-vous galant, c'est cinq guérilleros qui l'attendaient dans la chambre à coucher de M^{me} Astorga, où on l'a retrouvée morte après qu'il se fut débattu.

Commandant en second de la garde nationale, le général Perez Vega avait également pour la CIA, et ce sort, dit-on, ses anciens collègues américains qui se seraient opposés par fidélité à sa mémoire à l'agrément de la combattante qui lui avait été fatale.

La décision du Département d'État pourrait pourtant servir d'autres motifs : « une sentimentale », Militaire convaincue et brillante, juriste d'élite, M^{me} Astorga est l'un des meilleurs avocats de la cause sandiniste qu'elle ait défendue avec talent auprès des hommes politiques et des journalistes étrangers. Sa présence à Washington aurait pu fortement peser dans l'opposition grandissante à laquelle se heurte, à l'intérieur même des États-Unis, la politique nicaraguayenne de M. Reagan. C'est sur ce front-là, au Congrès et dans la presse américaine, que se jouera le sort du régime sandiniste, et on le sait aussi bien à la Maison Blanche qu'à Managua.

Raid de sabotage organisé par la CIA

Citant des sources parlementaires, le Washington Post et le New York Times avaient révélé, mercredi matin, que le minage des ports nicaraguayens n'était pas la première des opérations militaires des « contre-révolutionnaires » que la CIA ait directement organisées. Il semble maintenant établi que l'agence avait auparavant dirigé les raids de sabotage lancés les 8 septembre et 10 octobre derniers contre les ports pétroliers de Puerto-Sandino et Corinto. Il y avait, en vérité, tout lieu de le supposer, mais ces nouvelles furent reléguées à l'arrière-plan des craintes suscitées au Congrès, y compris parmi les républicains, par l'entreprise de déstabilisation du Nicaragua révolutionnaire.

BERNARD GUETTA.

« Le désaccord de prélats catholiques. — Une délégation de prélats catholiques américains a publiquement exprimé, mercredi, son désaccord vis-à-vis de la diplomatie « musclée » du président Reagan, à l'issue d'un déjeuner que leur avait offert le chef de l'Etat à la Maison Blanche. « Nous nous sommes constamment opposés aux activités secrètes des États-Unis et nous avons souligné des objections précises au minage des ports du Nicaragua », déclare un communiqué publié par la délégation, conduite par les cardinaux Joseph Bernardini, de Chicago, et John Krol, de Philadelphie.

Les prélats regrettent aussi que le gouvernement recherche une solution militaire plutôt qu'un règlement politique au Salvador, et soulignent « la nécessité de prendre d'autres mesures que celles qui ont été prises jusqu'à présent pour relancer les négociations sur le désarmement ». (Reuter.)

Etats-Unis

M. Mondale a remporté le caucus du Missouri

M. Walter Mondale a remporté mercredi 18 avril une victoire sans surprise sur M. Gary Hart, son principal rival à l'investiture démocrate pour la prochaine élection présidentielle américaine, dans les petites assemblées (caucus) du Missouri, selon des résultats encore non définitifs. Selon les projections de la chaîne de télévision CBS, M. Mondale devrait obtenir 67 % des voix contre 31 % au sénateur

20 % à M. Gary Hart et 10 % au pasteur noir Jesse Jackson. Un sondage rendu public mercredi par le *St Louis Globe Democrat* et la chaîne de télévision Kmox-TV indique que Ronald Reagan gagnerait le Missouri avec 50 des voix contre 34 % à M. Mondale. En revanche, s'il était opposé à M. Gary Hart, il perdrait avec 38 des voix contre 41 % au sénateur Colorado. — (AFP.)

PROCHE-ORIENT

Israël

APRÈS L'ATTAQUE DE L'AUTOBUS TEL-AVIV-ASHQUELO

La controverse sur le sort d'un des membres du commando palestinien rebondit

De notre correspondant

Jérusalem. — Que s'est-il vraiment passé dans les moments qui ont suivi la prise d'assaut, par l'armée israélienne, vendredi 13 avril, de l'autobus Tel-Aviv-Ashkelon, détourné par quatre terroristes palestiniens ? Deux des assaillants furent tués sur le coup et leurs cadavres photographiés sous tous les angles, mais comment sont morts les deux autres ?

Les atermoiements des autorités et la persistance de témoignages contradictoires avaient contribué, d'emblée, à entretenir l'incertitude et la confusion. D'abord, l'armée avait attendu une dizaine d'heures avant de confirmer la mort des quatre terroristes. Dans ce genre d'affaire, un tel délai est inhabituel. Selon la version des militaires, les deux Palestiniens succombèrent à leurs blessures dès leur évacuation vers l'hôpital. Pourquoi avoir alors tant tardé à annoncer leur décès ?

Le lendemain, le rédacteur en chef du quotidien israélien *Hadashot*, M. Yossi Klein, fit savoir que l'un des ses reporters, M. Alex Levac, avait photographié, juste après l'assaut, les quatre terroristes par des militaires. Cet homme se sentait pas bien. Surpris et irrité par le photographe, les soldats voulaient confisquer le film, mais le reporter les dupa en leur montrant une autre pellicule. La censure militaire interdit ensuite la publication du cliché. Toutefois, M. Klein précise ne dis-

poser d'aucun élément prouvant que l'individu photographié était bien l'un des quatre assaillants.

L'armée ayant maintenant sa version des faits, l'affaire semble close. Mais la controverse a rebondi mercredi 18 avril, lorsque M. Klein indiqua qu'il avait fait authentifier la photo par des proches du jeune homme qu'elle représentait. Il s'agit, selon le journal, de l'un des membres du commando, âgé de dix-huit ans, Majdi Abou Yams. Le porte-parole de l'armée, réaffirma sa thèse initiale, a démenti catégoriquement les rumeurs selon lesquelles l'un des terroristes aurait été abattu alors qu'il était entre les mains des militaires.

Le ministre de la défense, M. Yehonatan, avait ajouté au trouble déclarant, dans une interview qu'aucun terroriste ne devait s'être « sorti vivant » d'une telle opération. Devait-on en déduire que l'armée ne ferait plus de prisonniers en guise d'editorial, *Hadashot* a publié, mercredi, un portrait écrit en 1948 par un auteur israélien et dénonçant l'exécution sommaire de prisonniers. Si l'armée a raison, pourquoi continuer-t-elle d'interdire sans censure la publication de documents controversés ? Pourquoi ne préciser-t-elle pas l'identité véritable de la personne photographiée ce matin-là ?

J.-P. LANGELLIER.

Un « contra » à Paris

« Eden Pastora et ses hommes ont bien quitté San-Juan-del-Norte. Les sandinistes ont complètement détruit la localité au cours de leur contre-offensive, qui a fait quatre morts et trente blessés dans les rangs de l'ARDE (Alliance révolutionnaire démocratique). L'un des tués est un garde du corps d'Eden Pastora. »

C'est M. Alfonso Robelo, de passage à Paris, qui a donné, le mercredi 18 avril, ces précisions. M. Robelo est le responsable politique de l'ARDE, dont M. Pastora est le chef militaire. Il a fait partie du premier gouvernement installé à Managua après la chute de Somoza. Il est passé ensuite dans l'opposition au sandinisme et s'est exilé au Costa-Rica.

En tournée en Europe, pour expliquer les objectifs politiques de son organisation, il venait de parler par radio avec M. Eden Pastora, lorsqu'il a tenu, mercredi 18 avril, une conférence de presse. Il a donné d'autres détails sur l'opération de San-Juan-del-Norte : « Nos forces se sont retirées parce qu'elles font une guerre de guérilla, et non une guerre de positions. Pour reprendre la ville, les sandinistes l'ont complètement détruite. C'est ce que nous faisons aussi les troupes de Somoza quand elles attaquent les forces insurgées contre la dictature. Huit avions et six hélicoptères ont été utilisés pour la contre-attaque. Quand nos forces ont occupé le port, elles ont récupéré 650 fusils de fabrication soviétique, 2 missiles sol-air, sans doute de fabrication soviétique, des mortiers et des obus. Elles ont fait 60 prisonniers, dont 47 ont rallié l'ARDE. L'un des soldats de la garnison était un Cubain qui se faisait passer pour un Panaméen. »

M. Robelo a répondu à de nombreuses questions sur les activités de son organisation. Il a affirmé que l'ARDE avait procédé, seule, à deux opérations de minage. L'une, il y a six semaines, dans les eaux du port atlantique d'El Bluff, et une autre il y a cinq semaines, dans

les chenaux d'accès au port de Corinto, sur la côte pacifique.

« Nous faisons ces opérations pour empêcher l'arrivée d'armes en provenance des pays de l'Est. Sans doute gênent-elles en même temps le trafic de marchandises, mais celui-ci peut être assuré par des ports du Costa-Rica et prendre ensuite la route. »

« Êtes-vous financés par les Américains ? »

A cette question, M. Robelo a répondu :

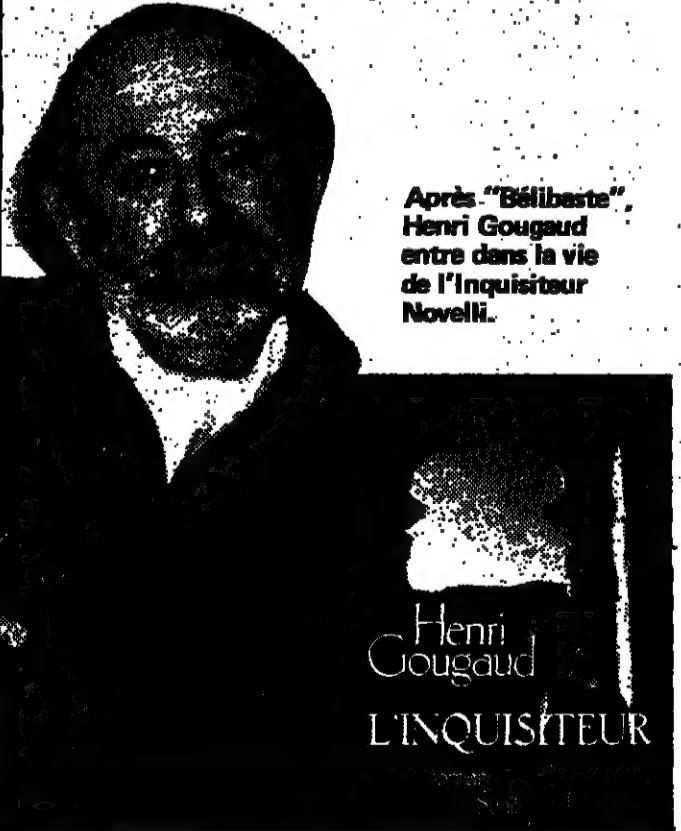
« Pas directement. Si les gens ou les organisations qui nous aident ne sont que des relais, nous ne voulons pas le savoir. »

M. Robelo a précisé à quelles conditions son organisation, dirigée par des « débus du sandinisme » (celors que les « contras » opèrent au nord du Nicaragua compte de nombreux somozistes), pourrait abandonner la lutte armée : « Nous y mettons six conditions. Que tout le monde puisse participer aux élections de novembre prochain, sans exception. Que le scrutin soit supervisé par des observateurs du groupe de Contadora. Qu'il y ait égalité de conditions pour tous les partis. Que les libertés supprimées par l'état d'urgence soient rétablies. Que l'Etat ne se confonde plus avec le parti sandiniste et avec l'armée. Et que cesse la répression institutionnelle. »

Quelques dizaines de militants pro-sandinistes, dont certains se réclamaient du Comité de solidarité avec le Nicaragua, ont empêché pendant une heure la tenue de la conférence de presse, qui avait lieu au Palais des Congrès, à la porte-Maillot. Crient des slogans et brandissent des pancartes (« Robelo assassin ! », « Robelo, d'où vient l'argent ? »), ils étaient une assez bonne réplique de ces commandos sandinistes, appelés *turbas*, qui, au Nicaragua, s'attaquent aux personnes politiques, religieuses, syndicales opposées au régime de Managua.

C. V.

HENRI GOUGAUD CONTEUR D'HISTOIRE



Après « Bélibaste », Henri Gougaud entre dans la vie de l'Inquisiteur Novelli.

Henri Gougaud L'INQUISITEUR

72 F

« Moi j'ai l'âme meurtrie, saignante, et je ne suis plus sûr de rien. Novelli le juge était un terrifiant pourfendeur de renégats. Moi je suis un homme de chair enragé d'amour. Novelli le juge voulait mériter les honneurs promis. Je les ai découverts : haissables. Suis-je plus heureux que lui ? Non. Mais Dieu m'est témoin que j'aimerais mieux courir les bois comme un loup que de me voir pape dans la peau de Novelli le juge. »

Novelli Inquisiteur. Toulouse Avril 1321.

SEUIL

AFRIQUE

Cameroun

LES SUITES DU PUTSCH AVORTÉ DU 6 AVRIL

Le Nord s'est installé dans l'inquiétude

De notre envoyé spécial

Garoua. — Le respect n'est plus qu'un mot. Et la fausse en im- mense à la « scolarisation » et à la « civilisation ». Avant, explique- onne étendu sur une natte mul- olaire, les enfants exécutaient im- itement les ordres du tambo (tambo) parce qu'ils le respectaient, s'entraînant le tambo de Garoua, Ibrahim Apo pour l'état civil, de- se peuplement dans son pelote à courants d'air brûlants. La se est ronde, nue, ouverte sur ux côtés et un petit muret de centimètres de haut qui court ol la divise en deux. D'un côté, tambo, de l'autre, les visiteurs à pieds nus. Contre le mur, une tre natte avec, incongrue, une ndue en or recouverte d'un bulbe verte. La natte, ici, a-t-elle une sconnue importance ? Le tambo, mme hier, comme d'habitude, conti- de rendre la justice en son pa- blanc (le tambo), entouré de sa ur, protégé par sa garde, ces mmes aux longues épées gainées eur.

Le tambo, ce faux taif, s'est saucoup écarté des événements 6 avril », de cette tentative de p d'Etat qui aujourd'hui rend population très inquiète. Les ne ont « peur des affrontements sibles », pour que l'â-bas, à ourd, on fasse porter la respons- ité du putsch avorté aux « gens Nord ». Lui, bien sûr, ne s'avait s que quelque chose se prépa- t, ne « connaît pas les éléments ristes » qui sont à l'origine de la mbie de violence de Yaoundé, il « ne croit pas que Ahidjo y t mêlé ». Il n'empêche, le tambo t « très inquiet » à propos de nt du Cameroun. D'ailleurs, s'il ait un conseil à donner au pré- nt Paul Biya, il lui dit : « Jugez sques personnes selon ses défauts, is il ne faut pas accuser telle ou tel homme » [à priori].

Le tambo sait que parmi les le quarante-trois morts après de quelques-uns ont été défilés, certains n'ont fait échouer avènement les ordres le venant de Yaoundé. Il faut s mettre à l'œuvre, les élites l'armée » et juger les vrais rissables. Le tambo est occupé-

que ou sans doute diplomate : il ne « voit pas de différence » entre la politique suivie par M. Ahidjo et celle de M. Biya, mais il est capen- dant d'accord avec les réformes en- treprises par l'actuel chef de l'Etat. Tout au plus reconnaît-il que, au fil des ans, le régime précédent était devenu « dur ». De toute façon, l'expérience le prouve : les chefs d'Etat n'ont qu'un pouvoir tempo- raire. Les tambo qui se succèdent - parfois de père en fils - forment, eux, une lignée ininterrompue de légitimité et de tradition ancestrale.

Les gens du Nord parlent peu, peut-être moins encore ici à Ge- roua, la ville d'origine de M. Ahidjo. Garoua, avec ses quarante-cinq de- grés de température, semble hors du temps. La chaleur n'explique pas tout. La ville - environ 120 000 habitants - n'a appria que tard ce qui se passait à Yaoundé. Très vite, les communica- tions avec la capitale ont été cou- pées et les bulletins d'information de la radio nationale ont été sup- primés. A 8 heures, de la musique militaire a été diffusée. Alors les gens ont eu peur. Les radios étran- gères leur ont ensuite donné des détails sur l'insurrection.

Des exécutions sommaires

Il n'y a sans doute que le gou- verner de la province du Nord, M. Foulon Nkomo, pour avoir été écarté, à 4 heures du matin (soit une heure après la déclara- tion des combats), par une « source privée », qu'une fraction de l'armée tentait de prendre le pou- voir. Il a alors convoqué ses chefs de service et pris des mesures de surveillance de la ville qui se sont révélées bien vite inutiles. Un peu avant 8 heures, de Yaoundé, un responsable officiel lui a téléphoné, tout étonné que ce soit la même voix qui lui répondait. Vaines sismes : le calme régnait. Le Nord, dans son ensemble, n'a pas bougé.

Le jour suivant le week-end férié, quelques troupes sont des-

conduites de Maroua, les forces aux frontières avec la Nigéria ont été renforcées - surtout du côté nigé- rian - et les barrages de gen- darmes à la sortie de la ville ont été doublés de militaires sudistes. Vingt et un barrages sur la route qui mène de Yaoundé à Garoua (1000 kilomètres), c'est, compte tenu des événements, relativement peu. Depuis, explique un notable, « les gendarmes n'ont fait qu'ajou- ter un casque à leur uniforme ».

Il n'empêche : chacun sent bien qu'il s'agit d'une étauille pour que la situation devienne vite incon- trôlable. On sait maintenant qu'à Yaoundé des exécutions sommaires ont eu lieu à la faveur de la contre- offensive de l'armée loyaliste. Et, depuis les événements, un flux migra- toire discret - mais conséquent - s'est amorcé, nourri d'une in- quiétude incontrôlable. Du Sud, des familles de Nordistes sont remon- tées avec force rancœur sur ce qui s'est passé tant à la Brigaillerie, le quartier haoussa (ethnie nordiste) de la capitale, qu'à Douala, dans les quartiers nordistes. Du Nord, à Garoua notamment, des familles de Sudistes (les gens du Sud sont en- viron 4 000 et occupent la plupart des postes de fonctionnaires de Ge- roua), inquiètes d'éventuelles repa- sailles, sont descendues vers Yaoundé et Douala. Sur le plan économique, les mesures de restric- tions concernant les retraits d'ar- gent des comptes bancaires qui ont été prises (1) ne sont pas faites pour calmer les esprits.

Des sentiments complexes agi- tent les pensées. Et d'abord, la constatacion de voir qu'à Yaoundé on a fait à l'ennemi externe et d'ém- bœufes favorables par l'ancien ré- gime » et toute une région. Cette pluie n'est pas prise d'être réfer- mée. Et puis, on ne comprend pas que le président Biya, qui a fait preuve de sagesse en évitant d'avi- ver les antagonismes Nord-Sud la- tentes, laisse les chefs militaires ac- crédités la thèse d'un complot nordiste. Dès la semaine prochaine, le procès des mutins s'ouvrira à Yaoundé. Et tout le monde s'attend à des exécutions. A Garoua, on ac- cepte avec un curieux fatalisme les nouvelles deuil qui vont frapper des familles du Nord, même si l'on sait qu'une grande partie des puts- chistes ont été entraînés dans cette aventure parce qu'ils ignoraient sa finalité. Mais les mutins ont pris les armes contre le pouvoir civil, et, à ce titre, ils doivent être châtiés.

« La population souhaite des sanc- tions », assure le préfet de Garoua, M. Foulon Nkomo, et elle ne les accueille pas comme une mesure discriminatoire contre le Nord.

Bien sûr, certains s'efforcent de transformer ces morts en autant de martyrs. Garoua en aura peu parce que peu d'éléments de la garde républicaine sont originaires de la ville. La plupart des mutins venaient de l'extrême Nord, des tribus installées le long du Logone, choisies en raison de leur grande taille, de leur réputation guerrière et d'une propension naturelle à obéir. Musulmans sans doute (beaucoup ne sont convertis à l'islam parce qu'il était ainsi plus facile d'obtenir l'avancement), mais surtout anti- misme. Si des réactions violentes interviennent, elles pourraient être le fait des Arabes-Fulbe (ethnie musulmane de l'extrême Nord qui ne parle que l'arabe), qui - comme les Toupouris - étaient fortement représentés au sein de la garde ré- publicaine et qui sont réputés avoir le sang chaud.

« Les créations étrangères »

Pour l'instant les habitants de la capitale de la province du Nord ne gâchent pas leur rancœur à l'égard des « radios étrangères » (que tout le monde écoute), qu'ils accusent d'avoir jeté de l'huile sur le feu de la querelle Nord-Sud et sur un pré- tendu complot musulman. La thèse est en effet peu crédible. A Garoua, au-delà, dans l'ensemble de la province du Nord, les musulmans ne représentent que 50 % de la po- pulation, contre 40 % de chrétiens et 20 % d'animistes (des adeptes de différentes sectes constituant les 10 % restants).

Le Nord musulman ? Avec ses trois échelons, ses 70 % de Kiris- ton musulman et ses socialistes baptisés d'adhésifs qui s'agit- lieu à Garoua et dans sa région à Péquies ? Disparates en raison de la multitude d'ethnies auxquelles ils appartiennent, les gens des pro- vinces du Nord ont accueilli avec soulagement la mesure de grâce présidentielle dont ont bénéficié M. Ahidjo et ses deux coaccusés lors du procès de février dernier. La mesure, ici, a été ressentie comme un geste d'apaisement et de nom-

brusses motions de remerciements ont été adressées au chef de l'Etat. A l'époque, peu de gens ont cru à la culpabilité de l'ancien président. Aujourd'hui le doute s'est installé quant à sa complicité dans ce nou- vel épisode d'une guerre de succe- sion qui n'en finit pas.

Pour la majeure partie de la po- pulation, l'ère Ahidjo s'est achevée le jour où M. Biya a accédé au pou- voir. Celui-ci a pris rapidement une mesure qui s'est révélée très popu- laire en divisant l'ancienne province du Nord en trois entités distinctes : la province de l'extrême Nord (Me- roua), celle du Nord (Garoua) et celle de l'Adamaoua (Ngaoundéré). Les subdivisions les plus équitable- ment réparties plus équitable- ment. Jusque-là, la ville du pré- sident (qui abrita notamment une en- tée de tous les ministères), Garoua, s'était développée à un rythme beaucoup plus rapide que les deux autres métropoles régio- nales. Et puis, en septembre, der- nier, un nouveau gouverneur a été désigné, M. Foulon Nkomo, qui remplaçait un fidèle de M. Ahidjo.

La méfiance instinctive qui a surgi à l'égard d'un sudiste (M. Yakum-Nkomo est originaire de Bamangou, à l'ouest du pays) s'est vite évanouie. Bien qu'anglophone, le nouveau gouverneur était « fon », c'est-à-dire, à l'ouest du Cameroun, un chef traditionnel. Il arbore habi- tuellement les vêtements (boucou et bonnet) des gens du Nord. En ou- tre, pour la charité traditionnelle du Nord, il n'était pas anodin que l'on ait choisi de nommer à Garoua un « noble ». Bref, le président Biya avait démontré, par des gestes concrets, qu'il n'y avait pas dans le Nord de revanche sudiste. Les nouvelles qui proviennent de Yaoundé remettent brusquement en cause le climat d'apaisement. Ge- roua attend dans l'inquiétude les verdicts de Yaoundé.

LAURENT ZECHIN

(1) Depuis lundi 16 avril, les ban- ques camerounaises ont été avisées, par le ministère des finances, des déci- sions suivantes : les banques ne pour- ront retirer de leur compte ban- caire une somme supérieure à 250 000 F CFA par semaine ; pour les sociétés, ce plafond est fixé à 1 million de francs CFA, cette mesure ne concernera pas le versement des sa- laires (1 F CFA = 0,02 franc).

Maroc

Les émeutes de janvier

UN INculpé CONDAMNÉ A QUINZE ANS DE PRISON

Rabat (Reuters). — Le tribunal d'Onja, dans le nord-est du Maroc, a condamné à quinze ans de prison une des personnes inculpées de la grande émeute de janvier, a annoncé l'agence MAP, mercredi 18 avril. C'est la peine la plus lourde infligée depuis que les procès ont commencé.

Selon l'agence, mille-huit cents personnes avaient été arrêtées et la plupart ont été condamnées, dans treize villes différentes, à des peines allant de deux mois à dix ans de pri- son et à des amendes allant de 200 à 20 000 dirhams (1 dir = 1,05 F), après avoir été reconnues coupables de « troubler l'ordre public, de me- nacer les valeurs sacrées, d'apparte- nir à des organisations clandestines et d'incitation à la grève ».

Les procès qui continuent à se dé- rouler sont menés rapidement. Des procès-verbaux d'interrogatoires de po- lice, des attestations de juges d'instruc- tion et des témoignages qui sont re- cueillis à présent plusieurs points : ce- taines arrestations ont été obtenues sous la torture ; dans nombre de cas les éléments accusés contre les inculpés sont an- ciens qui étaient de janvier, et certains reconnaissent même à quatre sur cinq les faits qui leur ont été reprochés d'avoir participé. — P.B.]

■ M. Abraham Sarfaty entame une grève de la faim. — Maurice Sarfaty, condamné le 20 février 1984 à deux ans de prison (le Monde daté 15-16 avril), vient de commencer un appel à Can- blanca. Pour protester contre les ré- sultats arbitraires de la détentio- n de son fils, son père, Abraham Sarfaty, condamné lui-même en 1977 à la dé- tentio- n à perpétuité pour « atteinte à la sûreté de l'Etat », a entrepris une grève de la faim à la prison de Kenitra. Il entend poursuivre cette grève jusqu'à la proclamation du verdict qui, en tout état de cause, ne devrait pas avoir lieu avant le début de la semaine prochaine.

DIPLOMATIE

PRÉSENTÉ PAR M. BUSH A GENÈVE

Le projet américain de traité sur les armes chimiques prévoit une inspection obligatoire et quasi immédiate de toute installation suspecte

M. Bush, vice-président des Etats-Unis, a présenté au cours d'un voyage-éclair à la commission du désarmement de Genève, mercredi 18 avril, le projet de traité annoncé précédemment par M. Reagan et vi- sant à interdire « la recherche, la production, le stockage, la détention ou le transfert d'armes chimi- ques ».

La disposition essentielle de ce texte, qui comporte soixante-six pages et quatorze articles, est celle qui oblige toutes les parties contrac- tantes à « ouvrir à l'inspection inter- nationale, avec un court préavis, toutes leurs installations militaires ou les installations qui sont la pro- priété du gouvernement ou sous son contrôle » et qui seraient suscep- tibles d'abriter des armes chimi- ques. Ces « inspections obligatoires sur place » seraient décidées par une commission spéciale à l'encon- tre de tel ou tel pays signataire, la- quel devrait « y consentir dans un délai de vingt-quatre heures ». Une telle « ouverture », a dit M. Bush, est « sans précédent pour tout pays », y compris pour les Etats-Unis, mais ceux-ci sont « prêts à en payer le prix ». Un haut fonction- naire de la Mission Américaine a cepen- dant précisé à Washington que ce

traité ne demandait pas « cette blan- che aux autres pays pour fournir » dans les affaires des autres, car il comporterait « certaines restrictions techniques ».

Ce projet ne sera pas étudié avant l'été prochain par la conférence du désarmement de Genève, puisque celle-ci suspend ses travaux la so- mme prochaine jusqu'en 12 juin. Mais l'accueil réservé par l'URSS à cette proposition de traité total est particulièrement bon d'avis : le maximum que Moscou a proposé à cet égard à la conférence de Stock- holm sur le désarmement en Europe, est l'idée d'inspections effectuées d'un commun accord sur les lieux de destruction des armements chimi- ques - et pas ailleurs - et cela dans le cadre européen seulement. Dès mercredi, l'agence Tass avait dé- claré dans un commentaire que « en proposant des conditions à priori inacceptables dans le domaine du contrôle et de la vérification, Washington a l'intention de bloquer tout progrès », tout en se proposant de « rejeter sur l'Union soviétique la responsabilité de l'échec ». L'agence accuse encore les Etats-Unis de posséder déjà « 130 000 tonnes de substances toxiques et 3 millions de tonnes de ma- tières chimiques », dont 10 % sont stockées sur le territoire de l'E- urope occidentale. « De même », la France dispose d'un stock de 5000 tonnes d'armements chimi- ques », ajoute Tass, qui fait état en- core d'« activités intenses (dans ce domaine chimique) en Grande- Bretagne, en RFA, au Canada, au Danemark, au Japon, en Israël et en République Sud-Africaine ». Les Etats-Unis pour leur part n'ont pas fabriqué d'armes chimiques depuis 1969, mais le Pentagone, arguant que ces stocks ne sont plus opéra- tionnels, a demandé 105 millions de dollars pour son budget de 1985 afin d'en fabriquer de nouvelles.

« NOUS NE POUVONS PAS AVOIR DES RELATIONS NORMALES AVEC L'URSS », déclare M. Cheysson à l'Assemblée nationale

M. Emmanuel Hamel, député UDF du Rhône, a interrogé mer- credi 18 avril à l'Assemblée natio- nale, lors de la séance consacrée aux questions d'actualité, le ministre des relations extérieures sur le prochain voyage du président de la Républi- que en URSS. M. Claude Cheysson a répondu : « Depuis la fin de l'an dernier, les autorités soviétiques ont effectué de nombreuses démarches pour que les contacts entre les deux pays, qui avaient lieu, jusqu'alors, au niveau des ministres des rela- tions extérieures, soient portés au- dessus d'un niveau plus élevé. Dès l'a- venir, de cette majorité aux affaires, nous avons relevé que certains é- vénements étaient inacceptables, condamnables, a ajouté M. Cheysson à propos de la situation en Af- ghghanistan et en Pologne. En raison de ces événements, nous ne pouvons pas avoir avec l'Union soviétique des relations politiques normales, telles qu'elles ont été définies et abondamment illustrées par nos prédécesseurs. (...) C'est regrettable, car la France a le droit et le de- voir de négocier avec tous ceux qui comptent dans le monde. Nous n'avons d'ailleurs pas peur du dia- logue. Ce contact au plus haut ni- veau n'implique pas de changement dans notre politique, car, malheu- reusement, les faits condamnables demeurent. »

ASIE

Vietnam

LE CHEF DE L'ÉGLISE BOUDDHISTE SERAIT MORT ET PLUSIEURS BONZES AU-RAIENT ÉTÉ ARRÊTÉS

Plusieurs dirigeants de la commu- nauté bouddhiste de Ho-Chi-Minh- Ville (anciennement Saïgon) au- raient été arrêtés au début d'avril, et l'un d'eux est mort, a-t-on ap- pris à Paris. Selon la Délégation de paix de l'Eglise bouddhiste uni- fiée du Vietnam, le Vénérable Thi, président de l'organisme bou- ddhiste progouvernemental, Gao Hoi Phat Gio Vietnam, a été arrêté par la police, le 2 avril, pendant quel- ques heures. « A son retour au tem- ple, on a rapporté que le Vénérable ne pouvait plus parler et que son vi- sage était d'une couleur pourpre. Il décéda quelques instants après. » La Délégation accuse « la politique de répression brutale du gouverne- ment actuel » de la mort de Thi. Thi et de la détention de deux bonzes, dont quatre étaient en train de rédiger une Encyclopédie bou- ddhique vietnamienne.

Si la mort de Thi et Thi dans de telles circonstances ne confirme- rait, elle indiquerait un durcissement de l'attitude de Hanoi envers la com- muneauté bouddhiste. En effet, ce bonze avait, après la victoire des communistes en 1975, pris position en faveur d'une coopération entre les bouddhistes et le nouveau ré- gime.

D'autre part, les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN devraient se pen- cher officiellement ce jeudi à la conférence sur la réduction des forces classiques en Europe centrale (MBFR) un nouveau projet d'ac- cord - le premier depuis juillet 1982. Ce texte fait notamment de nouvelles propositions pour le comptage des forces des deux camps, sujet qui a constitué la prin- cipale pierre d'achoppement des pourparlers depuis leur ouverture, il y a onze ans. — (AFP, UPI, AP.)

LE PREMIER MINISTRE JAPONAIS ANNULE SA VISITE A PARIS, A BONN ET A ROME

Le premier ministre japonais a annoncé ce jeudi 19 avril qu'il annu- lait les visites officielles qu'il devait faire en France, en RFA, en Italie et au Vatican au juin, après le sommet occidental de Londres. M. Nakasone n'a pas indiqué le motif de sa décision mais, de sources diplomatiques japonaises, on indique que cette visite se heurte à des difficultés d'or- dre intérieur liées à la prolongation probable des travaux parlementaires.

D'autre part, Tokyo et Hanoi ont convenus de rétablir le dialogue au niveau ministériel après cinq ans de « gel » consécutif à l'intervention vietnamienne au Cambodge. Cette reprise a été décidée à l'issue de la rencontre ministérielle à Tokyo entre M. Abe, ministre nippon des affaires étrangères, et le vice-ministre vietnamien, M. Ha Van Lam. Toutefois, le Japon ne reprendra pas son rôle économique au Vietnam tant que celui-ci n'aura pas retiré ses troupes du Cambodge. M. Abe a dit mer- credi à M. Hien Samphan, chef des Khmers rouges et ministre des af- faires étrangères de la coalition anti-vietnamienne : il lui a « par ailleurs confirmé » que son gouvernement continuait de soutenir la résistance cambodgienne. — (AFP, UPI.)

UNE MISE AU POINT DE L'AMBAassade D'EGYPTE

A la suite de l'article de Jean- Claude Pomont sur la guerre civile en Angola (le Monde du 3 avril), dans lequel il parlait des « soldats armés » dont bénéficie FUNITA, « à commencer par ceux, armés, du Maroc, de l'Egypte ou du Sou- dan », l'ambassade d'Egypte à Paris nous écrit qu'elle tient « à réfuter ces allégations dans la substance et dans la forme ». « En « à réfuter la position de la Républi- que arabe d'Egypte à l'égard de l'Angola, à savoir la pleine reconnais- sance par l'Egypte du gouverne- ment légitime de Luanda et sa vo- lonté de renforcer les liens de coopération avec ce gouvernement dans tous les domaines ».

A TRAVERS LE MONDE

Egypte

RAPPEL DE L'AMBA- SADEUR A SAN-SALVADOR. — L'Egypte a décidé de rappeler son ambassadeur à San-Salvador à la suite de transfert, vendredi dernier, de l'ambassade de ce pays en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem. Le chef de la diplomatie égyptienne, M. Kamil Hassan Ali, avait déploré lundi ce trans- fert, le qualifiant d'« acte intransi- gent », « en contradiction avec les résolutions des Nations unies considérant Jérusalem comme partie intégrante des territoires occupés en juin 1967 ». — (AFP.)

Mauritanie

L'UTM DÉSAVOUE SON SE- CRÉTAIRE GÉNÉRAL. — L'Union des travailleurs de Mau- ritanie, centrale syndicale uni- taire, a désavoué lundi 17 avril son secrétaire général, M. El Kory Ould Hamey, arrêté le 25 mars avec plusieurs autres personnes sous l'accusation d'appar- tenir à une organisation clan- destine « œuvrant au service de pays étrangers, dont la Libye » en vue de « déstabiliser le ré- gime ». Dans un communiqué pu- blié à Nouakchott, l'UTM dé- nonce « la subversion, l'atteinte à la sécurité de l'Etat et la collu- sion avec l'étranger pour attenter à la souveraineté nationale ». — (Reuters.)

RDA

VINGT MOIS DE PRISON POUR PACIFISME. — Une mi- nistère du Mouvement pacifiste indépendant, M^{me} Sylvia Goethe, vingt-neuf ans, a été condamnée à vingt mois de prison par le tri- bunal d'Enfurt, pour avoir diffusé à l'étranger des informations « nuis- sant à la RDA », a-t-on appris mardi 17 avril dans les milieux pacifistes de Berlin-Ouest. M^{me} Goethe, détenue depuis la fin janvier, se trouvait dans un très mauvais état physique. Elle a participé à plusieurs manifesta- tions pour la paix, à Léna. — (AFP.)

République Sud-Africaine

LA RÉPRESSION DES NOIRS. — Seize mineurs noirs ont été hospitalisés dimanche

Tunisie

LES ÉMEUTES DE JAN- VIER : 89 MORTS ET 938 BLESSÉS. — Les émeutes qui ont dévasté la Tunisie au dé- but du mois de janvier ont fait 89 morts et 938 blessés, dont 348 parmi les forces de l'ordre, selon le rapport d'une commission d'en- quête rendu public mardi 17 avril à Tunis. C'est sur la base de ce rapport, publié sur six pages par Al Amsal, organe du Parti socia- liste destitué au pouvoir, que le président Bourguiba a décidé le 13 mars de faire comparaître en haute Cour l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Driss Guiga, le- quel avait fui la Tunisie le 7 jan- vier, au lendemain de son évic- tion. — (AFP.)

Zaire

LA VISITE DE M. MOBUTU EN FRANCE. — L'aide finan- cière de Paris à Kinshasa sera plus importante cette année qu'en 1983, a-t-on annoncé mardi 18 avril, M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, après avoir été reçu par le pré- sident Mobutu. L'aide financière française au Zaire s'était élevée à 130 millions de francs l'an der- nier. Le chef de l'Etat zairois a également reçu M. Charles Hernu mercredi, dernier jour de sa visite « officielle de travail » en France. D'autre part, les partici- pants à la première réunion de la commission du groupe consul- taif de la Banque mondiale sur le Zaire, qui s'est tenue lundi et mardi à Kinshasa, ont approuvé les mesures prises par le gouver- nement zairois pour juguler la crise économique.

LA FUSILLADE A L'É

à négociations con

« Je demande mercredi et jeudi un dé- claré général du PLO, M. Arafat, pour obtenir la fin du siège de Jérusalem, qui dure depuis le début de l'occupation israélienne. »

Parti de l'Occident, qui prétend à l'indé- pendance des agences de l'OMV, M. Arafat a déclaré :

Les intérêts britanniques

« On ne peut pas se permettre de négliger les intérêts britanniques en Iran. »

« L'agence des renseignements de l'armée britannique a été informée que les forces armées iraniennes ont des bases dans la région de l'ouest de l'Irak. »

« Les sources britanniques ont été informées que les forces armées iraniennes ont des bases dans la région de l'ouest de l'Irak. »

« Les sources britanniques ont été informées que les forces armées iraniennes ont des bases dans la région de l'ouest de l'Irak. »

« Les sources britanniques ont été informées que les forces armées iraniennes ont des bases dans la région de l'ouest de l'Irak. »

صكزامين الأصيل

Grande-Bretagne

LA FUSILLADE A L'AMBASSADE DE LIBYE

Les négociations continuent entre Londres et Tripoli

La Libye a demandé mercredi 18 avril les bons offices du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, pour obtenir la fin du siège de son ambassade à Londres, qui dure depuis la fusillade de mardi.

M. Perez de Cuellar, qui présidait à Londres une réunion des agences de l'ONU, étudia cette demande.

Londres. — Le climat était plutôt à la détente entre Londres et Tripoli, ce jeudi. Pour la deuxième nuit consécutive, les policiers londoniens ont maintenu le siège autour du « bureau du peuple libyen », dont les occupants refusaient toujours de sortir aux conditions fixées par le ministère britannique de l'Intérieur. Mais les négociations se poursuivaient et semblaient s'engager sur la voie d'un arrangement après que le gouvernement de Londres eut appris, mercredi après-midi, que le personnel de l'ambassade de Grande-Bretagne à Tripoli était de nouveau libre d'aller et venir.

De notre correspondant

Le Foreign Office, où se trouvent presque en permanence deux diplomates libyens (qui n'étaient pas dans les locaux du « bureau du peuple » au moment de la fusillade), a indiqué que les discussions étaient devenues un peu moins délicates du fait de l'assouplissement apparent de la position du gouvernement de Tripoli et malgré l'annonce de l'arrestation dans la capitale libyenne de trois ressortissants britanniques, parmi lesquels le directeur local de la compagnie africaine British Caledonian.

La levée du siège de l'ambassade britannique à Tripoli a contribué à une légère détente, confirmée par la libération de M. Saleh Najim, chef du bureau de l'Agence d'information libyenne Jams à Londres, qui après les tirs à l'ambassade de son pays s'était rendu à la police où il avait été interrogé. Il a été libéré sans qu'aucune accusation soit portée contre lui, selon un employé de Jams.

Le Foreign Office a d'autre part souligné que le gouvernement libyen avait fait parvenir un message exprimant officiellement ses « regrets » pour la mort de l'agent de police tué par les coups de feu tirés depuis l'une des fenêtres de l'immeuble du « bureau du peuple ». Etant donné que la tension régnait auparavant et les craintes d'une escalade, ce geste a contribué à détendre l'atmosphère.

L'ambassadeur de Grande-Bretagne en Libye, M. Oliver Miles, a lui-même déclaré que les vingt-quatre personnes — dont onze femmes et deux enfants — qui avaient été pendant vingt-quatre heures retenues prisonnières à l'intérieur de la chancellerie encerclée par les forces de l'ordre libyennes étaient désormais libres de regagner leur domicile et de reprendre leurs activités.

Le colonel Kadhafi engagé personnellement

Le Times, dans son édition de jeudi, signale que de source libyenne à Londres on indiquait que le colonel Kadhafi était désormais engagé personnellement dans les négociations et était en contact direct avec les personnes se trouvant dans le « bureau du peuple » à Saint-James Square. Celles-ci seraient au nombre de seize environ, dont une vingtaine d'étudiants qui, en février, ont formé un « comité révolutionnaire » pour prendre en charge — avec l'assentiment évident des autorités de Tripoli — les affaires de l'ambassade. Il n'y a plus d'ambassadeur depuis 1974. Et, depuis février, le Foreign Office ne savait plus à qui s'adresser.

La police londonienne tentait toujours, jeudi matin, d'obtenir que tous les occupants du « bureau » quittent les lieux en acceptant d'être fouillés et interrogés, afin de savoir qui a ouvert le feu mardi. Mais il semble que le ministère de l'Intérieur doive se résoudre à abandonner l'idée de recherches dans le bâtiment lui-même, cette perquisition ne pouvant avoir lieu, selon la convention de Vienne, qu'avec l'autorisation des autorités libyennes, qui ne paraissent pas disposées à la donner.

En dépit des protestations qui se manifestent dans l'opinion publique britannique et s'expriment dans la presse, il est douteux que l'interrogatoire des occupants de l'ambassade permette de révéler l'identité du meurtrier présumé de l'agent de police, notamment parce que l'arme utilisée — principale pièce à conviction — pourrait être laissée à l'intérieur du bâtiment sans que les policiers soient en mesure d'y aller la chercher.

FRANCIS CORNU.

Pologne

Un Français est incarcéré pour avoir tenté d'introduire des publications « hostiles »

Un citoyen français, M. Jacky Chailot, a été arrêté le 22 mars dernier après avoir franchi la frontière polonaise à bord d'une camionnette où était dissimulé du matériel d'imprimerie. La camionnette, affrétée par une organisation d'aide à la Pologne constituée en Euro-et-Loir, transportait des appareils médicaux, des médicaments et des vêtements, destinés au centre de distribution géré par l'Eglise à Cracovie. M. Chailot a été arrêté à Swinoujcie, dans le nord-ouest du pays, où il était arrivé à bord d'un ferry.

Se famille, qui s'inquiétait de sa disparition, a entrepris des démarches pour le retrouver, et ce n'est que le 3 avril que les autorités polonaises ont averti le consulat de France à Varsovie de l'arrestation du jeune homme, actuellement incarcéré à Szczecin : le ministre français des relations extérieures a protesté contre ce manquement aux conventions internationales, qui prévoient que toute arrestation doit être annoncée dans les quarante-huit heures, et a regretté, sur ce point précis, les excuses de la partie polonaise. En revanche, les deux interventions du ministre français en faveur d'une libération de M. Chailot n'ont donné aucun résultat.

L'arrestation de M. Chailot est intervenue quelques jours avant la visite en France d'une délégation de parlementaires polonais, du 29 mars au 2 avril.

M. Chailot, qui est fonctionnaire du Trésor mis en disponibilité pour convenances personnelles, avait déjà assuré plusieurs transports d'aide caritative à la Pologne. Il risque une peine de six mois à cinq ans de prison. Le matériel qui aurait été découvert à bord de la camionnette comprenait notamment sept machines à polycopier, de l'encre d'imprimerie et diverses publications. C'est ce dernier chef d'accusation (transport de publications hostiles) qui a été retenu contre M. Chailot.

Un autre jeune Français a été arrêté récemment en Pologne, pour des motifs qui n'ont pas été divulgués, mais il a entre-temps été remis en liberté.

Selon le ministre français des relations extérieures, un autre citoyen français, M. Olivier Roux, est lui

aussi emprisonné à Szczecin, après avoir été arrêté au moment où il remettait des documents à des Polonais. Ce type d'affaires impliquant des Français a été relativement fréquent au cours des derniers mois, mais, jusqu'à présent, les autorités polonaises se contentaient d'expulser les intéressés.

« Aide américaine pour l'équipement d'un hôpital pour enfants. — Le président Ronald Reagan a déboursé mardi 17 avril une somme de 10 millions de dollars destinée à l'installation et à l'équipement d'un dispensaire à l'hôpital américain pour enfants de Cracovie. Le dispensaire portera le nom de Clement Zablocki, ancien président de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, récemment décédé. — (A.P.)

Les intérêts britanniques en Libye

De notre correspondant

Londres. — Du fait de la présence militaire, les intérêts britanniques en Libye ont été importants durant les années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, mais ils se sont considérablement réduits, surtout depuis l'arrivée au pouvoir du colonel Kadhafi.

Le nombre des ressortissants britanniques en Libye est estimé à huit mille cinq cents personnes, pour la plupart employés dans des compagnies étrangères et, principalement, dans l'industrie pétrolière. Si des sociétés sont présentes, c'est surtout dans le secteur des services, où elles agissent comme « consultants » auprès d'entreprises libyennes et, accessoirement, dans le domaine de la construction et des travaux publics.

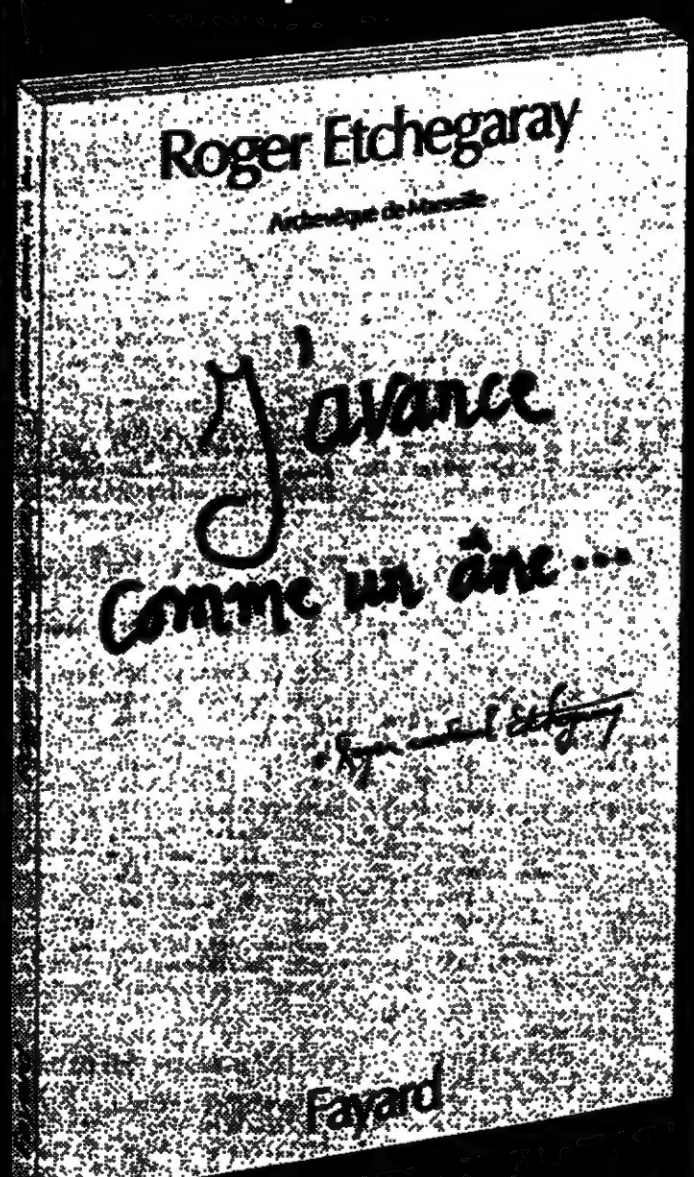
Les échanges commerciaux sont limités et ont nettement diminué ces dernières années. En 1981, les exportations britanniques dépassaient à

peine 500 millions de livres (environ 6 milliards de francs), et sont retombées à moins de 300 millions en 1983, tandis que les importations libyennes (constituées par des livraisons de pétrole) s'élevaient à environ 250 millions de livres.

Le Foreign Office a conseillé à plusieurs compagnies de préparer un plan d'évacuation de leur personnel, mais, hormis trois arrestations, la majorité d'entre elles ont fait savoir que leurs employés n'avaient pas eu à subir jusqu'ici les conséquences de la crise entre Londres et Tripoli, ce qui a été confirmé par l'ambassade. Une dizaine de Britanniques sont arrivés mercredi 18 avril à l'aéroport d'Heathrow en provenance de Tripoli. Ils ont affirmé que, malgré leurs appréhensions, ils n'avaient pas connu de difficultés « spéciales » en dehors de celles ordinairement réservées à tout étranger.

F. C.

ROGER ETCHEGARAY Archevêque de Marseille



Le Cardinal Etchegaray sera l'invité d'Apostrophes le vendredi Saint 20 avril

FAYARD

208 pages 59 F

la Californie ?

L'AMERICAN CENTER

SUREMENT

9 AVRIL - 30 JUIN

session

de printemps

INSCRIPTIONS IMMÉDIATES

sessions intensives

du 9 AVRIL au 30 JUIN

LE WEEK-END (VEN + SAM) SUR UN MOIS

Learn to speak american

COURS DANS LA JOURNÉE

LE SOIR ET LE SAMEDI

préparation au T.O.E.F.I.

AMERICAN CENTER

281 boulevard Raspail Paris 14^e

633.67.28

DES PRIX A VIVRE

UNE SEMAINE TOUT COMPRIS

A partir de

2080 F

LA BULGARIE

VIVEZ LA BULGARIE

Documentation gratuite sur demande à :

OFFICE DU TOURISME BULGARE
45, Avenue de l'Opéra 75002 Paris
Tél. : 261.69.58

Nom :

Adresse :

CET ÉTÉ VIVEZ

LA BULGARIE

VIVEZ LA MER

LA BULGARIE

VOUS AVEZ CHEZ NOUS UNE SEMAINE POUR VOUS FAIRE REMBOURSER VOS ACHATS SI VOUS TROUVEZ UN MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ PRIX

JE VOUS LE GARANTIS

STÉPHANE MEN'S DISCOUNT

LES GRANDES MARQUES GRIFFÉES

DU PRÊT-A-PORTER MASCULIN A DES

PRIX E - TON - NANTS !

POUR LES GRANDS LES GROS (500)

LES LES ET LES AUTRES 44 AU 68

LES « MODULABLES »

UNE FAÇON UNIQUE EN FRANCE D'ACHETER UN COSTUME en 2, 3 ou 4 pièces

EN PURE LAINE PEIGNÉE - FABRICATION FRANÇAISE DE 706 F A 806 F + 10 % à partir de 88

OUVERT TOUT JOUR DE 12H à 13H 30, 130, BD SAINT-GERMAIN (Métro Odéon)

SAUF DIMANCHE à 19H30 ET 8, RUE D'AVRON AVEC UN PETIT +

VIVEZ 13 SIÈCLES DE CULTURE

LA BULGARIE

Pour aller à Québec?

Vous prenez Air Canada, c'est tout droit.



Tout nouveau, tout beau : tous les vendredis du 18 mai au 16 juin et tous les samedis du 16 juin au 8 septembre, Air Canada est la seule compagnie à relier Paris et la ville de Québec sans escale. Pour un prix « charter » (3.650 F* A/R), vous bénéficierez à bord du Service Hospitalité Intercontinental : repas de quatre plats, vins, liqueurs et écouteurs sans supplément. Avec Air Canada, il n'est de bon Québec que de Paris ! Renseignez-vous chez Air Canada ou chez votre agent de voyages.

C'est si bon que vous voudrez rester à bord.



* Supplément 200 FF du 20/05 au 8/09/84.

Paris - Service Thématique 24 h des Capteurs 7200 - (1) 702.21.21, ligne 55, place de la République 93000 - (7) 002.01.11. Air Canada ne s'engage à aucun moment de modifier les conditions de transport.

HISTOIRE MONDIALE DES SOCIALISMES

DES ORIGINES A NOS JOURS



JEAN ELLEINSTEIN

Historien, universitaire, écrivain, journaliste et militant, Jean ELLEINSTEIN possède à la fois une grande connaissance et une expérience vécue de l'histoire des socialismes.

Il a dirigé cet ensemble et en a rédigé une grande partie.

Ont aussi collaboré à sa rédaction: Jean Bruhat, François Hincher, Maurice Moissonnier, Gérard Belloin, Georges Ayache, Isabelle Veyrat-Masson.

UNE HISTOIRE COMPLETE : Ces six volumes traitent des socialismes, de l'origine - c'est-à-dire depuis que certains hommes se sont intéressés à l'amélioration de la condition de leurs semblables - jusqu'à nos jours. L'ensemble est ponctué par les grands événements qui constituent la trame de l'histoire : la Première Internationale, la Commune de Paris, la révolution soviétique...

DE TOUS LES PAYS : De la France à la Russie, de l'Angleterre à l'Allemagne, de la Russie à la Chine, de l'Amérique latine à l'Afrique, de l'Extrême-Orient au Moyen-Orient, l'histoire des socialismes est intimement liée à l'histoire générale des peuples, des Etats et des événements.

DE TOUTES LES SENSIBILITES : Communisme, socialisme, social-démocratie, anarchisme..., autant de variantes qui revendiquent le nom ou l'adjectif de socialiste. L'"Histoire Mondiale des Socialismes" étudie tous les aspects du socialisme: les idéologies, les partis, les syndicats, les Etats, les hommes.

ET L'OBJECTIVITE ? Le lecteur jugera. L'histoire n'est assurément jamais innocente, mais l'historien se doit de travailler sans préjugé, ce qui ne signifie pas sans passion. Les auteurs ne cachent pas leur sympathie pour Marx, mais l'histoire n'est pas marxiste, pas plus qu'elle n'est chrétienne ou musulmane. L'"Histoire Mondiale des Socialismes" relate les espoirs et les désespoirs, les illusions et les désillusions de ceux qui, au cours des siècles, ont cru aux socialismes.

UN ENSEMBLE CAPTIVANT :

Voilà un ouvrage clair, concret, écrit dans un style vivant. Par la masse d'informations et de documents qu'il propose, il prétend passionner tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et aux problèmes de notre temps. Partisans et adversaires du socialisme - tous les esprits ouverts - auront besoin de lui pour s'informer, afin, selon leur sensibilité propre, de défendre ou de combattre les socialismes.

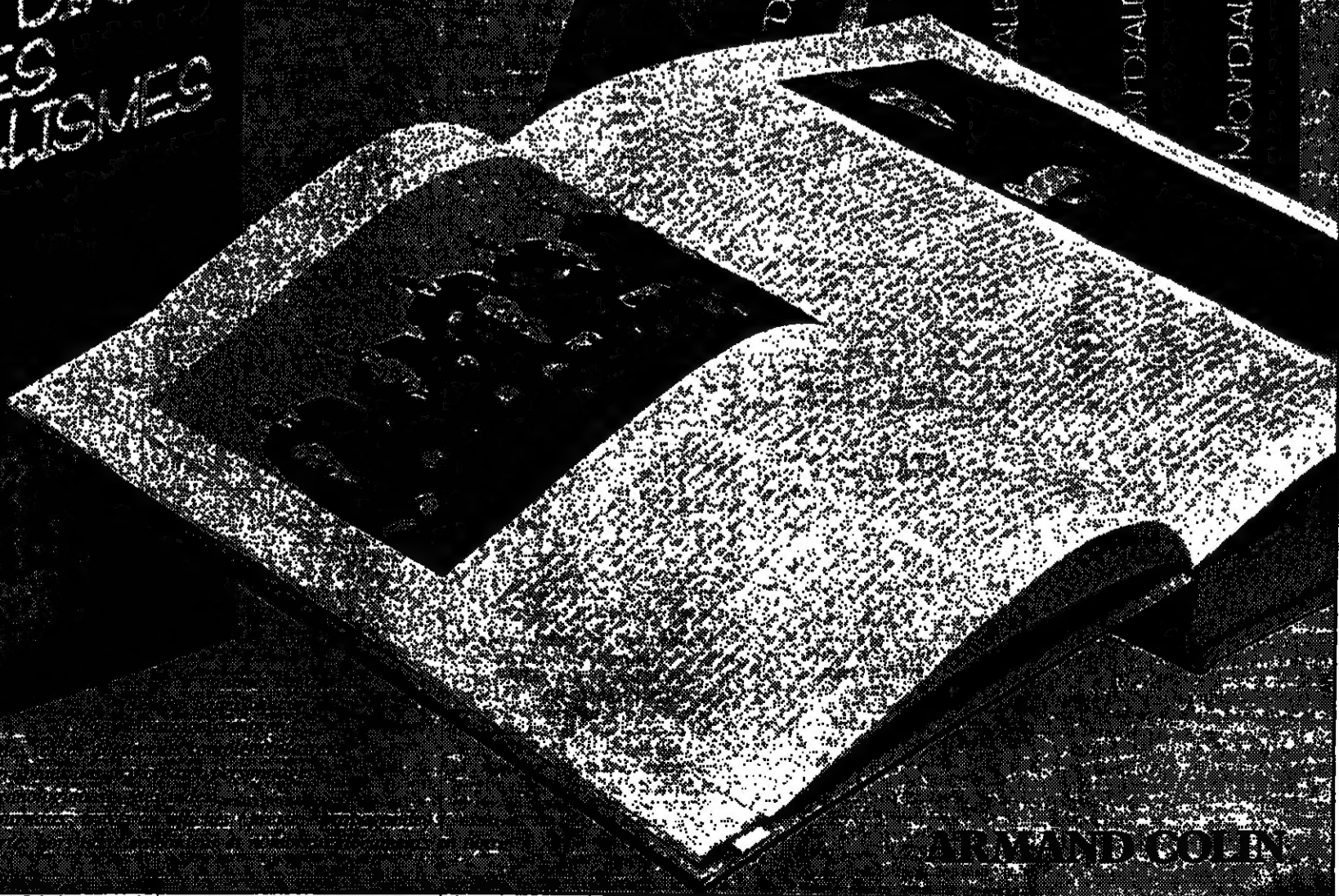
Chaque tome : 350 F

Prix de lancement jusqu'au 30 juin 1984

les 6 volumes : 1750 F comptant

ou 350 F et 6 mensualités de 250 F

Renseignements sur ces possibilités de crédit et documentation complète chez votre libraire ou, à défaut, ARMAND COLIN 103, boulevard Saint-Michel 75005 Paris (votre carte de visite portant la mention "HISTOIRE MONDIALE DES SOCIALISMES" suffira).



ARMAND COLIN

Six mois d'escalade

Né le 25 juillet 1941 à Mar-
seille, Pierre Gaspard, ancien élève
d'École d'Études postiques de
Paris, est ingénieur des facultés de
Sciences Professeur titulaire de l'En-
seignement de Paris-Nord depuis 1983.
Il dirige l'ITER des sciences de
l'information et de la communica-
tion et la Commission technique au cabi-
net de M. Amiel. Le Parc, confé-
rencier et étroit à la fonction publique
de la région administrative,
Pierre Gaspard est également
auteur de 1987.

Né le 20 juillet 1941 à Marseille, Pierre GARNIER, ancien élève de l'Institut National Supérieur des études administratives, a été nommé en septembre des fonctions de chef de service adjoint de l'enseignement technique de l'Université de Paris-Nord depuis 1983.

Il a été I.C.E.R. des sciences de la gestion et de la communication et de M. Anser. Le Parc, correspondant à la fonction publique, a été nommé administrateur, puis directeur administratif, sous la direction de M. Gaborit, en 1980.

Il a également, de 1980 à 1982, été

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 18 avril, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

● DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Le premier ministre a été autorisé, conformément à l'article 49, alinéa premier de la Constitution, à engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale, le jeudi 19 avril, sur une déclaration de politique générale.

● ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Le gouvernement a arrêté les dispositions qui vont être soumises au Parlement. Conformément aux décisions prises en conseil des ministres le 14 mars dernier, le ministre de l'éducation nationale a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif aux rapports entre l'État, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés.

Ce texte précise :

- Les conditions dans lesquelles des établissements privés peuvent passer contrat avec les collectivités publiques pour concourir au service public d'enseignement ;
- Les modalités de la participation financière de l'État et des autres collectivités au fonctionnement des classes mises sous contrat ;
- La définition, le rôle et les conditions de mise en œuvre des établissements d'intérêt public ;
- La position statutaire des maîtres qui enseignent dans un établissement privé sous contrat ;
- Enfin, les modalités qui permettent la transition entre les régimes juridiques actuel et futur, et en particulier celles qui instituent une aide financière temporaire de l'État aux communes.

Le ministre de l'éducation nationale engagera dans les prochains jours la concertation sur l'avant-projet portant statut des maîtres contractuels des établissements d'enseignement privés.

● ENSEIGNEMENT AGRICOLE PUBLIC

Modernisation d'une composante essentielle du service public de l'enseignement. — Le ministre de l'agriculture a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant rénovation de l'enseignement agricole public.

Le projet redéfinit les finalités et les missions de l'enseignement agricole public en les adaptant aux nécessités de l'agriculture moderne. Il met l'accent d'une part sur le développement des formations technologiques qui permettent à l'agriculture française de faire face à la concurrence internationale, et d'autre part sur le rôle de l'enseignement agricole dans le développement rural.

Le projet renforce les liens entre l'enseignement agricole et les autres composantes du service public de l'enseignement. Il pose le principe de l'harmonisation entre l'enseignement agricole et l'enseignement général, des conditions d'accès des bourses et des garanties dont bénéficient les personnels enseignants.

Le projet, enfin, tire les conséquences de la décentralisation. Les établissements seront gérés par un conseil d'administration comprenant des représentants des communes, des départements et des régions concernés. Ils disposeront d'une plus grande autonomie pour l'établissement de leur projet pédagogique et leurs conditions de fonctionnement seront assouplies.

Ce projet de loi sera soumis au Parlement au cours de la présente session.

Mesures individuelles

Le conseil des ministres du mercredi 18 avril a adopté les mesures individuelles suivantes :

MM. Bertrand Labrousse et Pierre Lafaye, conseillers référendaires, sont nommés conseillers maîtres à la Cour des comptes.

M. Pierre Gaborit, professeur des universités, est nommé directeur de la jeunesse.

[Né le 20 juillet 1941 à Marseille, Pierre Gaborit, ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris, est agrégé des facultés de droit. Professeur titulaire de l'université de Paris-Nord depuis 1981, il y dirige l'UER des sciences de l'expression et de la communication. Conseiller technique au cabinet de M. Antoine Le Pors, secrétaire d'État à la fonction publique et aux réformes administratives, Pierre Gaborit est également, depuis 1980, consultant de l'UNESCO pour les problèmes concernant la protection internationale des journalistes.]

● ENSEIGNEMENT AGRICOLE PRIVÉ

Les dispositions en préparation tiennent compte des spécificités de cette branche de l'enseignement privé. — Le ministre de l'agriculture a présenté une communication sur les relations entre l'État et l'enseignement agricole privé.

Les dispositions en préparation tiendront compte de la spécificité de l'enseignement agricole privé qui scolarise 60 % des élèves de l'enseignement agricole et des liens qui unissent les diverses institutions de formation au milieu rural. Elles feront l'objet d'un projet de loi qui sera examiné par le conseil des ministres avant l'été.

Des relations juridiques contractuelles seront établies entre l'État et l'enseignement agricole privé dans le cadre d'un schéma prévisionnel national des formations. Elles permettront de mieux faire participer les établissements d'enseignement agricole privé à la mission de service public de l'enseignement agricole.

Le financement par l'État des établissements sera assuré non plus sur la base d'une subvention forfaitaire par élève, mais par la prise en charge de dépenses directement liées à la mission de formation.

Les garanties des personnels de ces établissements seront renforcées.

● CONTRAT DE CONFIANCE AVEC LES CADRES

Trois orientations ont été retenues : développer l'initiative des cadres, promouvoir leurs compétences, clarifier les règles de la solidarité. — Le secrétaire d'État auprès du premier ministre a présenté une communication sur la mise en œuvre du « contrat de confiance » que le gouvernement entend proposer aux cadres.

Il s'agit de permettre aux cadres des entreprises de jouer pleinement leur rôle dans la modernisation de l'économie et de la société française. Les orientations retenues à cet effet visent à :

- Libérer la capacité d'initiative des cadres ;
- Ouvrir aux compétences des cadres de nouveaux terrains d'action ;
- Stabiliser et clarifier les règles de la solidarité.

Certaines dispositions relèvent des partenaires sociaux. D'autres impliquent l'intervention des pouvoirs publics.

Le gouvernement, pour sa part, a récemment déposé au Parlement un projet de loi sur le développement de l'initiative économique qui contient plusieurs dispositions susceptibles d'intéresser les cadres : encouragements fiscaux au rapprochement entre chercheurs et entreprises pour la mise au point industrielle des innovations ; incitation à l'engagement de cadres dans la création et la transmission d'entreprises.

Afin de promouvoir et de mieux utiliser les compétences des cadres, les diverses possibilités de formation professionnelle dans les établissements d'enseignement supérieur seront mobilisées ; les initiatives qui pourront prendre des cadres pour contribuer à la création d'emplois, à la formation ou au reclassement d'autres salariés seront encouragées. Dans le même esprit, la réglementation en vigueur sera adaptée de façon à permettre l'utilisation de cadres demandeurs d'emploi ou préretraités pour de courtes missions d'intérêt général.

La concertation avec les organisations syndicales de cadres sera poursuivie, en particulier lors de deux rendez-vous par an, afin de suivre et de préciser la réalisation de ces orientations.

● AUTOROUTES ET VOIES NAVIGABLES

Le développement à long terme des grandes voies de communication routières et fluviales a été défini à l'issue d'une large concertation. — Le ministre des transports a présenté au Conseil des ministres une communication sur le schéma directeur des autoroutes, de leurs prolongements et des grandes liaisons d'aménagement du territoire ainsi que sur le schéma directeur des voies navigables. Ces schémas, établis par l'État, ont donné lieu à une large concertation et à la consultation des conseils régionaux.

I. — Autoroutes

Le schéma directeur des autoroutes répond largement à l'attente des régions qui bénéficieront ainsi d'un réseau dense, de grande qualité et faisant une plus large place aux liaisons transversales. Il retient, pour chaque itinéraire, des solutions adaptées aux besoins.

Le schéma comprend :

- 6 520 km d'autoroutes concédées, dont 1 330 km d'autoroutes nouvelles ;

- 2 260 km de prolongements d'autoroutes aménagés en général à deux fois deux voies ;
- 6 830 km de grandes liaisons d'aménagement du territoire.

La mise en œuvre de ce schéma sera facilitée par les réformes apportées aux structures de gestion des autoroutes. Elle s'appuiera sur l'effort propre de l'État et sur les contrats de plan conclus entre l'État et les régions.

II. — Voies navigables

Le schéma directeur des voies navigables a reçu l'accord unanime des régions concernées. Il met en œuvre les priorités retenues par le Conseil des ministres du 1^{er} juin 1983 :

- Entretien du réseau ;
- Restauration du réseau ;
- Poursuite de l'aménagement des vallées ;
- Réalisation progressive de liaisons inter-bassins.

Complétant la réforme de la batellerie artisanale et l'extension prochaine des missions de la Compagnie nationale du Rhodan, ce schéma démontre la volonté d'assurer à la voie d'eau la place qui lui revient dans le système des transports.

● SITUATION INTERNATIONALE

Relations avec l'Inde. — Le ministre des relations extérieures a rendu compte de la visite officielle que vient d'effectuer à Paris le ministre des affaires extérieures de l'Inde, représentant le président du mouvement des non-alignés.

Cette visite a eu lieu aussitôt après celle du ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine. Elle précède celle du premier ministre du Japon.

Le 1^{er} mai 1984. — Depuis quelques semaines, la préparation de la prochaine conférence de négociation

entre les dix pays de la Communauté et les soixante-quatre pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) qui ont conclu les conventions de Lomé est entrée dans une phase très active.

Dans ce cadre ont eu lieu à Paris des discussions approfondies entre une large délégation représentant les pays ACP et le gouvernement ; les ambassadeurs ont également eu des échanges de vues avec les groupes de l'Assemblée nationale.

Le gouvernement réaffirme, à cette occasion, l'intérêt qu'il porte à cette forme, originale et exemplaire, de la coopération entre le Nord et le Sud.

● NOUVELLE-CALÉDONIE

Un statut évolutif sera prochainement mis en œuvre. — Le secrétaire d'État chargé des départements et territoires d'outre-mer a rendu compte au conseil des ministres du déplacement qu'il a effectué en Nouvelle-Calédonie, au cours duquel il a présenté le projet de statut d'autonomie interne et le projet de loi électorale actuellement soumis à l'avis de l'assemblée territoriale.

La préparation de ces textes fait suite à la rencontre qui s'est tenue à Nainville-Roches en juillet 1983, et à laquelle ont participé les représentants du Front indépendantiste, des différents partis représentant la population calédonienne d'origine européenne, en particulier le RPCR et la FNCS, ainsi que le président du conseil des chefs coutumiers.

Le statut qu'il établira se caractérise par une large autonomie interne, par son caractère évolutif et par la reconnaissance d'une place éminente aux instances représentatives de la société canaque.

Un comité État-territoire sera constitué ; il sera le garant de l'évolution des nouvelles institutions et

aura notamment pour rôle de préparer les conditions dans lesquelles sera exercé, en 1989, le droit à l'autodétermination.

● MAYOTTE

Les mesures d'urgence ont été prises pour porter secours aux populations sinistrées. — Le secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer a rendu compte de la situation dans l'île de Mayotte après le passage du cyclone Kamisy le 10 avril.

Les mesures d'urgence prises avec l'aide des autorités locales, des administrations indiennes et des forces armées ont permis de porter secours aux populations sinistrées et d'envisager le retour progressif de l'île à une situation de vie proche de la normale.

Afin de pallier les dégâts causés par le cyclone, des mesures complémentaires seront prises, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement alimentaire de l'île.

M. CHIRAC DANS LE NORD :

«Le gouvernement est fondé à vouloir marquer son autorité»

De notre envoyé spécial

Lille. — M. Jacques Chirac, après être allé à Toulon le 29 mars et à Caen le 15 avril, et avant de se rendre à Lyon le 24, a visité mercredi 18 avril Cambrai, Douai, et Lille. Pour ces brefs déplacements, le président du RPR a, pour le moment, renoncé aux vastes réunions publiques et aux grands discours toujours un peu académiques et souvent stéréotypés pour des dialogues plus directs et plus spontanés avec des publics plus restreints. C'est ainsi qu'à Cambrai, il a jugé que « le gouvernement est fondé à vouloir marquer l'autorité qu'il doit avoir sur sa majorité, celle du moins qui prétend le soutenir ». Il a ajouté : « Bien entendu, nous refusons la confiance à un gouvernement qui pour nous ne la mérite pas ».

M. Jacques Legendre, maire de Cambrai, ancien député RPR battu par M. Jean Le Garrec (PS) en 1981, a souligné les difficultés économiques de son arrondissement où 12,5 % de la population est au chômage et où « la colère est partout et transforme en partie de cache-cache

APPEL A TOUS CEUX QUI VEULENT UNE FRANCE FORTE DANS UNE EUROPE DES LIBERTÉS.

VOUS

VOUS VOULEZ UNE EUROPE LIBRE, INDÉPENDANTE, UNIE,
parce que vous savez que la mise en commun de ses forces et de ses richesses garantit votre avenir.

VOUS VOULEZ UNE FRANCE FORTE,
respectée en Europe et dans le Monde.

VOUS, QUI N'ADMETTEZ PAS LE SECTARISME,
l'incohérence et les contradictions du pouvoir actuel.



Vous savez que l'UDF et le RPR m'ont demandé de conduire la liste d'Union de l'opposition. Vous savez quel est l'enjeu de ces élections. S'abstenir c'est accepter une société dont nous ne voulons pas.

Pour gagner j'ai besoin de votre aide, de votre engagement personnel et de votre SOUTIEN FINANCIER.

Nos adversaires disposent de moyens puissants. Mais grâce à vous, grâce à VOTRE PARTICIPATION FINANCIÈRE même modeste, nous pourrions avoir, nous aussi, les moyens indispensables à notre combat.

AVEC VOUS, GRÂCE A VOUS, CES ÉLECTIONS, NOUS LES GAGNERONS.

Simone Veil

Chèque bancaire à l'ordre de :
Union de l'opposition pour l'Europe,
225, rue Saint-Honoré, 75001 Paris
ou Chèque postal à l'ordre de CCP Paris n° 2549 89 T

Facultatif : Nom : _____ Adresse : _____

PRIVÉ

Le compromis introuvable

(Suite de la première page.)

Lors du conseil - au cours duquel les ministres communistes n'ont pas pris la parole sur ce sujet - il a une nouvelle fois souligné, ainsi que M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, que le projet de loi se traduira par de nouvelles charges financières pour les communes, dont il conviendra de tenir compte. C'est pourquoi le texte du ministre de l'éducation nationale prévoit explicitement des possibilités de substitution financière de l'Etat aux communes dans deux cas précis. L'enseignement privé n'étant soumis à aucune carte scolaire, les familles peuvent inscrire leurs enfants dans des écoles situées dans d'autres communes que celles où ils sont domiciliés. M. Savary avait donc prévu que la commune du domicile paie pour les élèves qu'elle « scolarise » ailleurs. Cette disposition est maintenue, mais en cas de refus de paiement - la quasi-totalité des municipalités est en effet concernée - l'Etat pourra se substituer à la commune durant six années. Second cas où la même aide de l'Etat est prévue, pendant la même durée : lorsque les communes refusent de participer au fonctionnement des écoles primaires qui passeront, comme elles y servent tenues par la loi, du contrat simple au contrat d'association.

A chaque fois que l'Etat paie, c'est son représentant - et non celui de la municipalité - qui siège dans les instances de gestion des établissements. En revanche, les communes qui refusent de payer, sont aujourd'hui en litige avec des écoles primaires privées sous contrat d'association à qui elles refusent des subventions selon termes de payer.

Cette disposition importante est sans doute de nature à apaiser les élus, surtout ceux de la majorité qui avaient manifesté leur inquiétude. Mais le coût de la paix scolaire risque d'être lourd pour l'Etat, qui place dans tous les cas l'enseignement privé dans une situation confortable. Déjà, des sénateurs de l'opposition ont jugé « incroyable qu'une prime soit donnée aux communes qui refusent d'appliquer la loi ». Encore qu'il semble difficile pour les élus de l'opposition de pousser plus loin l'argumentation. Juridiquement d'abord, puisque le projet

de loi prévoit explicitement les cas de refus. Politiquement ensuite, puisqu'il assure à l'enseignement privé les moyens de sa liberté. Ce que la loi Gouvernement avait omis de faire.

Pour les représentants de l'enseignement privé, la question du financement avait été facilement réglée, même au prix de la suppression d'un certain nombre de privilèges, notamment pour les créations de postes d'enseignants. En revanche, le point d'effacement demeure la perspective de titularisation des enseignants dont les modalités - et notamment les conditions d'une gestion spécifique - seront l'objet d'un décret soumis à concertation. Toutefois, le projet de loi prévoit que les maîtres de l'enseignement privé déjà titulaires du CAPES et de l'agrégation (ils sont 2 500) pourront, dans un délai de six mois, choisir de devenir fonctionnaires, ainsi que la loi Debré l'avait prévu. Ils devraient être titularisés sur place. C'est dans le texte du projet de loi la seule allusion à l'entrée des enseignants du privé dans la fonction publique. L'exposé des motifs, en revanche, va plus loin, précisant que dans six ans « l'ensemble des personnels contractuels aura à son tour la possibilité d'opter librement pour une titularisation dans l'enseignement public et dans les mêmes conditions ».

Le chanoine Paul Guibert, secrétaire général de l'enseignement catholique estime que ces termes sont « graves et inquiétants », tandis que M. Michel Bouchard, secrétaire général du comité national d'action laïque (CNAL) - qui appelle à des manifestations dans toute la France le 25 avril - compte sur le Parlement « pour empêcher le texte d'être voté ».

Le gouvernement cherche plus que jamais le compromis. Mais les premiers signes d'apaisement n'apparaissent guère.

CATHERINE ARDITTL

Le jugement des députés socialistes est « globalement négatif »

(Suite de la première page.)

« Globalement négatif » : le jugement est tombé, après la réunion, mercredi 18 avril, du groupe socialiste de l'Assemblée nationale qui venait d'entendre M. Alain Savary expliquer son projet de loi, de la bouche de M. Véronique Neiertz, député socialiste de Seine-Saint-Denis, porte-parole officiel du groupe. Même si M. Neiertz, proche de M. Pierre Joxe et laïque convaincu, a quelque peu amplifié les réactions de ses collègues, il est sûr que le ministre de l'éducation a passé un moment (une heure et demie) bien difficile devant les élus de la principale formation de la majorité. Au point que s'il est acquis que l'Assemblée créera une commission spéciale pour étudier ce texte, il est certain qu'elle confiera la présidence à M. André Laignel (1), le plus laïque des députés.

Certes, la décision n'est pas encore prise ; mais qu'un tel non soit avancé pour un tel poste - alors que chacun sait bien que ce serait une déclaration de guerre à la fois au gouvernement et à l'enseignement catholique - montre suffisamment quelle est l'ambiance chez les députés socialistes. Les applaudissements qui ont accueilli les propos de M. Laignel, président du groupe d'étude sur la laïcité, en sont une autre preuve. D'autant qu'il n'a pas mâché ses mots. Le projet de décret sur la titularisation des enseignants du privé ? « Il ressemble à l'ombre d'un cochon qui tient l'ombre d'un carrosse », tant il est rempli de conditions. Le délai de six ans accordé aux communes récalcitrantes pour subventionner les écoles privées ? « Quand vous êtes confrontés à mort, le fait que l'on vous accorde un temps de grâce avant de vous couper la tête ne vous rend pas l'exécution plus agréable ».

Indépendance idéologique

M. Bernard Pigeant, ce « rocardien » du Flainet, qui fut le seul porte-parole des partisans convaincus de M. Savary, a réagi lui-même que son intervention a été reçue « froidement » - tant « elle était à contre-courant ». Il a fait pourtant remarquer que M. Mitterrand n'avait pas été élu sur le slogan « argent public à école privée, argent privé à école publique », ne serait-ce que parce que, pour lui, dès les années 70, le PS avait abandonné une telle référence : « Nous avons dit que nous maintiendrons les contrats d'association - qui impliquent une aide de la collectivité publique. Il faut être cohérent avec ce choix ».

Les interventions de MM. Lionel Jospin et Jean Poperen, numéros un et deux du PS, furent plus mesurées : selon M. Neiertz, ils allaient dans le sens de M. Laignel, alors que les défenseurs du projet gouvernemental jugent qu'ils confirment

l'analyse de M. Pigeant sur l'évolution du parti. M. Poperen se déclarait « plus inquiet après avoir entendu le ministre qu'avant ». M. Jospin, lui, souligna que la démarche choisie par le gouvernement était faite de « réconciliation, de rapprochement et de dépassement » et qu'elle n'était pas en contradiction avec les engagements du président de la République : il a, d'ailleurs, souhaité que, dans cette affaire, celui-ci soit « protégé ».

« Une crise de conscience »

MM. Poperen et Jospin ont proposé que le financement des écoles privées par les communes soit lié à l'avancement de la titularisation des maîtres de l'enseignement privé, que souhaitent les laïques, mais que refusent les responsables catholiques.

Reste à expliquer ce retournement de tendance chez les députés socialistes. Jusqu'ici, ceux qui souhaitent avant tout l'établissement d'une paix scolaire avaient l'impression de marquer des points ; aujourd'hui, ils reconnaissent que ce n'est plus le cas, même s'ils affirment que le groupe est loin d'être unanime derrière M. Laignel.

Les responsables du groupe penchent plutôt du côté des laïques. Quant aux élus, ils sont sensibles aux délégations, aux motions, aux communications dont ils sont submergés sur ce sujet. Enfin, il est vrai, comme le dit M. Neiertz, que pour des députés de gauche, il s'agit d'une « crise de conscience » : un problème qui nous interpelle très profondément et qui met en cause l'identité du Parti socialiste. La réaction de M. Arthur Nohard, élu du Nord, en général discret au Palais Bourbon, est significative : « Je suis prêt à démissionner de mon mandat et à me représenter comme candidat de l'école laïque ».

Pour certains de ceux qui n'acceptent pas de gaieté de cœur la politique économique du gouvernement, il est une façon de manifester leur mécontentement. Puisqu'il leur faut bien accepter la rigueur économique, qu'en disent-ils qu'ils touchent pas à leur capital idéologique. Tous ceux, par exemple, qui ont voté « non » à la loi sur la laïcité, à plus ou moins haute voix, un changement de gouvernement, et d'abord du premier ministre, et qui devaient voter la confiance, ce jeudi 19 avril, trouvent là une occasion de montrer qu'ils ne sont pas des inconditionnels.

Th. B.

(1) Le rapporteur pourrait être M. Bernard Deroin, député socialiste du Nord, un proche de M. Mauroy, qui depuis quelques semaines anime un groupe de députés du PS qui travaillent sur le projet de M. Savary.

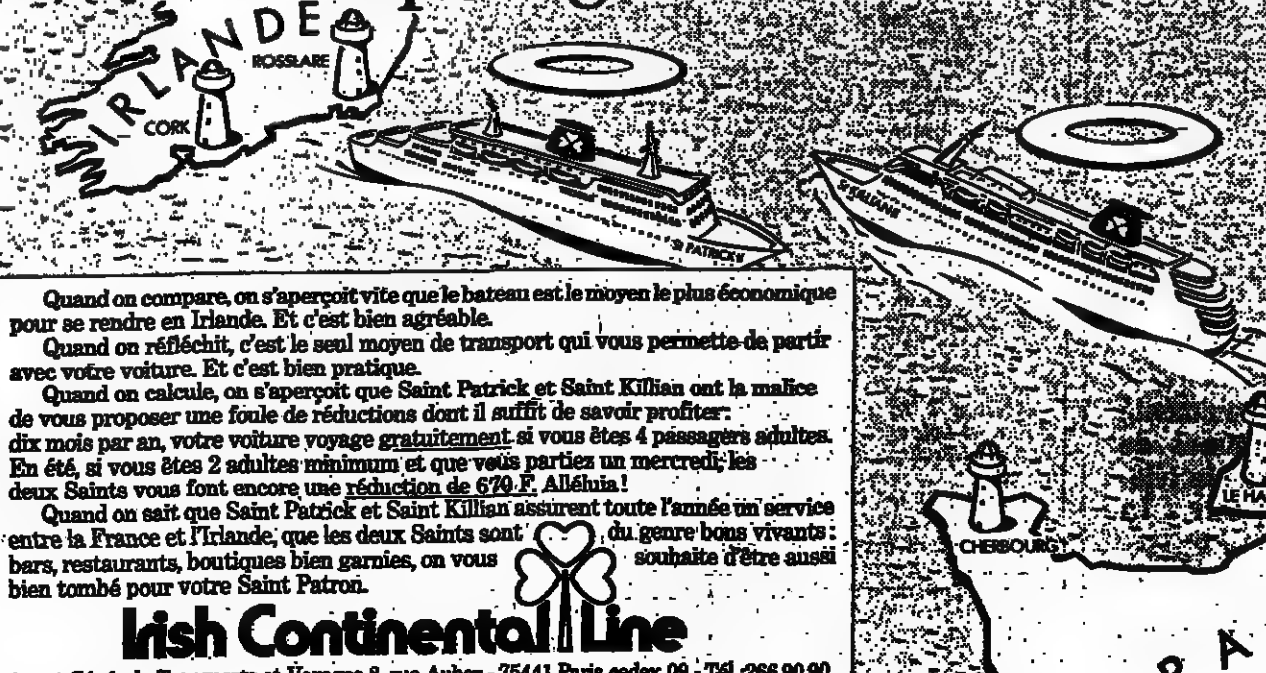
destination ISLANDE
l'Aventure islandaise
circuit camping
PARIS/PARIS 2 semaines
F.8.190
votre agent de voyages ou
ALAN'S TOURS
8, rue Danielle-Casanova
75001 Paris
☎ 296.59.78
R. 1053

La mort est-elle une fin
ou un commencement ?
Le royaume des esprits
est-il une réalité ?
Des millions d'individus
croient à la réincarnation...
Ont-ils raison ?
Pour s'y reconnaître
lisez
Le Charivari
En vente partout
20 F

handicaps et droit
Les dispositifs juridiques
sont-ils facteurs de marginalisation
et de nouvelles inadaptations ?
180 F.
Editions médicales et scientifiques
B.P. 1214 - 69611 Villeurbanne Cedex

(Publié)
U.S.A.
NEW-YORK et BERKELEY
Séjours linguistiques toute l'année, et particulièrement à
Pâques et en été.
Hébergement famille, ou campus (en été).
2, 3 ou 4 semaines, à partir de 4 675 francs.
Veuillez nous contacter : LANGUAGE STUDIES, 2685370,
ou nous demander une documentation : 350, r. St-Honoré, 75001 Paris.

Bénie soit la prodigalité des Saints irlandais



Quand on compare, on s'aperçoit vite que le bateau est le moyen le plus économique pour se rendre en Irlande. Et c'est bien agréable.
Quand on réfléchit, c'est le seul moyen de transport qui vous permette de partir avec votre voiture. Et c'est bien pratique.
Quand on calcule, on s'aperçoit que Saint Patrick et Saint Killian ont la malice de vous proposer une foule de réductions dont il suffit de savoir profiter : dix mois par an, votre voiture voyage gratuitement si vous êtes 4 passagers adultes. En été, si vous êtes 2 adultes minimum et que vous partez un mercredi, les deux Saints vous font encore une réduction de 670 F. Alléluia !
Quand on sait que Saint Patrick et Saint Killian assurent toute l'année un service entre la France et l'Irlande, que les deux Saints sont du genre bons vivants : bars, restaurants, boutiques bien garnies, on vous souhaite d'être aussi bien tombé pour votre Saint Patron.

Irish Continental Line
Agent Général - Transports et Voyages 8, rue Anber - 75441 Paris cedex 09 - Tél. 266.90.90.

la sape
Comment mène-t-on la guerre totale contre les démocraties ?...

la sape
... Mafia, drogue et livraisons d'armes

la sape
... Terrorisme et provocation

la sape
... Trafics financiers et réseaux d'espionnage

Après **L'ICEBERG**
la sape
un roman stupéfiant d'Arnaud de Borchgrave et Robert Moss

La vérité sur les mécanismes du terrorisme international

Le Monde

LIVRES

billet

Monnaie et langage

DANS l'Homme sans qualités, de Robert Musil, un des principaux personnages du roman, Arnheim, suggère qu'on pourrait aujourd'hui « exprimer toutes les relations intellectuelles, de l'argent à la logique pure, dans le langage de l'offre et de la demande, de l'écrit et de la provision, au moins aussi bien qu'on le fait en termes psychologiques ou religieux ». Ainsi, pour Arnheim, il semble acquis que l'objet de la foi des hommes modernes n'est plus Dieu, mais « le directeur de la firme Univers ». Et une analyse nouvelle de la foi elle-même montrerait que « les credo humains ne sont probablement que des cas particuliers du crédit ».

Jean-Joseph Goux, auteur d'un ouvrage remarqué : *Freud, Marx, économie et symbolique* (Seuil, 1973), n'est pas loin de partager l'idée de Musil selon laquelle le langage permet de formuler le plus adéquatement la vérité. Ainsi, dans les *Monnayeurs* du langage, Jean-Joseph Goux établit une relation entre la crise du réalisme romanesque (avec le déclin de l'intrigue et des personnages) et la crise de la convertibilité monétaire.

Une citation éclairera son propos : « Tant que l'or circule en personne, nous sommes dans la littérature réaliste. Quand l'or est remplacé par des jetons (la convertibilité mal assurée) nous entrons dans l'expérience non figurative ».

L'or circule, et c'est Balzac et Zola ; leur langage participe du même statut que la monnaie bourgeoise : stable, avec un étalon-or incontesté, une convertibilité assurée. C'est aussi Hugo proclamant superbement que « les poètes sont comme les souverains. Ils doivent battre monnaie. Il faut que leur effigie reste sur les idées qu'ils mettent en circulation ». Hugo et Balzac, nos Goux, sont les princes du langage-or. Avec eux, le dix-neuvième siècle triomphant a pu éprouver la confiance absolue dans l'or bien frappé et sûr de la monnaie linguistique.

Les deux Gide

La rupture se manifeste notamment avec Mallarmé. S'il parle de « la mort de Victor Hugo », c'est qu'il a compris que l'avenir est aux monnaies flottantes et à la dérive des algues.

Le romancier qui sera le plus sensible à cette rupture, c'est André Gide. Jean-Joseph Goux, non sans raison, le rapproche de son oncle, le célèbre économiste Charles Gide (1847-1932), qui fut professeur au Collège de France. « Est-ce un hasard, se demande Goux, si les deux Gide l'ont vu, le neuve, l'un dans le langage théorique de l'économie politique et l'autre dans celui de la fiction, sont inquiétés par le même objet monétaire ? » Evidemment non, comme le prouve une subtilité et décisive analyse des *Faux-monnayeurs*. Ce dont Gide prend acte dans ce roman, c'est que le langage littéraire, à l'instar de la monnaie, s'est dégradé jusqu'au jeton sans couverture. « Et toute conception du roman ou de la poésie, ajoute Goux, qui prétendrait encore reposer sur le langage-or, ou sur le langage-représentatif, serait nécessairement une littérature mensongère ».

Nous tromperions le lecteur en lui laissant croire que les *Monnayeurs* du langage ne nécessitent pas de sa part, outre un certain effort, une grande curiosité à la fois pour la littérature et l'économie politique. Mais ce serait une injustice que de passer sous silence un livre dont l'originalité éclate à chaque page. Ezra Pound disait qu'on ne peut pas être poète sans connaître l'économie politique. Jean-Joseph Goux le prouve.

ROLAND JACCARD.

★ LES MONNAYEURS DU LANGAGE, de Jean-Joseph Goux. Ed. Grasset. 230 pages. 85 F.

Une rencontre avec Jean Gaulmier

L'amour de la terre

Josyane Savigneau a rencontré Jean Gaulmier. Ce n'est pas seulement le spécialiste de Gobineau, c'est aussi un romancier amoureux de sa terre, autant que de notre langue, comme en témoigne la réédition de *Terror*, son premier livre. Louis Nucera lui a demandé une préface que nous publions dans cette page.

JEAN GAULMIER est un grand beau vieil homme, élégant, d'une absolue courtoisie. Elle seule, probablement, l'empêche de refuser de se raconter. Il le fait dans une langue magnifique, qui, à ce compagnon de Khâgne de Sartre, de Nizan et d'Aron, semble tout à fait naturelle, quotidienne.

Sa retenue, sa modestie, et, pour tout dire, sa timidité, répugnent aux confidences. En outre, Jean Gaulmier n'aime guère prendre la mesure du temps en remuant le passé, il affirme avoir renoncé à écrire ses *Mémoires* : « C'est très à la mode, je le sais. Je me disais que je le ferais une fois à la retraite. J'y suis, mais je ne peux pas. Cela me plonge dans un cafarand noir. Les souvenirs, c'est l'évocation des gens qu'on a connus et qui ont disparu : Massignon, Guichemo, Joubandau, Sartre, Nizan... Comment ne pas éprouver une profonde mélancolie lorsqu'on se lance dans une telle entreprise ».

Pourtant Jean Gaulmier n'était déjà tourné vers son passé, en 1928, à l'âge de vingt-trois ans, avec *Terror*, son premier livre, publié en 1931, que les éditions Latitudes rééditent aujourd'hui. Il vivait alors en Syrie, où il demeura jusqu'en 1931. « L'exil développe la cité nostalgique », dit-il. Dans ces six textes, sortes de nouvelles, il voulait recréer l'atmosphère de son pays, revenir à son enfance, retrouver la rudesse et la force de la terre sur laquelle il garde sa maison familiale, entre Berry et Bourbonnais. Ces récits simples, de bruits, d'odeurs et de couleurs de campagne, hommages à des gens modestes, nés et morts dans le silence et l'oubli, furent bien accueillis par le milieu littéraire, notamment par Romain Rolland, Louis Guillois et Henri Pourrat, qui encourageaient le jeune écrivain.

Celui-ci n'en décida pas pour autant d'entamer une carrière à Paris. Il continua d'enseigner sa langue au lycée d'Hama, ville syrienne de cinquante mille habitants (elle a été totalement détruite voilà deux ans) où il était le seul Français. Il entreprit alors une thèse sur la sédentarisation des nomades dans le désert syrien, dont le sujet lui avait été donné par Louis Massignon, auquel il vouait estime et respect.

En 1932 fut publié son second livre, *Matricule 8*. « Après, je n'ai pas cessé d'écrire mais ce n'était pas bon. J'ai retrouvé trois romans de cette époque. Le dernier, je le ai

brûlé. Il faut choisir. Je l'ai toujours dit à mes étudiants. On ne peut être à la fois enseignant et créateur. Le contact avec les chefs-d'œuvre à quelque chose d'acceptant. Quand on démonte leur mécanisme, ce que doit faire un bon universitaire, cela coupe bras et jambes. C'est un suicide. A force d'incarner Chateaubriand, Claudel ou d'autres, devant les étudiants, on se transforme en vieux cabot. Il est impossible de conserver son propre mode d'expression ».

« J'ai toujours eu l'impression d'être en attente »

Jean Gaulmier a choisi l'Université et ne regrette rien. Spécialiste du XIX^e siècle, il a beaucoup travaillé sur Volney, auquel il a finalement consacré sa thèse de doctorat, et sur Gobineau, dont il établit l'édition dans « la Pléiade ». Il se plaît à dire que sa biographie tient en trois lignes : vingt-cinq ans de Syrie, quarante ans d'enseignement à l'université de Strasbourg et une fin de carrière à la Sorbonne (jusqu'en 1975) « pour former le cercle, devenir comme professeur là où l'on avait été étudiant ».

Gaulmier n'est pas de ces universitaires amers, qui se plaignent d'une absence de reconnaissance sociale : « Au contraire, j'aime l'obscurité. Et puis le travail ingrat

est compensé par la joie de la découverte, et par le contact avec les étudiants. C'est grâce à eux qu'on reste actif. J'ai de mon métier des souvenirs délicieux ».

Sans doute serait-il resté ainsi, entre la satisfaction d'une carrière sans surprises et Gobineau, habitant Terror et ses velléités littéraires, si un jour André Delaval, libraire à Paris, rue d'Assolvi, n'avait fait lire à Louis Nucera cet ouvrage introuvable. « Cet excellent Nucera m'a écrit immédiatement, raconte en souriant Jean Gaulmier. J'ai accepté qu'on réédite Terror parce que l'étrange destin de ce livre m'a amusé, mais je craignais de paraître ridicule. Imaginez un ouvrage écrit sous Charles X qui trouverait des lecteurs sous Jules Grévy. C'est exactement cela... C'est totalement démodé... D'ailleurs, à coup sûr, mais délicat et modeste comme son auteur, témoignait d'un goût de la terre et de la langue qui émeut, en ces temps de nostalgies ».

Jean Gaulmier, lui, regarde ce livre comme il regarde son âge, avec une distance poète, et avec incrédule. « Dans la vie, j'ai toujours eu l'impression d'être en attente. Il m'arrive encore de me dire : quand je serai à la retraite... Elle est là depuis bientôt dix ans... Je reste fidèle à cette phrase de Claudel, que je lisais à Hama : « Épargnez-moi, oh qu'on soit, l'illusion de croire qu'on est arrivé ».

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ TERROR, de Jean Gaulmier, éditions J.-C. Lattes, 178 p., 75 F.



★ Dessin de BÉRENCE CLEVER.

Une nostalgie qui aide à vivre

« J'E n'ai pas votre nostalgie, mais je la comprends... Et votre livre est rudement bien. Depuis que j'ai ouvert, ma chambre est pleine de l'odeur du Terror. Un peu la mienne ! Nous sommes voisins ».

C'est ce qu'écrivait Romain Rolland, en l'automne 1931, à Jean Gaulmier. La lettre venait de Suisse. Elle était spontanée. Jean Gaulmier avait vingt-trois ans. Il n'en revenait pas de l'attention que lui portait un prix Nobel de littérature alors qu'il n'avait même pas songé à lui adresser son ouvrage (...).

D'emblée, *Terror* révélait un écrivain de haute tenue, au talent fait de tact, d'ondes, et de vibrations, au chant singulier. Un an plus tard, paraissait *Matricule huit*. L'accueil fut aussi favorable.

Et puis, pendant longtemps, Jean Gaulmier cessa de publier. La recherche, l'enseignement, les missions, ce que l'on peut appeler sans ostentation le devoir, les voyages, requièrent ses jours et ses nuits d'insomnie. Sur les conseils de son maître, Louis Massignon, il avait accepté le poste de directeur des études françaises à Hama, avant d'être nommé à Damas et à Alep. Sa voie fut tracée. A part les années de guerre durant lesquelles, engagé dans les Forces françaises libres, de Gaulle l'appela à diriger le service d'information et de radiodiffusion de la France combattante au Levant, il ne quitta plus l'université. Beyrouth, Strasbourg, la Sorbonne, entre autres lieux, l'accueillirent.

Ce n'est qu'en 1945 qu'un nouveau livre de lui parut : *De Gaulle écrivain*. Six ans plus tard, sa thèse de doctorat sur l'idéologie et orientaliste Volney, si célèbre aux dix-huitième et dix-neuvième siècles, était publiée. Ensuite ? Livres de références et articles se succédèrent jusqu'aux trois volumes de « La Pléiade », consacrés à Gobineau, dont il a la responsabilité. N'est-il pas des plus grands connaisseurs de l'auteur de *l'Essai sur l'histoire des Perses* ? Un de ces connaisseurs qui faisait dire à Pierre-Henri Simon : « Le projet de Jean Gaulmier, devant un écrivain de haut rang dont il contribue à entretenir le culte, n'est pas de servir son héros par le postscriptique ». Le compliment n'est pas mince. Il nous incite, avouons-le, à freiner une énumération qui engloberait l'ampleur des travaux du professeur — de Michelet à Renan, de Breton à Joubandau, dont il fut l'ami — et les éloges que l'on décerne depuis un demi-siècle à cet homme en majesté.

Le musical silence des matins

Où, cinquante ans ont passé. Et voilà que *Terror* reparait, sans que le livre ait jamais rien perdu de son pouvoir. La mélancolie l'habite. « C'est un livre quasi familial, dit l'auteur, car il doit beaucoup à la collaboration de mon frère, qui partageait ma nostalgie ». Des éres

tirés du souvenir vivant, Jean Gaulmier existe en eux, sa voix devient la leur et, cependant, on a la sensation qu'il ne se prive jamais de leur liberté. Ils sont tels que l'écrivain nous les montre. Avec leur tristesse, leur retenue, leur patience, leur mystère. Ce sont des hommes et des femmes qui semblent ne pas s'interroger sur le sens des choses et qui, par leur seule présence, gommèrent les « à-quoi-bon » qui nous minent.

Les odeurs, les maisons, la rosée, le musical silence des matins, la peine des humbles, un regard, un moment banal et pourtant unique pour l'éternité, ce que portent en eux d'émotion les objets les plus usuels, la mélodie ou la plainte des arbres dans le vent, la couleur de temps et de la nature, les faits quotidiens que l'on ne distingue plus, tant la routine les dérobe à l'attention : voilà ce qui se dévide de l'écheveau d'un écrivain dont le rayonnement feutré nous enchante.

Jean Gaulmier est nuance, délicatesse, scrupule. Il fait son miel de ce que son enfance a retenu de l'époque où les cours de ferme n'étaient pas des garages, où le cambouis ne salissait pas les mains des paysans. Dans *Terror*, la nostalgie le blesse et l'aide à vivre. Il l'élève comme un sacrement. La terre, cette terre d'Alain-Fournier, de Charles-Louis Philippe, d'Émile Guillaumin, de Marguerite Audoux, entre Bourbonnais et Berry, « ces pays qu'on ne voit qu'en dévorant les branches », imprégnent chaque page du livre (...).

LOUIS NUCERA.

le feuilleton

« APPELÉZ-MOI MADEMOISELLE », de Félien Marceau

Entre les mailles du filet

FÉLIEU MARCEAU revient au roman. Il n'a pas chômé depuis le *Colpe de son ennemi* : rien que l'an passé, un *Mézart* pour la télévision et son *Casanova*. Mais *Appellez-moi Mademoiselle* est sa première fiction depuis neuf ans. Il manquait. Entre-temps, le roman français est devenu prétexte à débauches romanesques, à essais apocalyptiques ou à sages historiques selon marketing. Les vrais romanciers sont rares, ceux qui ont de l'imagination à revendre, du jeu à offrir et non du je. En voici un, que le théâtre a formé à suivre son plaisir, à soigner le nôtre, à fuir tunnels, temps morts et ennui. *Appellez-moi Mademoiselle* trappe par la profusion de ses trouvailles, son rythme de cavalcade. C'est la comédie d'art appliquée au roman !

La scène se passe d'ailleurs dans le pays d'Arléquin. On pense à une Naples miniaturisée, à quelque station de l'Adriatique, mais aussi bien à un port de Provence ou d'Espagne. Marceau a su raison de rester dans un flou propice au rêve. Ce qui compte, c'est de retrouver le mélange particulier de nature et de culture, de mer et de monuments, de soleil et d'institutions, de corps nus et de corps constitués, d'ordre et de désordre, qui fait des villes riveraines de la Méditerranée occidentale les seuls endroits, les derniers peut-être, où les hommes puissent vivre à la fois libres et ensemble.

D'ONC, une cité bien latine, avec sa vue sur la mer, ses églises, ses bars, ses notables, ses truands, son éloquence, ses raccourcis, ses règlements et ses règlements de compte. La narratrice règne sur la contrebande locale de cigarettes, grâce à un réseau solide comme une bande de collégiens, à la complicité des douaniers, de la mairie, et des femmes, qu'elle aime d'amour. Face à elle : un certain « professeur » qui, avec le soutien d'un des pères du gouvernement, règne par le chantage, le racket, le crime.

La narratrice retrouve-t-elle vivante la diaphane comtesse de son cœur, que le professeur a fait enlever et séquestrer ? Tel est l'enjeu apparent d'*Appellez-moi Mademoiselle*, digne d'une bande dessinée, et qui se suffit à lui-même. Mais ce n'est pas trahir l'intention de l'auteur, qui est d'abord de divertir, que de repérer,

par Bertrand Poirot-Delpech

sous l'action en folie, une allégorie qui court tout au long de l'œuvre de Marceau, depuis *l'Œil*, *Capri petite île*, et *le Corps de mon ennemi* : comment concilier l'instinct libertaire avec la vie en société, qui produit inévitablement l'esprit de pouvoir et de système, l'intolérance, la répression ?

Au commencement, il y a le plaisir, que figure la Méditerranée, « fraîche et transparente comme le bonheur ». Notre « mère », dit Félien Marceau, « et dont il est juste, ajoute Marceau, qu'elle soit un jour notre tombe ». S'y baigner, c'est comme de commettre un péché, on a « l'impression d'outrager quelque chose ». Le plaisir, c'est aussi la volupté sexuelle, ce qui fait orier à un personnage, la nitée de l'évêque si l'on aime mémoire : « Ça s'écrit / ça s'écrit / », comme si, dans notre vallée de l'armes, cette exception fût éternelle, détonnant, indéfiniment. Ce sont toutes les petites belles que la narratrice lesbienne se souvient avec délectation — comme on la comprend ! — d'avoir contemplées et aimées, depuis sa jeunesse, un peu partout dans les pénombres de la ville, sous les citronniers.

Cet appel du bonheur, le « professeur » le ressent comme un affront. Il s'y oppose avec un acharnement immonde et imbécile. Pour la narratrice, ces deux mots sont synonymes. Les gens de pouvoir lui inspirent une haine furieuse que l'auteur semble partager et dont il tire sa raison majeure d'écrire le livre. Elle et lui détestent les politiciens, au point de les repérer à leurs yeux rapetissés par la malice, à leur peau sèche, à leur after-shave, à leur façon d'articuler les mots, comme si, dits par eux, précédés de silences doctoraux, ces mots prenaient plus d'importance que prononcés par vous et moi.

Pour faire place à cette race repoussante, il n'y a que l'illégalité telle qu'elle prolifère sur notre cher pourtour méditerranéen. La narratrice et ses contrebandiers mènent un espace de liberté qui n'existerait pas sans eux, en jouant de passe-droits qui sont les garants du droit. Les complications qu'ils s'assurent sont moins boueuses que chateaubien. Leurs surnoms témoignent de passés vénérables, de natures plus gouailleuses que malfaisantes. Et quel ? En rentrant en fraude de la cigarette venue de Tanger, ils ne portant guère atteinte qu'au monopole des tabacs !

Dans le réel, les matras auxquelles ils font songer se montrent plus nocives, souvent criminelles. Mais nous sommes ici dans la comédie et la fantasia. Marceau confère à ses personnages le charme arabe, et l'indifférence sociale, qu'il trouve chez les marginaux de Balzac, les Vaurins, les du Tillet. Ses hors-légis lui agissent avec la bonne humeur innocente des *Copains* de Jules Romains, des voyous lunaires de Marcel Aymé, de Queneau.

(Lire la suite page 16.)

Michel TOURNIER
Jean-Max TOUBEAU
Le vagabond immobile
GALLIMARD

réclits

Michaux, Bettencourt et «l'Ire des vents»

Les passions d'un directeur de revue

SIMA, Bram Van Velde, Michaux. Cette constellation lumineuse, sur les murs de l'appartement d'Yves Peyré, annonce qu'il est, comme ces peintres, un solitaire. L'Ire des vents, la revue qu'il anime depuis 1978, est un lieu sacré où les voix d'écrivains, morts, célèbres ou débutants, mêlent leurs échos. Avec un numéro double (9-10), voué surtout à Michaux et à Bettencourt, l'Ire des vents s'affirme : c'est désormais une « grande » revue.

« A seize ans, raconte Peyré, je suis venu quatre jours à Paris, pour voir des librairies. J'ai vécu à Châteauroux, puis à Limoges. Très

jeune, j'étais fasciné par les revues : Documents, Mesures, le Grand Jeu. Et mes goûts étaient fixés, presque tous. Reverdy, Michaux, Leiris, Bataille, puis du Bouchet et des Forêts m'apparaissent comme des gens extraordinaires. J'avais du mal à imaginer qu'un jour je deviendrais l'ami de certains d'entre eux.

Après une licence et une maîtrise de philosophie, à Clermont-Ferrand, j'ai choisi de passer le concours des conservateurs de bibliothèques. On m'a nommé à Lyon, où je suis resté jusqu'en 1980. A présent, je m'occupe de la revue de la Bibliothèque nationale. Dès le lycée, comme on découvre une vocation, j'ai eu envie de faire « ma » revue. Plus tard, j'ai écrit du Bouchet, parce que j'établissais la

bibliographie de son œuvre. Il m'a répondu par retour du courrier. Sa lettre, si amicale, a tout déclenché.

Le nom de la revue, une belle métaphore, Peyré l'a trouvé dans un poème de Maurice Scève. L'Ire, c'est à la fois la colère, ou la fureur, la lyre des poètes et le verbe lire, un mot qui s'ouvre dans toutes les directions. Au sommaire de l'Ire des vents — qui a consacré deux numéros à Leiris et à du Bouchet — on trouve des curiosités littéraires, Adrian de Montluc, le seul texte écrit par Francis Bacon, des traductions de Paul Celan, Erich Arendt ou Vladimir Holan. Toujours la même exigence, une rigueur inflexible dans les choix.

Je cherche, pour chaque numéro, à créer des correspondances musicales. Je compose les

sonnailles selon la force et le rythme des textes. Je crée aussi des effets de surprise. Une revue, selon moi, ne peut pas se diriger à plusieurs mains. Un autre serait une revue littéraire et me sens proche, par exemple, de ceux qui ne peuvent jamais s'indigner ou s'indigner. Artaud, Fonge, Bataille. Les démarches singulières, comme celle de Bettencourt, m'impressionnent beaucoup.

Ces métamorphoses douloureuses

« Au fil du temps, une génération nouvelle se rapproche de l'Ire des vents : Gérard Macé, Bernard Collin, Charles Juliet, Sylvia Baron-Supervielle, Jean-Michel Reynard, Frédéric Paul, dont j'ai publié le premier texte. Ils ont les coteries. Je suis surpris par la qualité de ce que m'envoient des inconnus. Il y a, en France, un mouvement souterrain qui dégage aux éditrices. Dès le premier numéro, j'ai tenu à publier mes propres textes, en m'interdisant de collaborer ailleurs. Cela fait partie de mon engagement de directeur... »

Ses options, Peyré, les a développées en préface des poèmes de Sylvia Baron-Supervielle, la Distance du sable. Chaque moment est une énigme, comme un élan d'épiphanie traversant tout monde qui moi, fote et détresse d'une trop fugitive éclipse : le peu de poème. Peyré affirme encore ses choix, cédant à la « fascination d'une étrange violence », avec En appel de voyages, ce livre, admirablement imprimé, donne à voir, comme jamais sans doute, ce qui « tremble » depuis toujours, et se multiplie infiniment, chez l'auteur de tant d'exorcismes.

« Homme couché qui s'est amparé sans préméditation de feuilles et de crayons qui n'avaient pour eux que de se tenir à juste portée de main. » Peyré signale d'emblée le lien entre un état (la

maladie) et une technique d'improvisation (le crayon), en montrant qu'ils produisent ce qu'autrement l'on n'aurait jamais connu ni même entrevu. Michaux engendre tout à tour l'« homme-méchant », des « voyages-pays », des « démons à l'allure paisible », un « visage-métamorphe », l'« homme de neige », etc. Peyré, voyant et voyant, sous l'envol des taches, griffonnages et coups de mine écorcée, désigne une seule hantise à plusieurs vertiges.

L'Ire ne trouble pas le silence qui entoure ces métamorphoses douloureuses. Peyré ne tombe jamais dans le travers du commentaire : se mettre à la place de « Homme qui, dans un élan suicidaire, s'est tiré une balle en pleine tête, balle dont la course traversière lui a presque arraché le bas du visage. » Après le vacarme, dont il ne reste que des traces sur ces visages tordus, la prose de Peyré souligne le trajet de l'être. Elle accompagne, c'est le mot, celui que ce parcours éparille et, ainsi, elle aide à le retrouver.

Un incomparable magicien

Ecrivain et peintre, un moment proche de Michaux et rapproché encore de lui dans le dernier numéro de l'Ire des vents, Pierre Bettencourt est moins méconnu (ou mal connu) depuis la réédition de l'Inoubliable (1) et du Bal des Ardents (2). Deux brefs inédits, où il s'élève de la logique la plus commune pour en définir une autre, la sienne, incommensurable, viennent tirer par la manche. Il s'agit de se réveiller d'un engourdissement, proche de la mort, même si, comme celui qui se retourne dans son lit, nous tenons à nos aises, oubliant ce qui est ardent et vil.

Dans les Normes grises, Bettencourt décrit les motifs troublants de la communauté des femmes-chasseuses qui vivent sur la « planète inconnue ». Ces normes paissent l'éther, « entre le sommeil et la volupté », au fond de couvents souterrains. On les croise parfois, « serrant frileusement contre elles

leurs ailes repliées comme des parapluies ». Elles ont de « délicieux petits démons roses » et emportent sur leur dos ceux qu'elles séduisent. Ce récit, où volent des femmes-papillons, a le charme subversif des contes du dix-huitième siècle. Le style en est aussi parfait que l'immortalité : on y baigne dans l'intelligence pure.

Avec Séjour chez les Cortinaires, suivi de Un été chez les Spongieuses, Bettencourt tourne autour de deux axes évidents. La planète inconnue abrite — après ces normes grises — l'étrange peuple des Cortinaires qui vit à l'ombre des grands arbres ou dans des clairières, protégée par des marabouts, l'humidité, la chaleur et les moustiques. Les relations entre les sexes, chez les phalloïdes, ont la beauté de rites presque humains, le mystère de nos propres enlacements. A partir des champignons et des sponges, les Spongieuses dont il partage la vie, comme Robinson dans son île, Bettencourt a écrit, en l'honneur de deux, deux fables également sévères. C'est un incomparable magicien.

RAPHAËL SORIN.

* L'IRE DES VENTS, n° 9-10, 16, rue Chateaubriand 36000 Châteauroux.

Distribution Distrieux, 9, rue Edmond-Jaques 75014 Paris 130 F. * LA DISTANCE DU SABLE, de Sylvia Baron-Supervielle, Grasset, 146 pages, 68 F.

* EN APPEL DE VOYAGES, de Yves Peyré et Henri Michaux, Verdier, 128 pages, 180 F.

* LES NORMES GRISSES, de Pierre Bettencourt, Editions Belfrage, 371, rue de Ménilmontant, 62408 Béthune, 26 pages, 60 F.

* SEJOUR CHEZ LES CORTINAIRES suivi de UN ÉTÉ CHEZ LES SPONGIEUSES, Editions Lettres vivantes, 68 pages, 55 F. Distribution Distrieux.

* LE NOU (Brière) a publié un livret de Michaux, UNE FOIS DISSUË LE CONVUL.

(1) Editions Lettres vivantes. (2) Id.

Une expérience vertigineuse

Henri Michaux dans son jardin...

VODK sans pareille : Henri Michaux parle de lieux et de moments que l'on ne saurait situer, sinon dans la gorge, le regard, la cervelle qui sont les siens, les autres. Cela surgit d'entre les pages sans qu'il faille mettre un nom au frontispice du volume : voix aussitôt reconnue. L'aventure d'aujourd'hui concerne un coin de réel qui oscille entre le vu et l'inventé : tel est le Jardin exalté.

Les opérations de cette prose ne sont réductibles à aucun art poétique qui serait le partage du siècle. Elles se produisent sur un fond anonyme de silence et d'ensorcellement. Un départ abrupt et anodin : « Il restait un peu du produit préparé, lorsque quelques jours plus tard on me proposa un jardin à la campagne. Quelqu'un voulait faire un essai. » C'est le commencement d'une périlleuse expérience hors des limites de soi, maladroite fois tentée,

encore une fois réitérée. Vie et livre hors des normes et des bornes. Le texte est fait d'une suite de paragraphes qui séparent les ellipses des sensations et des pensées communes. Le reste du monde est abîmé dans ces tranches blanches de la typographie. Une attention sèche, anxieuse et comme mêlée à l'état second du drogué est accordée à quelques moments carnés de méditation.

Le narrateur et sa compagne ont bu. Quels en sont les effets ? La métamorphose est permanente. L'organisme et l'univers deviennent des vases communicants. Le passage du produit dans le corps entraîne un monde autre. En gros plan, les impressions se défilent sur la face de la personne, qui révèle à son corps défendant de multiples identités. Et soi-même (le narrateur, le lecteur), on se laisse assiéger par les mutations aiguës qui affectent les sens et les alentours : « Comme l'eau avance dans le lit d'un fleuve, pareillement la musique avançait dans le lit de mon être, entretenant,

opérations amplies, et aspiration à l'ampleur. » Malaise, vertige, euphorie.

Porté par cette prose, voilà qu'on sort de soi, rendu à la présence bruyante du jardin, « l'inspéré paradis » sans oripeau religieux ni symbole métaphysique. On déborde maintenant d'une félicité universelle qui n'est peut-être que l'intime conviction du sentiment d'exister en paroi tous. La matière a une âme, l'homme s'immerge dans cette âme matérielle qui lui offre enfin « le supplément attendu depuis longtemps ».

On demeure confondu, au sein du domaine, sous l'artère de la connaissance, « là où l'indiscrète reste sacrée, sacré ». Là où la personne rejoint l'univers. Mutuelle étreinte, réciproque paraphrase.

SERGE KOSTER.

* LE JARDIN EXALTÉ, de Henri Michaux, Editions Fata Morgana, 32 p., 35 F.

* LES COMMENCEMENTS, de Henri Michaux, 56 p., 39 F.

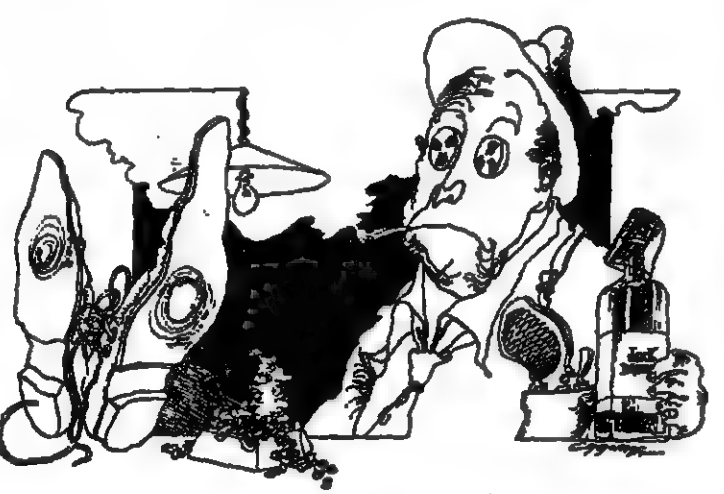
fiction

Quand l'ordinateur devient le héros d'un roman

Leibniz joue le rôle du détective, et Aristote celui du suspect numéro un

NON, Harry Leibniz n'est pas l'arrière-petit-neveu du philosophe que vous connaissez. Il est plus issu d'une série télévisée américaine que de l'histoire de la philosophie, sorte d'inspecteur Colombo, détective à l'imperméable éternellement défranchi et maculé d'un noir saleté, roulant dans une guimbarde, posant des questions hors de propos, stéréotype apparent du « perdant » qui, en fait, n'est toujours et découvre le pot aux roses.

Dans le Système Aristote, Leibniz a fort à faire, aux prises avec des personnages qui, en dépit de leurs noms, ne sont pas, eux non plus, phi-



* Dessin de CAGNAT.

losophes : David Hume, directeur de la CIA, Schopenhauer, général de l'armée américaine, Maple, président des Etats-Unis, et quelques autres, de Bakounine à Berdiaev, sans oublier le redoutable Mark Spenser.

Qui est devenu fou ? L'ordinateur ou son concepteur ? Qui veut prendre le pouvoir ? L'intelligence artificielle qui détruit les hommes, n'a pas prévu qu'un échantillon pour appliquer l'opération Genesis, une reproduction programmée ? Ou bien un savant mégalomane ? Ce serait une bien mauvaise action de le dire ici. Il vaut mieux suivre Harry Leibniz, enquêteur de la CIA, se tromper avec lui, avoir peur et découvrir les héros informatiques de ce livre, les systèmes Euclide, Socrate, Platon et le fameux Aristote, suspect numéro un d'une affaire qui met en danger la paix du monde : la pénétration en mer Balti-

que, au mois de novembre 1999, d'un sous-marin américain, le Trident, qui pulvérisa un navire-école soviétique.

La revanche d'un petit Arménien

Pour son premier roman, René Dragoyan s'est bien amusé. Il a mis sa rigueur intellectuelle, héritée de sa formation philosophique et scientifique, au service de son humour et de son goût du roman policier. « Une pincée de Himes par-ci, un peu de Hadley Chase par-là, et quelques autres ingrédients, dit-il, tout ce qui fait que cela ne pourrait pas se passer en France, s'écrit à la française ».

Qu'on soit ou non fasciné par les ordinateurs, leur surpuissance, les menaces de « dérapage », on a envie de se prendre au jeu de ce roman

policier informatique où le suspense se double d'un malaise, d'une angosse devant l'univers des machines.

Avec ce livre, René Dragoyan prend définitivement sa revanche sur son enfance de petit Arménien dans une cité de Marseille où son père était ouvrier et sa mère retoucheuse. « Après des études de philosophie, plusieurs années passées aux Etats-Unis, dit-il, j'ai décidé d'écrire un livre pour me divertir et prolonger mon activité intellectuelle d'écrivain dans un magazine arménien. » René Dragoyan s'attendait à peine à être lu, et ne prévoyait surtout pas l'intérêt soudain qu'allait susciter « Aristote », le premier ordinateur héros de roman.

JO. S.

* LE SYSTÈME ARISTOTE, de René Dragoyan, Flammarion, 297 p., 70 F.

LE LIVRE DES LIVRES

Le Dictionnaire des littératures de langue française rassemble tous ceux qui, quelle que soit leur nationalité, témoignent par leurs écrits du génie de la langue française.

Dictionnaire des auteurs et des œuvres, guide des études littéraires, ce « livre des livres » est aussi un panorama complet de la littérature, des origines de celle-ci à ces toutes dernières années.

Cet ouvrage élaboré sous la direction de Jean-Pierre de Beaumarchais, Daniel Couty et Alain Rey, s'impose comme instrument de travail, ouvrage de référence et invitation à la lecture pour tous.

En souscription chez votre librairie jusqu'à parution du tome I • 3 volumes • 2 896 pages • 192 pages d'illustrations • Index de 17 000 auteurs • Parution : 1984, Tome I (A-F) : mai - Tome II (G-O) : octobre - Tome III (P-Z) : décembre.

Dictionnaire des littératures de langue française



Bordas

le feuilleton

Entre les mailles du filet

(Suite de la page 12.)

Le fait que leur chef ait choisi d'aimer hors des normes ajoute à son rayonnement. Elle est l'irréductible, ce titre de gloire, triomphant, provisoirement, de l'indigne, est important. Elle est celle qui passe à travers les mailles du filet. Elle est l'espérance.

Le dernier espoir ? C'est à craindre. La liberté qu'elle incarne n'est possible que dans les sociétés qui se défont, et vont à leur perte. Elle le dit magnifiquement, page 113. La ville d'Appellez-moi Mademoiselle ne reste vivable, humaine, le bon plaisir n'y est toléré, que parce que les lois du pouvoir central y arrivent épuisées, exténuées par le parcours, et que la cité s'enfonce, comme Venise, dans le néant. Seule la bonne humeur empêche les habitants de voir que la situation est désespérée. « On se marie parce qu'on ne peut pas, conclut la contrebandière ; parce que, devant ce monde qui marche à l'envers, devant cet avenir sans avenir, il n'y a rien d'autre à faire. » La liberté goguenarde des troudes serait-elle la seule ultime des sociétés en décomposition ? Et après ? Après la page 4, quoi ?

Le livre ne pose des questions que si on le veut bien. Le romancier et son héros ne respectent pas notre liberté pour nous faire le récit. La seule qu'il s'autorise à suspecter les idées reçues dont se nourrit tout système. On croit retrouver le jeune homme de l'Éclair dans certains étonnements de bon sens, d'ingénuité active. Il est bien vrai, par exemple, que nous rapprochons couramment au scotch son goût de « punaise écorchée » sans avoir jamais mangé de cet insecte, moins encore en purée. Vrai aussi qu'un homme qui parle de ses enfants est généralement sur le point de commettre la grande lâcheté de sa vie, ou qu'une apparence de défiance, c'est déjà une défiance.

Appellez-moi Mademoiselle vaut par ces notations de moraliste, par le fureur sacrée de l'héroïne contre tout pouvoir, par sa défense rageuse de la passion qui embellit face au calcul qui rend laid, mais surtout par la prodigieuse caracole des inventions. En cent soixante-douze pages, on est rassasié pour longtemps d'aventures, de sourires, et de vraie tendresse, celle qui n'attend aucun dénouement politique, moral ou esthétique.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

* APPELEZ-MOI MADEMOISELLE, de Michèle Maramba, Gallimard, 174 p., 62 F.

Cassirer et la

« Cassirer et la... »

« Cassirer et la... »

« Cassirer et la... »

« Cassirer et la... »

« Cassirer et la... »

« Cassirer et la... »

« Cassirer et la... »

« Cassirer et la... »

essais

Ernst Cassirer et la philosophie de la Renaissance

L'extraordinaire aventure de Nicolas de Cues, qui est son « illumination » en revenant de Grèce sur un navire, transforme l'idée qu'on se faisait de l'univers. Le philosophe allemand Ernst Cassirer a débarrassé dans la profondeur des siècles le visage de ce précurseur.

LA Renaissance est une nouvelle vie. Elle fait la fête et la guerre. Elle dessine. Elle explore la Terre, les corps, la matière. Des images inconnues s'illuminent. On fréquente des royaumes interdits. On se penche sur des abîmes. On ajoute la contemplation des choses profanes à celle des vérités divines. La Terre devient grimoire à déchiffrer. Mais, de cette navigation fascinée, nous cherchons en vain le pilote, ou du moins ceux qui calculent les capes et les cerces, ceux qui pensent la pensée de ce temps. Certes, les ouvriers grouillent sur le chantier : peintres et poètes, rétro et humanistes, papas et banquiers, calculateurs, mécaniciens, courtisanes et aventuriers, tous les corps de métier sont à la peine ou à la joie, tous sauf un, celui des philosophes, ce qui pose une énigme : par quel prodige la Renaissance, au moment où elle invente une nouvelle Europe, n'importe-t-elle dans ses cales que le vieil arsenal de la scolastique médiévale, même redorée des grâces du néoplatonisme ?

C'est peut-être cette énigme qui a lancé Cassirer dans les périples du Quattrocento. Son périple est subtil, car les sentiers de ce jardin bifurquant beaucoup. Mais Cassirer a l'œil rapide, et il a su débrouiller quelques-uns de ses congénères, des philosophes, tapis dans les caves et les greniers des siècles renaissants. Ainsi nous dit-il que l'incroyable dérive n'obéissait pas seulement à une énergie aveugle, mais qu'elle était accompagnée en secret par les philosophes : Nicolas de Cues (1401-1464), surtout, dont le travail trouve écho, un siècle et demi plus tard, chez Giordano Bruno. Sans doute connaissons-nous déjà le Cusain, grâce aux belles études de Gandillac, de Koyré ou de Tugend, mais le livre de Cassirer a été écrit en 1927, et la France a dû attendre plus d'un demi-siècle pour en posséder la traduction.

La grande fête de la vie

Une illumination lance le Cusain sur les nouveaux chemins de la connaissance. « En mer, revenant de Grèce (par un don d'en haut du Père des Lumières, je le crois, d'où provient tout don excellent), j'ai été conduit à comprendre incompréhensiblement des choses incompréhensibles, dans la docte ignorance, par un dépassement des vérités incorruptibles humanement connaissables. » Diable ! Voilà qui n'est pas très encourageant.

La navigation sera tumultueuse, car, enfin, « comprendre incompréhensiblement des choses incompréhensibles » froisse un peu le bon sens. Or c'est de là, précisément, dans la contradiction radicale, que partent les furies du Cusain. C'est là qu'éclate la foudre qui va ébranler tout l'édifice de la tradition.

Tradition dont le Cusain s'est nourri au début. Sa vie annonce les trois strates de sa pensée : né entre Trèves et Cologne, il est imprégné de mystique allemande (Maître Eckhart). Plus tard, à Heidelberg, il étudie la scolastique. Enfin, très jeune, il débarque en Italie où la grande fête de la vie a commencé. A Padoue, il apprend le grec, il débarrasse de leurs embaumements scolastiques Aristote et Platon.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphonez d'abord ou venez à la LIBRAIRIE
LE TOUR DU MONDE
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
Tél : 288-38-06

- 100 000 livres en stock dans tous les domaines.
- Service de recherches gratuits.
- 6 catalogues par an.
- Achat au comptant.

Ces trois moments, nous les repérons dans la pensée du Cusain. La mystique est au départ. Nicolas entend que Dieu, l'Être, réside au-delà de toute possibilité de détermination positive. Dieu ne peut être désigné que par négations, il déçoit toute mesure. Aucun passage de l'inférieur au supérieur, du sensible à l'intelligible. Le Cusain reprend cette idée : entre l'Être de l'absolu et l'Être des choses, les passerelles sont levées à jamais. Cependant, notre penseur romain légèrément le discours mystique. En effet, une fois confirmée l'opposition du fini et de l'infini, Nicolas questionne cette opposition, mais à partir de la connaissance humaine. Il s'interroge moins sur Dieu que sur les possibilités de connaître Dieu, comme on dirait aujourd'hui. Et ces possibilités sont nulles. Le savoir est une mesure. On ne peut connaître que si l'on dispose d'une unité commune à deux objets. Or, « du fini à l'infini, il n'y a nulle proportion ». On ne mesure pas l'incommensurable.

Un tremblement de ciel

Jusqu'ici, le voyage est ordinaire. Les mystiques nous avaient dit tout ça, mais les choses vont se gâter. C'est à ce moment-là, en effet, qu'éclate un tremblement de ciel, si l'on peut dire : dans le temps même où Nicolas avance que l'Être ne peut pas être connu, il ajoute que nul ne peut simer s'il ne connaît pas. Voilà un inconvenient ! Comment aimer Dieu si Dieu est inconnaisable ? Eh bien, en connaissant l'inconnaisable. Nous voici emportés bien loin de ces mystiques qui ne veulent aimer Dieu que par le sentiment et la fusion, par l'extase et les ténèbres.

La tâche du Cusain commence à peine. Il doit découvrir un autre mode de connaissance, une méthode pour « comprendre incompréhensiblement l'incompréhensible », et c'est là « docte ignorance ». L'organe qui permet de connaître l'absolu est la *visio intellectualis*, dans laquelle les oppositions de genres s'abolissent. Il s'agit de se transporter, jusqu'à l'origine, jusqu'au point qui se situe au-delà de toute division. Et le Cusain forge un nouvel instrument de savoir : renoncement à la logique des genres, celle d'Aristote, qui ne peut s'appliquer qu'au « fini », et son remplacement par une logique mathématique qui n'exclut pas la coïncidence des opposés. Mieux : la logique nouvelle va utiliser cette coïncidence, celle du maximum absolu et du minimum absolu, pour frayer la voie de la connaissance.

Aristote se trouve congédié deux fois - d'abord parce que de Cues rétablit l'abîme entre l'Être et les êtres, ensuite parce que la logique du tiers exclu est démise au profit d'une logique des opposés. Platon, au contraire, réçu par le Cusain, devient phare en ces obscurités, à la

fois d'avoir creusé déjà le gouffre entre le sensible et l'intelligible et de fournir la notion de « participation ». Grâce à cette participation, en effet, la brièveté entre le fini et l'infini, bien loin de ruiner l'expérience, la restaure, la confirme dans ses droits. Par la participation, tout être conditionné voit l'inconditionné, même sans l'atteindre. A coup sûr, tout savoir empirique est infirme, réduit à la conjecture, mais justement, à proportion de son imperfection, il est voué à se dépasser incessamment. A ce point, le renversement du Cusain est accompli : de la théologie négative jaillit une théorie positive de l'expérience. La séparation trace la voie royale de la connaissance.

Un peu compliqué ? C'est de l'eau de roche, pourtant, si l'on songe aux liqueurs que distille Nicolas. Cette tête y allait par quatre chemins, et l'on a dû simplifier honteusement, sauter des maux et perdre des mailles. La pensée du Cusain est un tournolement, elle se renverse et rebondit, elle organise la clarté par les moyens de la nuit, et si l'on veut être un alpiniste aussi solide que Cassirer pour se promener sur ces bords du vide. Quant aux paysages que la foudre du Cusain va dévoiler, à peine en acquiesçons-nous de loin quelques-uns.

Dieu est le centre en même temps que la circonférence

En réhabilitant l'expérience, le Cusain rend le monde à l'esprit humain. Mais c'est un monde transformé, dans lequel les barrières du fini sont crevées et l'infini frissonne - l'infini, voudrait-il mieux dire. Tout être naturel est également fini et proche de son origine divine. Le haut et le bas, le plus et le moins, l'homme habite un cosmos homogène dans lequel le sublimaire et le bas ne se contraignent plus, une comme résumée qui s'oppose en revanche, en tant qu'être empirique, à l'Être absolu, tout en participant à l'absolu. « Tout est tout », disait Anaxagore.

Une cosmogonie inédite se forme. De même que le cercle parfait n'existe pas (car le cercle sensible ne peut correspondre à son concept), il ne se trouve pas de sphère parfaite dans le cosmos. La Terre n'est alors qu'un objet parmi les autres, elle n'est ni basse ni condamnée. Fin des géocentrismes. La relativité du lieu, celle du mouvement sont proclamées. Le monde, à l'infini étendu, n'a plus de centre. Le centre devient notion métaphysique : Dieu est le centre, en même temps qu'il est la circonférence. (Cassirer ne note pas, et c'est étrange, que Dieu, centre et cercle, est une notion hermétique bien plus ancienne.)

D'autres effets suivent : réhabilitation de l'individu, celui-ci n'étant plus le contraire de l'universel mais son accomplissement. L'absolu est

sol n'est concevable qu'à condition d'être déterminé dans une perspective individuelle. Le particulier ne doit plus avoir honte. La position de l'homme est renouvelée : comme le Christ est l'expression de toute l'humanité, l'homme porte en soi la totalité des choses. Il est le microcosme dans lequel s'entrevoient les fils du macrocosme. La nature aussi est exhaussée. Le monde est le symbole de Dieu. L'invisible tremble derrière le visible. La nature est le livre que Dieu a écrit, qu'il n'est plus question de s'approprier par la fusion mystique, mais qu'on déchiffre lettre à lettre : la voie de la science objective est tracée.

Le Cusain va très loin. Il oppose le livre de la nature au discours ; il suggère que la nature s'empare sur tout discours, même sacré. Un savoir profane se cherche en même temps que l'homme et la nature non seulement sont réconciliés mais découvrent leur noblesse. Les noircours du péché originel pâlissent. L'homme saisit les moyens de sa liberté : dans sa sphère, il est libre, créateur, ce qui change l'histoire de lieu et de sens. Le monde du Cusain est baigné d'optimisme. Le devoir de retraite et de mépris des choses est forcé. Le Cusain restitue à l'homme la nature, avec ses sons, ses parfums, ses couleurs, avec son insaisissable beauté.

Bien peu connus de ses contemporains, Nicolas a cependant modifié l'esprit du temps : quand Galilée proclame que le monde n'est pas une forme, mais l'universalité des lois auxquelles nul être singulier ne peut échapper, quand Léonard de Vinci avance que la nature est mathématique, le Cusain est passé par là. Weyler, Descartes suivront. Et l'étrange Giordano Bruno.

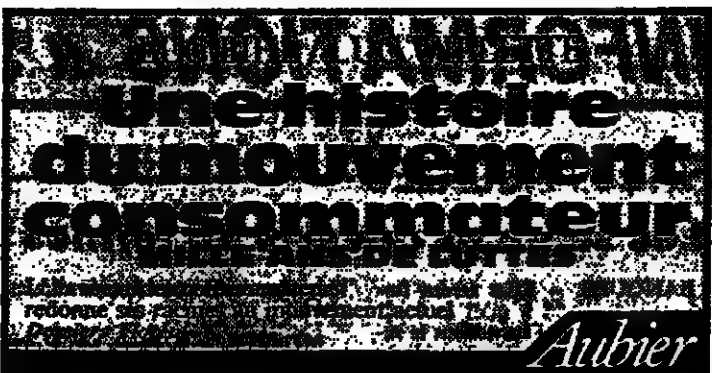
On peut parler de la Cusain, un siècle et demi après sa mort, du haut (ou du bas) du ciel où il loge alors, tend une oreille attentive vers la Terre, le jour où Giordano Bruno fait exploser les sphères du fini avec une vraie jubilation. Il est vrai que Bruno utilise d'autres outils. Moins mathématicien que poète, il décrit l'extension de l'infini comme un acte du mot, l'homme ne trouvant son moi qu'en attirant en soi l'infini de l'Être tout en élargissant son être jusqu'à l'infini.

Cette trouvaille va causer au pauvre, pathétique, Giordano Bruno quelques tribulations. Rome le brûle - et sur ce bûcher, au terme d'un destin enthousiaste, romanesque et tragique, s'achèvera ainsi l'extraordinaire périple que le Cusain avait inauguré sur un navire grec, et qui a fait surgir, du fond des gouffres, les barres sur lesquelles les sciences modernes vont monter leurs étoiles.

GILLES LAPOUGE

* INDIVIDU ET COSMOS DANS LA PHILOSOPHIE DE LA RENAISSANCE, d'Ernst Cassirer, traduit de l'allemand par Pierre Gellat. Éditions de Minuit, collection « Le sens commun », 489 p., 145 F.

* Dans la même collection ont été publiés d'autres ouvrages de Cassirer : LA PHILOSOPHIE DES FORMES SYMBOLIQUES. Trois tomes : I. Le Langage ; II. La Pensée mythologique ; III. La Phénoménologie de la connaissance. Langage et mythos. À propos des noms de Dieu. Essai sur l'homme. Substantifs et fonctions. Éléments pour une théorie du concept.



CATALOGUE
LIVRES D'OCCASION
BOUQUINERIE
MONTBARBON
1, rue R.-Andrieu
83000 Toulon

LIVRES
POLONAIS
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS 4
Tél : 328-51-09

FRANÇOISE RULLIER

la vie extraordinaire de Raphaël Ariatégui

« J'ai eu un grand plaisir... enfin quelqu'un qui a vraiment une voix, un ton. » Michel Déon de l'Académie française

« Une biographie imaginaire très boguesienne. Une réussite. » Jean-Denis Wotroum L'Express

CALMANN-LÉVY

une nouvelle revue de SCI FIC ION

au sommaire du n° 1 (janvier 84)
Approches de Ballard

au sommaire du n° 2 (juin 84)
Politique

denoel

La sexualité et les femmes de la deuxième renaissance.

Conférence

ARMANDO VERDIGLIONE

Mardi 24 Avril 1984, 20 h 30.
Hôtel Lutetia-Concorde - 47, boulevard Raspail - Paris VI

INSPIRALES

157 bd Saint-Germain - Paris VI - Tél 5441 1124

INFORMATIONS « SERVICES »

FÊTES PASCALES

Les services ouverts ou fermés

BANQUES. - Elles seront fermées vendredi 20 à midi et lundi 23 avril. Celles qui travaillent le samedi seront fermées l'après-midi du vendredi 20 et du samedi 21.

BUREAUX DE POSTE. - Fermés lundi 23.

SNCF. - Service allégé en banlieue.

RATP. - Service du dimanche sur tout le réseau.

GRANDS MAGASINS. - Fermés lundi 23.

ALLOCATIONS FAMILIALES. - Fermées à midi vendredi 20 et lundi 23.

SECURITE SOCIALE. - Fermée à 15 h 30 vendredi 20 et lundi 23.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE et ARCHIVES NATIONALES. - Salles de lecture fermées samedi 21, dimanche 22 et lundi 23; expositions et Musées de l'histoire de France fermés dimanche 22.

MUSEES. - A Paris, seront ouverts dimanche et lundi : Beaubourg, le Grand Palais, les Invalides, les musées Delacroix et Rodin.

Seront ouverts dimanche et fermés lundi : le musée Marmottan, le Musée de la marine, le Muséum d'histoire naturelle et le Palais de la découverte.

Seront fermés dimanche et lundi : le Louvre et le Jeu de Paume.

EN ILE-DE-FRANCE. - Seront ouverts dimanche et lundi : Chailly, Compiègne, Fontainebleau, la Malmaison, Rambouillet, Saint-Germain-en-Laye et Versailles.

Sera ouvert dimanche et fermé lundi : Port-Royal.

Fermé, enfin, dimanche et lundi : Versailles.

E.A.D. 84: « RALLYE ET VOUS », le samedi 5 mai

Le Club-Rallye de l'Ecole d'Administration et Direction des Affaires (E.A.D.) présente sa manifestation annuelle:

RALLYE AUTO/MOTO ET SOIRÉE

Le rallye se déroulera au Sud-Est de Paris et consistera à découvrir cette région à travers des énigmes et des jeux.

Si la vitesse n'est pas prise en compte, en revanche l'ingéniosité et la perspicacité des participants seront sollicitées durant cette journée.

Les meilleurs équipages seront récompensés lors de la soirée qui se tiendra dans les salons Hecche (9, avenue Hecche, 8°).

Pour tous renseignements, contacter le Club-Rallye E.A.D. 15, rue Soufflot, 75005 Paris - 329-97-80

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 663.12.68

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à CRÉTEIL le JEUDI 26 AVRIL 1984 à 9 h 30. EN UN LOT:

DIVERS APPTS DE 1, 2 et 3 P., cuis.

1 BUREAU, 1 CAVES et 1 W.C.

Droit à la jouissance d'un TERRAIN de 635 m² et 2 PARKINGS

17, bd de STALINGRAD, THIAIS (94)

M. à P.: 750.000 F. S'adr. M. J.-S. LORACH

avocat à Paris (8°), 2, avenue Marceau. Tél. 720-75-75. Tous avocats pr. Trib. Gde Instance de Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur lieux pour visiter.

Vente sur conversion Pal. Just. Evry (91), rue des Mazères, 24 avril, 14 h.

IMM. au VAL-ST-GERMAIN (91) - 15 à 18 ca. M. 3 p. 250 000 F.

20, RUE DE LA POTERIE. Sous-sol avec étag. Rez-de-ch.: entré, séjour, s. à manger, cuis., s. de bain, w.c., 2 chbres. Etage: mezzanine, 3 chbres, s. de bain, w.c. Sous-sol: 2 garages, buanderie, cellier, cave, local, jardin.

Cons. pr. enchérir 30 000 F

Renseign. à EVRY (91) M. DU CHALARD, avoc. T. 077-15-57

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 26 AVRIL 1984 à 14 heures - UN LOT

UN APPARTEMENT PARKING. Dép. d'un immeuble

4, RUE ROQUEPINE, PARIS (8°)

MISE A PRIX: 1.298.000 FRANCES

S'adr. pour rns: Cabinet M. D. BERNARD, avocat à PARIS (9°), 70, bd de Port-Royal. Tél.: 337-43-93. Greffe du TGI de PARIS.

Vente sur saisie immob. Pal. de Justice Paris, JEUDI 3 MAI 1984, 14 h.

LOCAL PARIS (16°), 24-26-28, av. Mozart

et SQUARE MOZART, n° 2, à usage COMMERCIAL et LOCAL

à usage de RÉSERVE-MAGASIN au sous-sol

M. à PX: 150 000 F. S'adr. M. MERMET

avocat, Paris (8°), 18, rue de Lisbonne. Tél. 387-18-90

Vente sur saisie immobilière Palais de Justice de Créteil, jeudi 26 avril, à 9 h 30

CACHAN (94)

30/50 bis, rue Camille Desmoulins

1) LOGT R.-de-ch.: 2 pcs et CAVES 2) LOGT R.-de-ch.: 1 pce et CAVES

3) CHAMBRE R.-de-ch. et CAVES 4) LOGT R.-de-ch.: 2 pcs et CAVES

M. à P.: 1) 40.000 F - 2) 70.000 F

M. à P.: 3) 20.000 F - 4) 80.000 F

S'adresser M. MAGLO, avocat, Paris (8°), 18, rue de Lisbonne. Tél.: 387-18-90

Vente Palais de Justice de Créteil, JEUDI 3 MAI 1984, 9 h 30

PAVILL. ORMESSON-S/MARNE (94)

76, chemin des HAUTES-BERGES

Sous-sol, rez-de-chaussée, porche, entrée, cuisine, w.c., dégagement, séjour, salon, terrasse, garage. 1° étage: 4 chambres, 2 salles de bain, w.c., dégagement, placards.

M. à PX: 300 000 F. S'adr. M. ABADIE

avocat Paris 23, boulevard Henri-IV. Tél. 272-07-41, avant 17 heures

Vente s/sais. immob. au Pal. de Just. de PARIS, jeudi 3 mai 1984, 14 heures

LOCAL PARIS-16°, 50, av. Foch

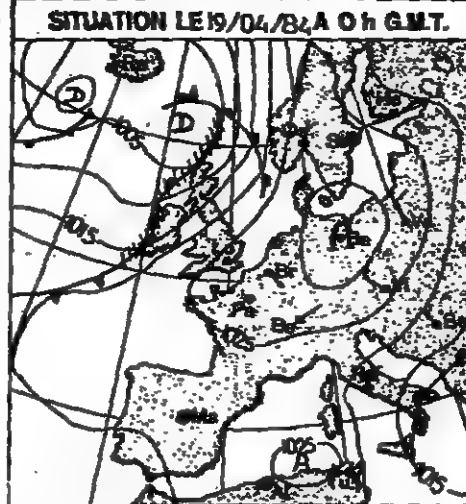
à usage commercial au rez-de-chaussée.

M. à P. 250.000 F. S'adr. M. HEBERT DESCHAMPEL

MAZIERES-HEBERT, Sis d'avocats, 7, bd Raspail, Paris-7. Tél.: 548-72-96.

A la vente près TGI PARIS, BOBIGNY, CRÉTEIL, NANTERRE.

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 19/04/84 à 0 h GMT.

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 19 avril à 6 heures et le vendredi 20 avril à 24 heures.

Les hautes pressions de l'Europe centrale se prolongeront vers la France et continueront de protéger la majeure partie du pays des perturbations qui circulent sur les îles britanniques.

Vendredi, toujours un peu de fraîcheur dans l'intérieur du pays avec de faibles gelées dans le Centre et l'Est. Peu de brouillard au lever du jour malgré la situation anticyclonique, en partie à cause de la sécheresse assez marquée des sols pour cette période de l'année.

Près des côtes, les températures minimales seront comprises entre 4 et 8 degrés.

Les températures évolueront de 18 à 19 degrés dans le Nord jusqu'à 23 à 25 degrés dans le Midi.

La pression atmosphérique restera au niveau de la mer d'atmosphère, à Paris, à 10 heures, le 19 avril, de 1 027,3 millibars, soit 770,5 millimètres de mercure.



PRÉVISIONS POUR LE 20 AVRIL à 0 HEURE (G.M.T.)



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 18 avril; le second, le minimum de la nuit du 18 au 19 avril):

Ajaccio, 16 et 5 degrés; Biarritz, 19 et 6; Bordeaux, 19 et 3; Bourges, 15 et 1; Nantes, 17 et 7; Nice-Côte d'Azur, 17 et 10; Paris-Montsouris, 17 et 7; Paris-Orly, 16 et 5; Pau, 19 et 4; Perpignan, 21 et 8; Rennes, 17 et 7; Strasbourg, 14 et 0; Toulon, 16 et 3; Toulouse, 18 et 3; Poitiers-Pizay, 30 et 22.

Températures relevées à l'étranger:

Alger, 17 et 3 degrés; Amsterdam, 19 et 4; Athènes, 16 et 10; Berlin, 12 et 2; Bonn, 14 et 0; Bruxelles, 14 et 4; Le Caire, 29 et 16; Casablanca, 22 et 17; Copenhague, 11 et 1; Dakar, 26 et 21; Djibouti, 20 et 13; Genève, 12 et 1; Jérusalem, 27 et 11; Lisbonne, 25 et 12; Londres, 16 et 8; Luxembourg, 13 et 3; Madrid, 21 et 5; Moscou, 19 et 5; New York, 14 et 7; Palma-de-Majorque, 18 et 3; Rome, 20 et 8; Stockholm, 10 et 4; Téhéran, 23 et 13; Tunis, 16 et 10.

(Document établi avec le rapport technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

SAMEDI 21 AVRIL

« Saint-Louis des Vincennes et le cimetière de Saint-Mandé », 15 heures, musée Saint-Mandé-Touraine, M. P. P.

« Le chantier du futur musée d'Orsay », 15 heures, angle de la rue du Bac et du quai Anatole-France, M. Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« Musée de la céramique à Sèvres », 14 h 30, entrée du Musée (Ancien hôtel de la Couronne).

« Hôtel Clugnot », 15 heures, 10, place de la Concorde (Approche de l'art).

« Maison de la Radio-France », 10 heures, 116, avenue du Président-Kennedy, R.-V. Caisse des visites (V. Art pour tous).

« La maison de Victor-Hugo », 14 heures, 4, place des Voages (D. Bonchard).

« La Sorbonne », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Connaissance d'élit et d'ailleurs).

« La Garde républicaine au quartier des Obélisques », 14 h 30, 12, boulevard Henri-IV (La France et son passé).

« Les 9 carrefours insolites du quartier de l'Étoile », 15 heures, 2, rue de Roussier (Paris autrefois).

« Le château de la Muette », 15 heures, 2, rue André-Pascal (Paris et son histoire).

« Le vieux village de Ménilmontant », 15 heures, métro Ménilmontant (Régénération du passé).

« La Mosquée », 14 h 45, place de Paris-de-l'Étoile (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

SAMEDI 21 AVRIL

15 heures, Sorbonne, amph. Bacha-lard, Mireille Delacroix: « Le Bât et la Vigne, le mythe du pain et du vin ».

16 heures, 20, rue Marmoulin: « Les aspects, leur rôle, leur avenir » (écologie, géologie, survie).

16 h 30, Hôtel Sully, 62, rue Saint-Antoine, M. Serres: « L'art gothique méridional » (Caisse nationale des monuments historiques).

17 heures, Centre Chaillet-Gallier, 28, avenue George-V, Joël Treiber: « Israël, kibboutz et Mochar » (présentation).

(Document établi avec le rapport technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 19 avril:

DES DÉCRETS

« Relatif aux conditions de production des vins à appellation d'origine contrôlée « Barzac » pour la récolte 1983 ».

« Portant promotions, nominations et affectations dans les cadres d'officiers généraux (actifs) ».

UNE CIRCULAIRE

« Relative aux mesures d'application immédiate de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires à la fonction publique territoriale ».

souhaitant mener au Japon et un curriculum vitae d'une page manuscrite.

* Association de Presse Franco-Japon, 14, rue Clémence, 75116 Paris. Tél.: 727-30-96.

SALON ARTISANAL

BRONZE ET PORCELAINE. - Conçu pour promouvoir, dans l'est parisien, des créations artisanales de qualité, le nouveau Salon artisanal organisé par la chambre des métiers de Meaux aura lieu jusqu'au 23 avril au théâtre de Coulommiers. Les objets des vingt-huit disciplines de cette exposition-vente sont représentatifs de l'artisanat d'art contemporain en Ile-de-France.

* Exposé libre tous les jours de 10 h 30 à 18 h 30 (sauf le 20 heures le week-end).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3693

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. On lui demande de griller on de glacer. - II. Ne rectifie jamais à faire la vaisselle. - III. Pour boucher ou pour pêcher. - IV. Nous fait changer de ton. Participe passé. - V. L'éché par surprise. Réussit à certains d'asseoir leurs opinions. - VI. Ne se fard pas de rire. Fait donc un tour de force. - VII. Atteint d'un défaut de prononciation. Fait l'appel. - VIII. De quoi nous closer le bec. - IX. Signes de richesse. Nous donnent parfois des boutons. On le rend quand on s'en va. - X. Se conduit avec mesquinisme ou avec éclat. Fait donc la bête. - XI. Comptez pour du beurre.

VERTICALEMENT

1. C'est un homme à part. - 2. Occupe donc un poste élevé. Mot d'encouragement. - 3. Cueilait ou recueillait. Epopee de filia. Corps étranger. - 4. On peut y mouiller. N'a pas de membres mais il a ses idées. - 5. S'étend sur une toile pour brûler. Sur terre comme sur mer, il veut mieux ne pas s'y exposer. - 6. On faisait appel à elle en cas de besoin. - 7. Forcée d'être. Fut obligée de se mettre au vert. Se contente d'une mort mais pas d'un tiers. - 8. Note. Mal en point. - 9. A donc été appliqué mais pas étendu. Ni plus, ni moins.

Solution de problème n° 3692

Horizontalement: I. Obélisque. - II. Bânet. Um. - III. Ur. Mazée. - IV. Se. II. - V. Treille. - VI. Fière. Epl. - VII. Ode. II. - VIII. Réussites. - IX. Cul. Egaré. - X. Artel. - XI. Enfance.

Verticalement: 1. Obus. Forçat. - 2. Barstineur. - 3. Eh. Réduite. - 4. Larmière. - 5. Italie. Sali. - 6. Zig. - 7. Quille. Tern. - 8. Une. Eplur. - 9. Eau. Imère.

GUY BROUTY.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES NUMÉROS A PAYER AUX BILLETS ENTIER

Le numéro 938184 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros approchant à la fin de la liste gagnent 125 000,00 F

Les numéros approchant aux:

Décimes de mille	Mille	Centaine	Décime	Unité	gagnent
908184	930184	938084	938184	938180	
918184	931184	938284	938114	938181	
928184	932184	938384	938124	938182	
938184	933184	938484	938134	938183	
948184	934184	938584	938144	938185	
958184	935184	938684	938154	938186	
968184	936184	938784	938164	938187	
978184	937184	938884	938174	938188	
988184	938184	938984	938184	938189	

gagnent 80 000,00 F

gagnent 4 000,00 F

gagnent 300,00 F

gagnent 100,00 F

LOTTO

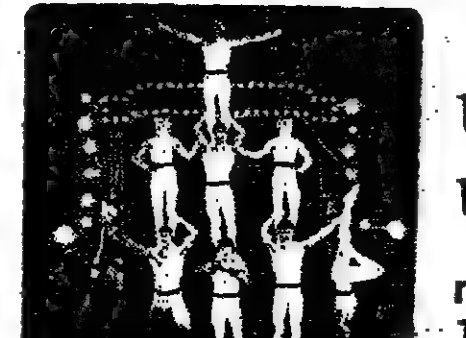
8 9 14 31 39 42

Tirage du 15 avril 1984

84 TACOTAC

TRAPPE DU 15 AVRIL 1984

27



une chance au grattage
une chance au tirage

maintenant,
1 tirage tous les 15 jours.

TACOTAC

Le Monde
WEEK-END

La vidéo infer

La vidéo infer... (Text continues with details about video production and distribution, mentioning various companies and projects.)

NOTES

Cinéma

La sélection française pour le Festival de Cannes

ALAIN CORNEAU

JACQUES DONLON

BERTRAND TAVERNIER

« Le Pirate », la Pierre et le... (Text continues with film reviews and festival news.)

« L'Écho et le Junior »

Impression navrante

« La Machine à vapeur »

« Les parents qui sont au cinéma »

« Les parents qui sont au cinéma »

« Les parents qui sont au cinéma »

« Les parents qui sont au cinéma »

« Les parents qui sont au cinéma »

« Les parents qui sont au cinéma »

COMMUNICATION

DEVANT LA COMMISSION SPECIALE DU SENAT

M. MEXANDEAU : les retards dans l'acheminement des journaux ne sont pas acceptables

La commission spéciale du Sénat chargée d'examiner le projet de loi sur la presse, dont la discussion en séance publique devrait commencer le 24 mai, continue ses auditions. Mercredi 18 avril, elle a reçu M. Louis Mexandeau. Le ministre chargé des PTT, a rappelé que le contenu des accords Laurent avait reçu l'approbation de l'ensemble des représentants de la presse et reconnu que le blocage des prix faisait peser des contraintes nouvelles sur les entreprises de presse, avant d'estimer que l'augmentation des tarifs postaux ne pouvait être tenue pour responsable des difficultés financières actuelles de la presse.

Interrogé par M^{me} Brigitte Gros (gauche dém., Yvelines), Pierre Brantus (Un. cent. Jura), André Fosset (Un. cent. Haute-Saône), et Jean Cluzel (Un. cent., Allier), rapporteur de la commission sur la dégradation de la qualité du service postal, M. Mexandeau a observé qu'il s'agit d'un « problème fort ancien », mais il a admis que les retards dans l'acheminement des journaux ne sont pas acceptables. Et il s'est engagé à s'opposer à toute fermeture de bureaux de poste le samedi.

Pour M. Mexandeau, toutefois, les difficultés des journaux sont plus imputables à l'alourdissement des charges salariales dans le secteur de l'imprimerie qu'à l'évolution du coût et de la qualité du service postal. Après avoir regretté « l'utilisation perverse » de la législation sur le droit de grève dans les PTT, le ministre s'est déclaré décidé à éviter que le courrier ne soit « pris en otage ». Souhaitant que la presse soit associée à l'avènement des nouveaux médias audiovisuels, il s'est montré hostile à un développement anarchique des télévisions privées qui risquerait de mettre en cause la qualité des programmes ainsi que les ressources de la presse.

M. Robert Hersant, président du directeur du Figaro, qui considère que le texte le visait, lui et son groupe, a expliqué que sa « vie de professionnel » était divisée en deux périodes : « défendeur du pluralisme » jusqu'en 1972 et il en a voulu pour prouver que M. André Morice (radical) à la Guy Mollet et M. Pierre Mauroy (socialiste) et André Diligent (centriste) à Lille étaient venus le chercher pour sauver des journaux. La deuxième période, a-t-il observé, a commencé avec le programme commun où il a fallu « choisir son camp ». Après avoir affirmé que

l'arrivée de la gauche au pouvoir a été marquée par des initiatives à l'encontre du pluralisme, M. Hersant a observé que l'on ne peut pas faire de différence entre la presse écrite commerciale et l'information audiovisuelle commerciale depuis que M. Mitterrand a admis la publicité sur les radios privées transformées en FM.

L'introduction de la publicité commerciale sur les antennes des radios locales privées avait été également largement évoquée au cours de la précédente réunion de la commission, mardi 17 avril, consacrée à l'audition d'une délégation de la Fédération nationale de la presse française. Après avoir énuméré les « dangers » du texte, M. Maurice Bayon, son président, a indiqué qu'aux yeux de la FNPF « un projet de loi authentique » se devrait d'affirmer la liberté de la presse « en instituant pour l'Etat l'obligation d'en assurer l'exercice réel, de garantir ensuite l'indépendance et le pluralisme des entreprises par un environnement économique stable fondé sur la péréquation des franchises fiscales et postales.

De son côté, M. Georges Montaron, président du Syndicat de la presse hebdomadaire parisienne, a indiqué qu'aucune concertation sur les aides à la presse n'était en cours.

Faber-Castell

TK-matic non-stop le premier porte-mine au monde à avance de la mine entièrement automatique



Corps noir en acier brossé, embout métallique strié.

Pour l'administrer, l'essayer, l'acheter, adressez-vous aux spécialistes du dessin, maisons de la presse, grands magasins.

Le sort du plan câble inquiète le CNCA

« Le moment est maintenant venu pour le gouvernement de fixer ses choix et de définir les orientations à prendre dans le sens de la meilleure application de la loi de juillet 1982. Le CNCA considère que les enjeux industriels et culturels sont trop importants pour être laissés à l'appréciation des seuls représentants des groupes de pression des intérêts privés ou professionnels, des spécialistes des filières techniques ou industrielles. » Ainsi débute le premier avis rendu par le Conseil national de la communication audiovisuelle (CNCA) depuis sa création.

Institué par la loi de juillet 1982 pour représenter les forces vives du pays, le CNCA n'a été installé que depuis mai 1983. Entre le gouvernement et la Haute Autorité, ce parlement de 49 membres, sans pouvoir législatif, n'avait pas encore trouvé sa place et son langage. L'avenir du plan de câblage, bloqué depuis plusieurs mois au niveau de la décision politique, lui donne l'occasion de montrer qu'il n'entend pas être une simple chambre d'enregistrement.

L'avis du CNCA se veut avant tout pragmatique et conscient de l'urgence. Sigmatisant « la faiblesse du câble-satellite », il se prononce en faveur du satellite lourd de télévision directe, projet déjà engagé, qui permet dès 1986 d'alimenter à la fois les réseaux câblés et les zones rurales en programmes de télévision. Plaidant pour la complémentarité des moyens techniques, le CNCA rappelle que le câble permet « une véritable décentralisation de la communication audiovisuelle, notion trop souvent perdue de vue par quelques responsables des réseaux de télévision et d'organismes chargés de la mise en place des supports techniques ».

Sans trancher entre partisans du câble coaxial et ceux de la fibre optique, le CNCA soutient implicitement ces derniers en soulignant que l'objectif du câble doit être « la mise en œuvre d'une télévision de proximité, d'une part, et, d'autre part, d'un service aussi large que possible de télématique, indispensable aux entreprises comme aux éducateurs et aux responsables de la formation continue ». Un plaidoyer en faveur d'un développement des services interactifs et donc de la fibre optique.

Sur les conditions d'exploitation des réseaux, le CNCA est plus précis. Il propose que les sociétés d'exploitation prennent la forme de sociétés d'économie mixte « composées des représentants des municipalités, des associations et des forces économiques locales, des forces économiques ou politiques départementales et des investisseurs publics nationaux ». Une formule qui devrait, selon le Conseil, éviter que l'exploitation du câble devienne un monopole de droit ou de fait.

Ces sociétés d'exploitation ne devront pas être « des sociétés d'arbitrage ou d'arbitrage des programmes » mais assumer des « responsabilités réelles » dans la programmation. Pour le CNCA, la télévision par câble, si elle peut faire appel à des programmes nationaux ou internationaux pour séduire son public, est aussi « une télévision de services, axée sur la vie quotidienne et sur la communication sociale ».

Une télévision moins coûteuse que celle des chaînes publiques, appelant la création de petites et

moindres entreprises régionales. Le CNCA, qui jette un « cri d'alarme » sur le contenu des programmes et la mise en œuvre de la production, ne profite pour plaider pour un renouveau de la télévision nationale et une large association de la presse écrite et de l'édition.

Les positions prises par le CNCA ne surprendront pas. Elles rappellent des stratégies défendues soit au ministère de la culture, soit au secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication ou à la mission « TV câble ». Mais l'intérêt de cet avis réside surtout dans la volonté d'élargir le débat public et de faire appel à une mobilisation des initiatives. « L'équilibre demeure fragile entre des structures administratives plus technocratiques et les initiateurs du changement qui leur font contrepoids. Le CNCA entend soutenir ces derniers dans leur volonté créatrice d'une renaissance culturelle française sur les nouveaux réseaux. » Après le débat de ces dernières semaines et dans l'attente des décisions gouvernementales, l'intervention du CNCA a le mérite de la clarté et du dynamisme.

JEAN-FRANÇOIS LAGAN.

Un « Dossier du Canard »

LA PRESSE EN REVUE

« La presse en revue », tel est le thème des *Dossiers du Canard* qui portent la mention mars-avril et viennent d'être mis en vente (le numéro 20 F). La rédaction de *Le Canard enchaîné*, dans le style caustique qu'on lui connaît n'a que l'embaras du choix pour traiter des multiples problèmes relatifs à la presse.

Avec cette réflexion éditoriale : « Les rois de la presse d'après-guerre s'appellent Lazareff, Prouvost, Del Duca. Ils sont morts. Les nouveaux princes s'appellent Hersant, Filipacchi, Lagardère. Ils sont moins pittoresques. Ce sont de froids managers couleur d'époque, l'œil fixé sur le « cash-flow » et l'étude de marché. Le fameux flair d'autrefois a des allures d'ordinateur. »

Avec aussi des titres d'articles en forme de jeu de massacre : *Libération*, « de Mao à Mitterrand », « La presse communiste des cent fleurs à la chute des feuilles », « Le quotidien : de la Résistance à l'opposition », « Havas : on n'arrête pas le pouvoir », ou encore « Presse financière : les budgets du silence », et enfin « Hersant : du défi français au rêve américain ».

Le double de la télévision étrangère. Les sociétés TF 1, Antenne 2 et FR 3 ont signé, mercredi 18 avril, avec les syndicats d'artistes-interprètes (SFA-CGT, SIDA-CFDT et SNLA-FO) un accord aux termes duquel elles s'engagent, pour une période reconductible d'un an à compter du 1^{er} janvier 1984, à faire assurer en France, le doublage des téléfilms, séries et feuilletons étrangers dont elles acquièrent les droits (sous réserve d'une franchise de quarante-deux heures de programmes). L'application de cet accord, négocié sous la direction de M^{me} Janine Langlois-Glandier, directeur général de la SFP, fera l'objet d'un examen au cours du dernier trimestre de l'année en cours.

LE CARNET DU Monde

Naissances

M. et M^{me} Charles VACHIN, M. et M^{me} André CARPENA, Sylvie et Bruno VACHIN, sont heureux de faire part de la naissance de leur petite-fille et fille.

Camille

le 15 avril 1984.

17, rue du 29-Juillet, Arras.

Décès

Pierre et Justine Cheynet, Marie-Sylvie Leroy, Louis, Marie-Françoise et Pierre-Dominique Cheynet, M^{re} et M^{re} Roger Moreau, M^{re} et M^{re} Henri Renard, M^{re} Simone Hélyes Renard, Les familles Cheynet et Renard, ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude CHEYNET, ancien élève de l'Ecole polytechnique,

survenu le 18 avril 1984, à l'âge de quatre-vingt ans, en son domicile, 25, avenue Victor-Hugo, à Bourg-la-Reine (92340).

Le service religieux sera célébré le vendredi 20 avril, en l'église Saint-Gilles de Bourg-la-Reine, suivi de l'inhumation au cimetière nouveau de Trivaux, à Meudon (92).

On se réunira à l'église, 6 bis, boulevard Carnot, à 10 h 45.

On nous prie d'annoncer le décès de

colonel Auguste COUSSILLAN, officier de la Légion d'honneur,

survenu le 15 avril 1984, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Père-Lachaise, le 17 avril, dans la plus stricte intimité.

La cérémonie de l'enterrement, au cimetière de la Chapelle, aura lieu le mardi 24 avril 1984, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montparnasse dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

27, avenue Paul-Doumer, 75116 Paris.

Le président C. Dubis et les membres du conseil d'administration du Mérite et dévouement français, ont le regret de faire part du décès de

M^{re} Marcelle HAMET, secrétaire,

survenue le 10 avril 1984.

Monsieur et Pierre Lemaun, Martine, Bernard et Benoît Lemaun, Isabelle, Dominique et Sarah Mimila, Catherine Lemaun, Sophie Lemaun, Jacqueline Lemaun, Le docteur Nicole Heldt, Les familles Lemaun, Heldt, Bostalla, Misslin, Grange, Mantoux, ont la grande douleur de faire part du décès, à l'âge de trente-quatre ans, de

Dominique, Hélyes LEMANN,

La famille ne reçoit pas.

6, place de Stalingrad, 75220 Vitry-sur-Seine.

GALERIE JEANNE CASTEL, Marie-José LEFORT

TOUBEAU

Dessins et Peintures

8 Mars - 11 Mai

3, rue du Cirque 75008 Paris

359-71-24

Finlande Laponie

LAPONIE SAUVAGE et CAP NORD

circuit camping

Norvège Finlande Suède

15 jours PARIS PARIS

F. 7400

ALANT'S TOURS

5, rue Danielle-Casanova

75001 PARIS ☎ 296.59.78

M. Claude Médioni, ses enfants Fabrice et Thierry, M. et M^{me} Henri Médioni, leurs enfants Édouard, Pierre, Sabine et Christophe Dupont Médioni, Les familles Ouzan, Attia, Boukhalza, Elkhaim, ont la douleur de faire part du décès de

M^{re} MÉDIONI, née Eva Ouzan,

survenue à l'âge de soixante-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 20 avril 1984, à 14 h 15, au cimetière de Montparnasse, réunion porte principale.

229, rue Saint-Maur, 75001 Paris.

M^{re} Louis POUGNAND, née Suzanne Charlotte Ledé,

le 18 avril 1984, à La Tronche.

Les obsèques religieuses seront célébrées, le jeudi 19 avril, à 14 h 45, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire, à La Tronche (Isère), et le samedi 21 avril, à 9 h 30, en l'abbatiale de Saint-Malzac-Trois-Évêques (Deux-Sèvres).

M. Pierre Rastier, directeur honoraire de l'enregistrement, M. et M^{me} Jean-Pierre Rastier, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Yvonne Rastier et leurs enfants, M. et M^{me} Alain Rastier et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Pierre Rastier et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-François Desmoulin et leurs enfants, Les familles Masselin et Couquelin, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{re} Pierre RASTIER, née Suzanne Masselin.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 14 avril 1984.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue de l'Amphibiotique, 87000 Limoges.

M. et M^{me} Tastemair, Anne, Catherine, Sylvie et Aline, M. et M^{me} Louis, Elisabeth, Christian, Denis et Louis, M. et M^{me} Maurice Loyel et ses enfants, font part de la disparition dans sa quatre-vingt-troisième année de

M^{re} Yvonne TASTEMAIR, épouse, mère et grand-mère.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale au cimetière Saint-Charles, à Cussac, le 20 avril 1984.

M. Jean de Verbizier Latreya, M. Gérard de Verbizier Latreya, M. et M^{me} Bernard Flaudin et leurs enfants, leurs parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M^{re} Jean de VERBIZIER LATREYA, née Simone Hyès,

leur épouse, mère et grand-mère.

La cérémonie religieuse a été célébrée, le lundi 16 avril 1984, en l'église de Mont-Saint-Aignan (village).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Domaine de « La Héraie », 76130 Mont-Saint-Aignan.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{re} Fabienne de VILAIN.

Elle a été inhumée le 19 avril 1984, au cimetière Montmartre, entourée d'amis fidèles.

M^{re} David ALFAN, et ses enfants, très touchés des nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

M. David ALFAN,

survenu le 22 mars 1984, remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine et les prient de trouver ici l'expression de leur sincère reconnaissance.

Hélène Bosis, Daniel Dares et Jérôme Lapere, ayant répondu à toutes les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M^{re} Simone BERRIAU,

vous prient de bien vouloir les excuser si certains courriers ne sont pas parvenus.

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire de la mort de

M^{re} François MAURIAU, née Jeanne Lafon,

une messe sera célébrée le mercredi 25 avril 1984, à 10 heures, en l'abbaye Sainte-Marie de Paris, 3, rue de la Source, Paris-16.

Communications diverses

Les membres de l'association Aviation club de France sont convoqués pour l'assemblée générale, qui se déroulera le jeudi 3 mai 1984, à 18 heures, à son siège social, 104, Champs-Élysées, Paris-8.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

Université Paris-II, jeudi 26 avril, à 14 h 30, dans la salle M^{re} Elisabeth Estienne-Henrotte : « L'application des règles générales du traité de Rome au transport aérien. »

Université Paris-I, jeudi 3 mai, à 14 h 30, Centre Pothéon, salle appartement Desmoulin, M. Jean-Pierre Chénard : « La conception française de la négociation et de la convention collective de travail. »

Université Paris-II, vendredi 11 mai, à 14 h 30, salle des Communications, M. Zahir Ithadaden : « La presse algérienne de 1963 à nos jours. »

Université Clermont-Ferrand-II, vendredi 18 mai, à 14 h 30, UER de lettres, salle des Actes, M. Pierre Vitte : « Les campagnes de Haut-Apennin, évolution d'une société montagnarde. »

Church's

Amateur English

collection complète en plusieurs langues

J. CARTIER

chasseur pour homme

à 30 m de la rue Tronchet

23, rue des Mathurins ☎ - tél. 265.25.85

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75008 Paris

Téléphone : 248-17-11 - Télex : Drouot 642260

Informations téléphoniques permanentes : 776-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures sauf indications particulières

MERCREDI 25 AVRIL

* 10. - Argile, bijoux, piano 1/4 queue, mob. - M^{re} le Blanc.

JEUDI 26 AVRIL

S. 9. - Vins exceptionnels - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR - M. de Cloet, expert.

S. 13. - Meubles, objets d'art - M. MILLON, JUTHEAU.

S. 15. - Archéologie, tableaux, bib., meub. - M. LANGLADE.

VENREDI 27 AVRIL

S. 1. - Tableaux, bijoux, orfèvrerie, Ex-Orient, Hte Epoque, bel ameub. - M. PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, M. Callet, MM. Déchaut, Sauton, MM. Le Vest, Porcier.

S. 2. - Sables en douane : pierres précieuses - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 6. - Bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne - M. ADER, PICARD, TAJAN, M. Fromanger, Véronique Fromanger, experts.

S. 10. - Beau mob. - M. DELORE.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 261-80-07.

LE BLANC, 32, avenue de l'Opéra (75002), 266-24-48.

DELORE, 14, avenue de Messine (75008), 562-31-19.

LANGLADE, 12, r. Descazes (75017), 227-00-61.

LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (en commun) RHIS-MAURIN, 12, rue Drouot (75008), 248-61-16.

MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75008), 246-46-44.

PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 18, rue de la Grange-Batellière (75009), 770-88-38.

emploi

jeune respo

gestion et com

industri

gestion et comp

COMPTABLE

CONSEIL OCCASION

secrétaires

Automobiles

17 JOU

CITRO

EXCEPT

du 13 au 30

de 9 heures à

Ventes de voitures

Garantie TOT

VOTRE VIEILLE VO

5.000 F MI

quel que soit son état

d'une voiture

CREDIT A L

USINE C

Département

10 place Etienne-P

Tel. 531.16.32 - Mét

50, bd Jourdan, 7501

Tel. 589.49.59. Métro

59 bis, av. Jean-Jaur

Tel. 208.86.60. Métro

de 12 à 18

WIND

STAT EXEPT

Téléphone

	la ligne	la ligne Y.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	88,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	184,00	184,50

ANNONCES CLASSEES

	la ligne	la ligne Y.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,60
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

emplois régionaux

HFF

jeune responsable
gestion et comptabilité
industrielle

Notre entreprise, filiale d'un groupe international se situe parmi les leaders sur le marché des terminaux téléphoniques.

Nous réalisons une politique de diversification en électronique de pointe et de développement de nos marchés étrangers.

Ses activités principales concernent :

- la définition, mise en place et suivi de la comptabilité industrielle,
- le développement de l'utilisation de l'outil informatique dans la fonction,
- la participation à des tâches intéressant la gestion générale de la société.

Cette fonction est à créer. Son titulaire sera rattaché au Directeur Administratif et Financier.

Elle intéressera particulièrement un cadre débutant, ou ayant une première expérience, diplômé(e) d'une grande école de gestion ou équivalent.

Lieu de travail : Haute-Savoie.

Ecrire à H.F.F. - Service du Personnel

BP 29 - 74130 Bonneville

L'immobilier

appartements ventes

1^{er} arrdt
HALLS
Bel immeuble rénové
avec un grand salon
EXCEPTIONNEL 300.000 F
Vid. J. de l'arrdt 14-18
67, rue de l'Arrdt-SEC.

4^e arrdt
MARAIN GRAND 2 PIÈCES
cuisine, bain, refait neuf
450.000 F. Tél. 528-80-04.

5^e arrdt
NEUF
IMMEUBLE
TRES GRAND LUXE
RESTE 9 APPARTEMENTS
de 3 à 5 pièces et un
DUPLI-TERRASSE
L'unique immo.

JARDIN DES PLANTES
1 et 3, rue POLYVAU
A partir de 15.000 F le m²
seul terrain et terrain

APARTTEMENT TENDON
sur les bords de la Seine
sur place vendue 12 à 18 h
seul terrain et terrain

VAL-DE-GRACE
studio 10
cuisine 250.000 F. Tél. 528-80-04.

JARDIN DES PLANTES
studio 10
cuisine 250.000 F. Tél. 528-80-04.

SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
studio 10
cuisine 250.000 F. Tél. 528-80-04.

SUR AV. DE BRETEUIL
5 p. 130 m², 4 ch., asc. nat.
LITRE 840-44-45

TOURVILLE 180 m²
Séjour, cuisine, 700-30-51.

10^e arrdt
REPUBLICAIN, imm. plan de
table, 4 p., 4 ch., asc. nat.
347-87-07.

DEMANDES D'EMPLOIS
J.H. 22 ans, BEP C.A.P. Secour
médical, ch. emploi stable
Paris Nord. Libre de suite.
Sur s/r 15-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117-2118-2119-2120-2121-2122-2123-2124-2125-2126-2127-2128-2129-2130-2131-2132-2133-2134-2135-2136-2137-2138-2139-2140-2141-2142-2143-2144-2145-2146-2147-2148-2149-2150-2151-2152-2153-2154-2155-2156-2157-2158-2159-2160-2161-2162-2163-2164-2165-2166-2167-2168-2169-2170-2171-2172-2173-2174-2175-2176-2177-2178-2179-2180-2181-2182-2183-2184-2185-2186-2187-2188-2189-2190-2191-2192-2193-2194-2195-2196-2197-2198-2199-2200-2201-2202-2203-2204-2205-2206-2207-2208-2209-2210-2211-2212-2213-2214-2215-2216-2217-2218-2219-2220-2221-2222-2223-2224-2225-2226-2227-2228-2229-2230-2231-2232-2233-2234-2235-2236-2237-2238-2239-2240-2241-2242-2243-2244-2245-2246-2247-2248-2249-2250-2251-2252-2253-2254-2255-225

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHARGEURS S.A.

Le conseil d'administration s'est réuni le 18 avril 1984 sous la présidence de Jérôme Seydoux pour arrêter les comptes de l'exercice 1983 en vue de leur présentation aux actionnaires.

Comptes consolidés

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 11.247 millions de francs (+ 5,5 %) et le bénéfice à 205 millions de francs (+ 40,4 %), soit 50,04 francs par action contre 35,95 francs

pour l'exercice 1982. Le usage brute d'autofinancement se monte à 937 millions de francs contre 848 millions de francs en 1982.

La ventilation du chiffre d'affaires et du résultat net par secteur d'activité et par zone géographique, établie pour la première fois, donne les chiffres suivants (les chiffres entre parenthèses représentant des pertes) :

Secteurs d'activité	Total	Non opérationnel	Transport aérien	Transport maritime & terrestre	Croisières	Industrie
1983						
Chiffre d'affaires	11 247		5 371	2 779	604	2 493
Résultat net	205	42	125	(93)	(37)	158
1982						
Chiffre d'affaires	10 658		5 068	2 761	378	2 459
Résultat net	146	190	73	(57)	(35)	19

Zones géographiques	Total	Europe	Afrique Asie	Amérique
1983				
Chiffre d'affaires	11 247	4 782	5 362	1 103
Résultat net	205	226	(92)	71
1982				
Chiffre d'affaires	10 658	4 688	5 446	522
Résultat net	146	73	71	80

La situation nette consolidée est passée de 2.233 millions de francs à fin 1982 à 2.527 millions de francs à fin 1983, soit 605,39 francs par action.

Comptes sociaux

Les difficultés rencontrées par certaines filiales - spécialement du secteur maritime - ont conduit le conseil d'administration à décider d'importantes provisions se montant à 325 millions de francs au total. Malgré un bénéfice d'exploitation de 98,9 millions de francs (contre 88,6 millions de francs en 1982), la société clôture l'exercice avec une perte de

166,149 millions de francs au lieu d'un bénéfice de 9,125 millions de francs en 1982.

Le conseil a décidé de proposer, à l'assemblée ordinaire annuelle qui sera convoquée pour statuer sur les comptes de l'exercice 1983, de ne pas reprendre le service d'un dividende et d'imputer la perte de l'exercice sur les réserves figurant au bilan.

Marché des affaires

Les résultats du premier trimestre sont en très nette amélioration sur ceux de l'année précédente laissant bien augurer de l'année en cours.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ

Dans sa séance du 17 avril 1984, le conseil d'administration, réuni sous la présidence de M. Jean Poyreleval, a arrêté les comptes de l'exercice 1983.

Le résultat courant s'élève à 203,9 millions de francs contre 185,3 millions en 1982, en progression de 10 %.

Le résultat en capital ressort, après provisions, à 114,1 millions de francs contre 64,5 millions en 1982.

Au total, le bénéfice net de l'exercice (résultat courant plus résultat en capital) s'établit à 318 millions de francs contre 249,8 millions en 1982.

Le bénéfice disponible de l'exercice hors plus-values nettes à long terme de 133,6 millions de francs devant faire l'objet d'une affectation à la réserve spéciale, s'élève à 184,4 millions de francs.

Les comptes consolidés du groupe Suez seront arrêtés lors d'une prochaine réunion du conseil d'administration.

Compagnie d'investissements français immobiliers

COGIFI

Le conseil d'administration de COGIFI, société immobilière d'investissements, s'est réuni le 10 avril 1984 afin d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1983.

Les recettes locatives de l'exercice 1983 se sont élevées à 81 017 000 F contre 72 887 000 F, en progression de 11,15 % par rapport à celles de l'exercice précédent. Le taux d'occupation sur l'ensemble de l'année est resté proche de 100 %. Après dotation de 9 122 000 F aux amortissements et provisions contre 8 482 000 F, le résultat d'exploitation s'établit à 63 918 000 F, en progression de 10,9 % sur celui de l'exercice 1982.

La société a, d'autre part, réalisé sur la vente d'éléments d'actif une plus-value nette à long terme de 1 123 000 F contre 1 378 000 F en 1982. Compte

tenu de cette plus-value et des pertes et profits sur exercices antérieurs, le bénéfice net est passé de 59 838 000 F en 1982 à 65 414 000 F en 1983.

Au cours de l'exercice, la société a réalisé des investissements d'un montant de 10 624 000 F, d'une part dans les bureaux de son siège social situés à Paris, boulevard des Capucines, d'autre part, dans des locaux commerciaux situés au centre de Clamart.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire fixée au 13 juin 1984 de distribuer un dividende de 19,75 F par action, contre 18 F l'année précédente, et d'attribuer à chaque actionnaire, dans le cadre des dispositions de la loi du 3 janvier 1983, une part, entre le paiement du dividende en numéraire ou le paiement en actions nouvelles.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

GALERIE ARIEL
140 bd Haussmann Paris 8^e
TABUCHI
jusqu'au 20 avril

GROUPE IMETAL 1983

GROUPE IMETAL

Les données de consolidation du groupe ont été modifiées pour tenir compte des opérations intervenues en 1983, qui ont entraîné une augmentation à 100 % des participations dans la compagnie française de Mokta et la société Minemet après rachat des parts détenues par Penarroya dans ces deux filiales d'IMETAL, se sont traduites par le retrait de la consolidation, d'une part, des sociétés qui ont été cédées (Carrier Kheops et Alimet), d'autre part, de celles dans lesquelles la participation d'IMETAL a été réduite à un niveau inférieur au seuil de consolidation (Société métallurgique Le Nickel-SLN, Cornilg et Wambo) et enfin des sociétés dont les critères d'importance ne justifient pas leur maintien en consolidation.

Dans ces conditions, la structure comparable de consolidation, le chiffre d'affaires consolidé des sociétés industrielles devrait, en 1983, être du même ordre de grandeur que celui de l'année précédente, soit environ 7 milliards de francs.

Le résultat consolidé ressortirait, en perte, d'environ 570 millions de francs, contre une perte de 643 millions en 1982, il exclut la différence négative de change sur les dettes et créances à long terme ainsi que la plus-value de cession enregistrée par Penarroya dans la vente à IMETAL de ses titres Mokta et Minemet, mais tient compte de la perte découlant de la provision de 417,5 millions de francs constituée en 1983 au titre des créances et titres de participation Société métallurgique Le Nickel-SLN.

Les principales variations, par rapport à l'exercice précédent, proviennent de l'amélioration des résultats de Cornilg Group, dont le chiffre d'affaires s'est élevé à 547 millions de francs et le bénéfice à 10 millions de francs contre 4,4 millions de francs en 1982, de la réduction des pertes de Penarroya et, en contrepartie, d'une aggravation de la perte enregistrée par Copperweld.

SOCIÉTÉ PENARROYA

Le chiffre d'affaires, hors séque de minéral, s'établit en hausse d'environ 8,5 % sur celui de l'année 1982.

Les dotations nettes aux amortissements et provisions s'élevaient à 118,6 millions de francs, les pertes de change sur la mise à valeur de l'endettement net en devises à 66,4 millions de francs, les cessions d'actifs ont dégagé, d'autre part, une plus-value de 170,1 millions de francs, dont 164,5 millions sur la vente à IMETAL des participations détenues dans les sociétés Mokta et Minemet.

Compte tenu de ces divers mouvements, le résultat de la société s'établit en perte de 176,6 millions de francs contre une perte de 384 millions en 1982.

Pour l'ensemble consolidé, la perte, qui excède la différence négative de change sur les dettes et créances à long terme, s'élève à environ 160 millions de francs, plus-values de cessions d'actifs incluses, contre une perte de 482 millions en 1982, ce dernier chiffre ayant été retraité pour tenir compte des modifications intervenues en 1983 dans le champ de la consolidation.

SOCIÉTÉ IMÉTAL

Le résultat des opérations avant amortissements et provisions se situe à 50,8 millions de francs contre 63,7 millions pour l'année précédente.

Les revenus de portefeuille intervenant dans ce résultat pour 70,1 millions de francs contre 82,3 millions pour l'année 1982.

Après enregistrement de plus-values de cessions d'actifs et profits divers pour 16,5 millions de francs, de pertes de change et différences négatives de conversion sur des emprunts en devises pour 12,5 millions de francs, et constitution de provisions pour dépréciation de 417,9 millions de francs pour la Société métallurgique Le Nickel-SLN, le résultat de l'année s'établit en perte de 363,9 millions de francs.

Après ces opérations, liées au profond changement intervenu dans l'actionnariat de la SLN, la créance globale d'IMETAL sur cette société a été ramenée à 200 millions de francs.

SOCIÉTÉ IMÉTAL

Le résultat des opérations avant amortissements et provisions se situe à 50,8 millions de francs contre 63,7 millions pour l'année précédente.

Les revenus de portefeuille intervenant dans ce résultat pour 70,1 millions de francs contre 82,3 millions pour l'année 1982.

Après enregistrement de plus-values de cessions d'actifs et profits divers pour 16,5 millions de francs, de pertes de change et différences négatives de conversion sur des emprunts en devises pour 12,5 millions de francs, et constitution de provisions pour dépréciation de 417,9 millions de francs pour la Société métallurgique Le Nickel-SLN, le résultat de l'année s'établit en perte de 363,9 millions de francs.

Après ces opérations, liées au profond changement intervenu dans l'actionnariat de la SLN, la créance globale d'IMETAL sur cette société a été ramenée à 200 millions de francs.



N.V. Koninklijke Nederlandsche Petroleum Maatschappij
(Royal Dutch) Établie à La Haye, Pays-Bas

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

à tenir le jeudi 17 mai 1984, à 10 h. 30, au Nederlands Congresgebouw, 10 Churchillplein, à La Haye, Pays-Bas.

ORDRE DU JOUR:

- Rapport Annuel 1983
- Approbation du Bilan et du Compte de Pertes et Profits pour l'exercice 1983 et des notes s'y rapportant, et fixation du dividende complémentaire pour 1983.

Les pièces susmentionnées pourront être consultées et seront mises gratuitement à disposition aux bureaux de la Société, 30 Carel van Bylandtlaan, à La Haye, et auprès de l'administration centrale des banques figurant ci-dessous.

PRÉSENTATION:

A. Les détenteurs de certificats d'action au porteur pourront assister à l'assemblée, si leurs certificats d'action ou bien l'attestation constatant que ces certificats d'action se trouvent en dépôt libre chez De Nederlandsche Bank N.V., ont été déposés contre quittance, le 11 mai 1984 au plus tard, auprès d'une des banques suivantes:

Aux Pays-Bas: Algemeene Bank Nederland N.V.; Amsterdam-Rotterdam Bank N.V.; Bank Van der Hoop Offiers N.V.; Bank Mees & Hope N.V.; Kas-Associatie N.V.; Pierson, Heldring & Pierson N.V.

En Autriche: Creditanstalt-Bankverein, Österreichische Länderbank AG, Schoeller & Co., toutes à Vienne.

En Belgique: Société Générale de Banque S.A. Crédit Lyonnais, Kredietbank N.V., toutes à Bruxelles.

Aux États-Unis: The Chase Manhattan Bank, N.A., New York.

En France: Lazard Frères & Co., Paris.

Au Luxembourg: Banque Internationale de Luxembourg S.A., Luxembourg.

En République Fédérale d'Allemagne: Deutsche Bank AG, Frankfurt-sur-le-Main, Düsseldorf, Hamburg ou Munich; Dresdner Bank AG, Frankfurt-sur-le-Main, Düsseldorf, Hamburg, Munich ou Sarrebruck; Deutsche Bank Berlin AG, Berlin; Bank für Handel und Industrie AG, Berlin; Deutsche Bank Saar AG, Sarrebruck.

Au Royaume-Uni: N.M. Rothschild & Sons Limited, Londres.

En Suisse: Crédit Suisse, Union de Banques Suisses, Banque Leu S.A., toutes à Zurich; Société de Banque Suisse, Bâle; Pictet & Cie, Genève.

B. Les détenteurs d'actions nominatives pourront assister à l'assemblée, s'ils avisent par écrit la Société de leur intention de le faire, au lieu et au plus tard à la date indiquée ci-après:

- par rapport aux actions immatriculées au registre de La Haye: à l'adresse de la Société, le 10 mai 1984 au plus tard;

- par rapport aux actions immatriculées au registre d'Amsterdam: à l'adresse de Algemeene Bank Nederland N.V., C.K.E., B.P. 2230, Breda (Pays-Bas), le 10 mai 1984 au plus tard;

- par rapport aux actions immatriculées au registre de New York: à l'adresse de The Chase Manhattan Bank, N.A. à New York, le 10 mai 1984 au plus tard.

C. Les détenteurs de certificats de "New York shares", c'est-à-dire de certificats d'actions émises conformément à une convention du 10 septembre 1918, en vertu de laquelle The Chase Manhattan Bank, N.A. agit à présent en dépositaire, pourront assister à l'assemblée, si leurs certificats de "New York shares" ont été déposés contre quittance, le 11 mai 1984 au plus tard, auprès de Algemeene Bank Nederland N.V., C.K.E., B.P. 2230, à Breda (Pays-Bas) ou auprès de The Chase Manhattan Bank, N.A. à New York.

D. Usufructuaires et détenteurs de gages ayant le droit de vote: Les dispositions énoncées sous A et B au sujet de la présentation s'appliquent, mutatis mutandis, aux usufructuaires et détenteurs de gages en ce qui concerne des actions au porteur ou des actions nominatives, si ceux-ci ont le droit de vote.

MANDATS:

Les personnes mentionnées ci-dessus sous A, B, C et D qui désirent se faire représenter à l'assemblée par un mandataire, devront non seulement observer respectivement les dispositions figurant ci-dessus sous A, B, C et D, mais encore déposer un mandat écrit le 11 mai 1984 au plus tard, aux bureaux de la Société, 30 Carel van Bylandtlaan, à La Haye ou auprès des banques susmentionnées. Ceux qui le désirent, pourront utiliser à cet effet une formule qui sera mise gratuitement à leur disposition aux bureaux de la Société et auprès des banques.

La Haye, le 19 avril 1984

Le Conseil d'Administration

PRÉFECTURE DE SEINE-ET-MARNE PRÉFECTURE DE L'AUBE

AVIS

2^e insertion

Les préfets, commissaires de la République des départements de Seine-et-Marne et de l'Aube, communiquent:

Une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par Electricité de France, en vue de la déclaration d'utilité publique de la ligne à deux circuits 400 kv, MORBRAS - NOGENT.

Conformément au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par Electricité de France comporte une étude d'impact.

Pendant une période de deux mois à dater du 16 avril 1984, le public pourra en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après (à l'exception des jours fériés):

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

- à la préfecture de Seine-et-Marne (annexe 12 bis, rue du Président-Despatys, à Melun): du lundi au vendredi inclus de 9 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 17 h;
- à la sous-préfecture de MELUN (1, place de la porte-de-Paris): du lundi au vendredi inclus de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 17 h;
- à la sous-préfecture de PROVINS (1, rue Toussaint-Rose): du lundi au vendredi inclus de 9 h à 17 h;

dans les maires (chef-lieu de canton) de:

- ROSSY-EN-BRIE: du lundi au samedi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h;
- BRIE-CHATEAU-ROBERT: du lundi au vendredi inclus de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 17 h 30;
- TOURNAI-EN-BRIE: du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h; le samedi de 9 h à 12 h;
- MORNANT: du mardi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h; le lundi de 9 h à 18 h; le samedi de 9 h à 12 h;
- NANGIS: du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30;
- PROVINS: du lundi au vendredi inclus de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h;
- VILLERS-SAINT-GEORGES: le lundi, le mercredi et le vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30; le mardi et le jeudi de 9 h à 12 h;

- à la direction régionale de l'Industrie et de la recherche d'Electricité de France (152, rue de Picpus, PARIS 12^e): du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h.

DÉPARTEMENT DE L'AUBE

- à la préfecture de l'Aube (place de la Libération - TROYES): du lundi au vendredi inclus de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 17 h;
- à la sous-préfecture de NOGENT-SUR-SEINE (5, av. Jean-Castelnau-Perrin) du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h;
- dans les maires (chef-lieu de canton) de:
- VILLENUEVE-LA-GRANDE: du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h; le samedi matin de 9 h à 12 h;
- NOGENT-SUR-SEINE: du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 45;

- à la direction régionale de l'Industrie et de la recherche de Picardie-Champagne-Ardenne (12, rue Grenet-Tellier, 10000 CHALONS-SUR-MARNE): du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

Le public pourra faire part de ses observations éventuelles sur un registre prévu à cet effet aux lieux sus-indiqués.

150/2001

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

19 avril

Reprise

Commencée avec un quart d'heure de retard, la séance de jeudi s'est déroulée dans d'assez bonnes conditions. C'était la dernière séance de la semaine, avec le chômage traditionnel observé le Vendredi saint, mais aussi la première du nouveau mois boursier. Les opérateurs ont donc repris position, mais, notons-le, de façon assez parcimonieuse. Cependant, en raison des ordres de ventes très limités, les engagements pris, même limités, ont suffi à pousser l'indice de clôture à 1 156,50.

Le bilan de la journée a été à la hauteur de ce repli et sur 1977 valeurs traitées, 930 ont fléchi, 607 ont progressé et 440 sont restés stables.

Ce tassement s'est toutefois produit dans un marché très modérément actif avec 85,04 millions de titres échangés contre 98,15 millions la veille.

Le mouvement de recul s'est, de l'avis général, effectué en bon ordre, sans pression excessive de l'offre, surtout en raison de la réduction de la demande.

La faiblesse du marché obligataire liée à la perspective d'une hausse des taux d'intérêt, n'a pas contribué à peser sur les cours. Mais les rumeurs, démenties ensuite, sur la démission de M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, ont encore ajouté à l'effet produit.

Les professionnels assuraient que, si le marché obligataire redémarrait, Wall Street lui emboîterait le pas.

Pour l'instant, tout le monde autour de «Big Board» attend la publication des données statistiques sur l'évolution de la masse monétaire.

NEW-YORK

Tassement

Wall Street n'a pas gardé longtemps la forme, si tant est qu'elle lui soit jamais pleinement revenue. Les vendeurs ont d'ailleurs emporté la décision mercredi et à la clôture, l'indice des industriels enregistrait une baisse de 5,07 points à 1 156,50.

Le bilan de la journée a été à la hauteur de ce repli et sur 1977 valeurs traitées, 930 ont fléchi, 607 ont progressé et 440 sont restés stables.

Ce tassement s'est toutefois produit dans un marché très modérément actif avec 85,04 millions de titres échangés contre 98,15 millions la veille.

Le mouvement de recul s'est, de l'avis général, effectué en bon ordre, sans pression excessive de l'offre, surtout en raison de la réduction de la demande.

La faiblesse du marché obligataire liée à la perspective d'une hausse des taux d'intérêt, n'a pas contribué à peser sur les cours. Mais les rumeurs, démenties ensuite, sur la démission de M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, ont encore ajouté à l'effet produit.

Les professionnels assuraient que, si le marché obligataire redémarrait, Wall Street lui emboîterait le pas.

Pour l'instant, tout le monde autour de «Big Board» attend la publication des données statistiques sur l'évolution de la masse monétaire.

BOURSE DE PARIS Comptant

19 AVRIL

VALEURS	% du mois	% du semestre	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	1 088		Delors S.A.	480	480	St. Ind. R.	120	120	Met. Ind. Ind.	724	724	Dauphin O.T.A.	1480	1500
4 %	1 079		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	Gay Daguerre	820	
5 %	1 098		DIN, P&G, P&G	120	120	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	Marin Immobilier	1780	1780
6 %	1 117		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
7 %	1 136		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
8 %	1 155		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
9 %	1 174		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
10 %	1 193		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
11 %	1 212		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
12 %	1 231		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
13 %	1 250		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
14 %	1 269		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
15 %	1 288		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
16 %	1 307		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
17 %	1 326		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
18 %	1 345		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
19 %	1 364		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
20 %	1 383		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
21 %	1 402		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
22 %	1 421		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
23 %	1 440		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
24 %	1 459		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
25 %	1 478		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
26 %	1 497		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
27 %	1 516		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
28 %	1 535		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
29 %	1 554		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
30 %	1 573		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
31 %	1 592		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
32 %	1 611		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
33 %	1 630		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
34 %	1 649		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
35 %	1 668		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
36 %	1 687		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
37 %	1 706		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
38 %	1 725		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
39 %	1 744		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
40 %	1 763		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
41 %	1 782		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
42 %	1 801		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
43 %	1 820		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
44 %	1 839		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
45 %	1 858		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
46 %	1 877		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
47 %	1 896		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
48 %	1 915		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
49 %	1 934		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
50 %	1 953		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
51 %	1 972		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
52 %	1 991		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
53 %	2 010		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
54 %	2 029		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
55 %	2 048		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
56 %	2 067		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
57 %	2 086		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
58 %	2 105		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
59 %	2 124		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
60 %	2 143		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
61 %	2 162		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
62 %	2 181		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
63 %	2 200		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
64 %	2 219		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
65 %	2 238		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
66 %	2 257		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
67 %	2 276		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
68 %	2 295		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
69 %	2 314		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
70 %	2 333		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
71 %	2 352		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
72 %	2 371		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
73 %	2 390		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
74 %	2 409		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
75 %	2 428		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
76 %	2 447		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
77 %	2 466		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
78 %	2 485		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
79 %	2 504		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
80 %	2 523		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
81 %	2 542		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
82 %	2 561		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
83 %	2 580		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
84 %	2 599		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
85 %	2 618		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
86 %	2 637		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
87 %	2 656		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
88 %	2 675		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
89 %	2 694		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
90 %	2 713		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
91 %	2 732		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
92 %	2 751		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
93 %	2 770		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
94 %	2 789		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
95 %	2 808		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
96 %	2 827		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
97 %	2 846		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
98 %	2 865		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
99 %	2 884		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40
100 %	2 903		Delors Ind.	724	724	St. Ind. Ind.	724	724	Met. Ind. Ind.	724	724	M.M.M.	287	40

Le Monde

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. Lettres au Monde.
- LU : Qui a tué le duc d'Enghien ? de Maurice Schumann.

ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES
4. PROCHE-ORIENT
5. AFRIQUE
6. CAMEROUN : le Nord dans l'incertitude.
7. DIPLOMATIE
8. ASIE
9. EUROPE

POLITIQUE

- 6-8. La « clarification » des rapports entre le pouvoir et les communistes.
8. Nouvelles élections municipales par le Conseil d'État.
9. Le communiqué officiel du conseil des ministres.

SOCIÉTÉ

- 10-11. Le projet de loi sur l'enseignement privé.
12. SPORTS : la victoire de l'équipe de France de football sur l'IRA.

LE MONDE DES LIVRES

13. LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH : Entre les mailles du filet ; une rencontre avec Jean Guéhenne.
14. LA VIE LITTÉRAIRE.
15. AU FIL DES LECTURES.
16. RECITS : Michaux, Bettembourg et « l'ère des vers ».
17. ESSAIS : Ernst Cassirer et la philosophie de la Renaissance.

CULTURE

18. CINÉMA : Osman Wazir, de San Feliu de Guixols ; la sélection française à Cannes.
22. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

24. SOCIAL.
25. INDUSTRIE : La bataille de la modernisation (II), par Jean-Michel Quatrepoint.

RADIO-TÉLÉVISION (21) INFORMATIONS « SERVICES » (18) :
Fêtes pascales : les services ouverts ou fermés ; « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés ; Loterie nationale ; Loto.
Annonces classées (23) ; Carnet (22) ; Programmes des spectacles (20-21) ; Marchés financiers (27).

DOLLAR EN HAUSSE : 8,16 F

Le raffermissement du dollar sur les marchés des changes, amorcé mercredi 18 avril, s'est poursuivi jeudi 19 avril, le cours de la monnaie américaine passant de 2,6350 DM à 2,65 DM sur la place de Francfort et de 8,13 F à plus de 8,16 F sur celle de Paris.
Cette hausse est attribuée à une nouvelle tension sur les taux d'intérêt aux États-Unis, à la faiblesse du mark (en raison avec la reprise des pourparlers sur la somme de 35 heures en RFA), et à un recul de la fin de semaine d'un montant de 15 milliards de F pour la balance des paiements courants français au premier trimestre 1984.

VOL D'ARMES DANS UNE GENDARMERIE

Huit armes - deux fusils mitrailleurs, cinq pistolets mitrailleurs et un pistolet automatique - et cent vingt cartouches ont été dérobées, dans la nuit du mardi 17 au mercredi 18 avril, dans les locaux de service de la brigade de gendarmerie de Culox (Ain). Les voleurs ont forcé l'armoire forte dans laquelle étaient stockées les armes de cette brigade à six gendarmes, sans éveiller l'attention des personnels.

M. Bernard Latarget doit prendre à partir du 20 avril les fonctions de directeur délégué de la Cinéma-thèque française. Il remplace M. André-Marc Delocque Fourcaud, qui a démissionné fin janvier de son poste de directeur général de l'Institut. Toutefois, ses fonctions ne seront dévolues qu'au cours de la prochaine assemblée générale, le 3 mai.

[Né en 1941, M. Bernard Latarget est ingénieur en chef des eaux et forêts. Il a été notamment chargé de mission à la délégation de l'aménagement du territoire, où il s'est occupé des comités interministériels et des dossiers culturels.]

A B C D E F G

M. MAUROY : les choix sur la sidérurgie seront maintenus

(Suite de la première page.)

M. Mauroy a ensuite répondu aux critiques visant le projet de loi sur l'avenir de l'enseignement privé : « Le point d'équilibre défini par le gouvernement ne peut, par définition, ni correspondre aux souhaits des uns ni à ceux des autres (...). Notre projet a toujours été et reste un grand service public pluraliste où l'originalité pédagogique des établissements serait respectée. Nous avons arrêté, dans l'état actuel des choses, un compromis qui nous paraît conforme à l'intérêt général. Mais les mesures prévues marquent une avancée que je crois importante. » En conclusion sur ce point, le chef du gouvernement a indiqué : « L'histoire est là qui pèse sur nos comportements individuels et collectifs. Dès lors, nous devons tous avoir l'humilité de nous en remettre aussi à la sagesse du temps. Nous ouvrons une voie. D'autres, plus tard, achèveront le voyage. Nous créons le grand service public. D'autres s'attacheront plus tard à l'unifier. »

Assainir, moderniser, former

Le premier ministre a également confirmé le cap suivi en matière sociale : « L'objectif du gouvernement reste le maintien du pouvoir d'achat moyen. Le gouvernement affirme son attachement au relèvement prioritaire des bas salaires dont le pouvoir d'achat doit être préservé des aléas économiques. Tel est le sens du coup de pouce qui va être donné au SMIC. »
« Assainir, moderniser, former, telles sont les priorités que nous avons arrêtées ensemble », a ajouté M. Mauroy. « Mais pour atteindre ces objectifs nous avons d'un commun accord accepté de respecter une condition. Une condition qui est la fois un aboutissement et un point de départ. Nous avons convenu que la France demeure largement présente dans le monde. Qu'elle y soit active et dynamique. Nous avons donc accepté de travailler en économie ouverte. Nous avons accepté les règles de la solidarité européenne. Toutes les règles, même monétaires. Même lorsque leur respect nous impose de réduire nos capacités de production

d'acier ou de lait. D'autant que nous savons qu'en dehors du Marché commun ce serait l'effondrement des prix ! Nous avons accepté d'assurer les responsabilités historiques de la France au Liban et en Afrique. Nous avons accepté d'honorer ses engagements vis-à-vis de ses amis africains y compris en garantissant les frontières des États et en stoppant des invasions comme nous le faisons actuellement au Tchad (...). »

La nostalgie du combat de la gauche

En conclusion M. Mauroy a déclaré : « Je comprends que certains conservent la nostalgie du combat de la gauche dans l'opposition pour faire progresser les revendications. Mais, croyez-le, plus difficilement mais plus radicalement la gauche au pouvoir, pour l'assainissement, la modernisation, et la formation des femmes et des hommes de France prépare une société plus libre, plus juste et plus fraternelle. Tout sera mis en œuvre par le gouvernement pour atteindre nos objectifs, grâce à la politique actuelle. Mais je dois en conclusion et pour demeurer fidèle à la loyauté qui préside à nos relations, préciser à la représentation nationale que si de nouvelles difficultés surgissent je n'hésiterai pas, je choisirai la voie du salut, la voie du redressement national. Je réaffirmerai l'assainissement indispensable qui est la condition incontournable d'un retour à la croissance. Dans aucun cas le gouvernement n'acceptera de glisser dans la facilité. Dans aucun cas nous ne laisserons pour une illusoire satisfaction immédiate les Français subir ensuite les conséquences de graves dérèglements financiers et économiques. Nous ne ferons pas courir ce risque à la France. C'est pourquoi le gouvernement maintient et maintiendra fermement ses choix. »

A aucun moment de cette intervention, qui a duré 50 minutes, les députés communistes n'ont applaudi. A la demande de M. Lajoinie, président du groupe, le débat a été suspendu à 16 heures, afin de permettre aux députés communistes de se réunir.

Le MRG et les rapports PC-PS. - Interrogé sur Radio France Libre, M. Thierry Jouanet, porte-parole du MRG, a estimé nécessaire que les radicaux soient « mieux entendus » et donc « placés plus au niveau politique et gouvernemental ». Pour M. Jouanet, « le débat ne peut en aucun cas se réduire à des discordances ou à un dialogue entre le PC et le PS ».

Un vin de grande table Cramoisy toujours à sa place

Le Rhin en vogue - une croisière à la mesure de vos exigences



Alors que l'on constate ici et là une fâcheuse tendance à la médiocrité, la K.D. reste résolument décidée à maintenir l'excellent standing qui lui a valu son prestige. A bord d'un bateau spacieux vous êtes logés dans une cabine avec vue sur le fleuve et 2 lits bas, douche et WC privés. L'ensemble du personnel veille à votre confort et à votre bien-être. Il sera toujours disponible pour vous fournir une qualité de service que vous êtes en bon droit d'exiger. A Chaque jour, le chef de cuisine vous prépare des menus dignes des meilleurs tables, qui laisseront, eux aussi, des souvenirs exquis... Se laisser bercer sur un bateau qui glisse doucement devant des sites remarquables, tout en profitant d'une parfaite organisation des excursions lors des escales, renforcera encore votre impression que ce mode de voyage est la meilleure formule pour vivre pleinement, en privilège, quelques jours exceptionnels.

Partez pour une croisière en « Classe de Luxe ». Elle est faite pour vous.

Renseignements et inscriptions dans votre Agence de voyage ou : pour une documentation gratuite, envoyer votre carte de visite avec ce bon à : Cramoisy Agent Général - 9, rue Fg St Honoré - 75006 Paris - Tél. : (01) 742.52.27

German 1000 kms tranquilles Rhine Line et légendaires.

Adoption du projet de loi sur la formation des agents des collectivités locales

L'Assemblée nationale a, le mercredi 18 avril, adopté en première lecture, après déclaration d'urgence, par 327 voix (PS-PC) contre 161 (RPR-UDF), le projet de loi de M. Gaston Defferre sur la formation des agents de la fonction publique territoriale (le Monde du 19 avril). L'opposition s'est finalement prononcée contre l'ensemble du texte, alors qu'elle s'était abstenue lors du vote de chacun des articles, parce qu'elle craint, a expliqué M. Jean-Marie Caro (UDF, Bas-Rhin), que les centres régionaux et le centre national de formation ne s'adressent d'abord à des organismes formateurs extérieurs au lieu d'assurer eux-mêmes la formation des quelque sept cent cinquante mille agents des communes, des départements et des régions. M. Jacques Toubon (RPR, Paris) a ajouté que l'opposition s'était opposée aux précédentes lois sur la fonction publique dont celle-ci n'est que la conséquence.

Au cours de la discussion, le ministre de l'Intérieur a confirmé que l'objectif du gouvernement est que les agents non titulaires des collectivités locales bénéficient en matière de formation continue des mêmes droits que les titulaires. M. Michel Sapin (PS, Indre), rapporteur de la commission des lois, a

fait notamment préciser que les plans de formation seront établis « après négociation avec les organisations syndicales ». La commission des lois a obtenu que les représentants du personnel au conseil d'administration du centre national ne soient pas élus mais « désignés par les organisations syndicales représentatives de fonctionnaires ».

Le gouvernement a profité de ce texte de loi pour revenir sur trois dispositions de la loi sur la fonction publique territoriale qu'il avait assouplies le Conseil constitutionnel (le Monde du 22-23 janvier 1984). Sur celles concernant la procédure de nomination des fonctionnaires par les centres de gestion, M. Toubon a fait part de son insatisfaction et annoncé que le Conseil constitutionnel serait à nouveau saisi.

Enfin, M. Defferre a aussi utilisé ce texte pour faire figurer les règles d'indépendance des fonctionnaires de direction de l'État des régions et des départements et faire prévoir que les principaux représentants de l'État dans les départements et les régions ne pourront être embauchés par les conseils de ceux-ci moins de deux ans après leur départ de celles-ci.

Th. B.

AU SÉNAT

L'Europe de la santé...

Le Sénat a examiné et adopté en première lecture, mercredi 18 avril, deux projets de loi. Le premier abroge la loi du 17 mai 1943 qui réglait les conditions d'accès aux études de sage-femme, d'agrément des écoles et la durée de cette formation, ces dispositions relevant du domaine réglementaire, selon le Conseil d'État.

Il modifie aussi certaines dispositions du code de santé publique relatives aux professions médicales et aux auxiliaires médicaux, de sorte qu'aucune révision de prix interne française des directives européennes relatives au libre établissement des sages-femmes.

Avec ce projet, note M. Edmond Hervé, secrétaire d'État chargé de la santé, l'Europe médicale - qui observe M. Claude Huriez (rad. adm., à l'Un. cent., Moselle-et-Moselle), rapporteur de la commission des affaires sociales, « se porte bien », - franchit une « nouvelle étape », après celles marquées par l'adoption de dispositions législatives pour les médecins, les infirmiers et les chirurgiens-dentistes.

Après accord avec le gouvernement, le Sénat a adopté une modification au code de la sécurité sociale, tendant à autoriser les sages-femmes à prescrire des arrêts de travail.

A. Ch.

... et l'indice de révision des prix des maisons individuelles

A la fin de la navette parlementaire, les choses seront enfin claires, et bien des procès évités : le BI 01 sera officiellement et de façon incontestable l'indice de révision des prix de construction des maisons individuelles et de vente des appartements sur plans. Ce mode de révision devra figurer dans les contrats.

Les associations de consommateurs et d'usagers auraient préféré, de leur côté, qu'une révision de prix ne soit autorisée - ce qui n'était guère raisonnable pour la santé des entreprises - ou, à défaut, que soit pris en compte l'indice trimestriel du coût de la construction. Mais celui-ci a le grave défaut d'être trimestriel, alors que le BI 01 est mensuel.

De plus, l'évolution des prix aux différentes étapes du paiement et de la construction ne pourra descendre au-dessous d'un certain seuil de l'évolution de l'indice (en l'occurrence le Sénat a suivi la proposition du rapporteur de la commission des affaires économiques, M. Philippe François (RPR, Seine-et-Marne), la fixant à 85 %, alors que le gouvernement préférait une fourchette de 60 %-80 %), et les sénateurs communistes le choix entre l'indice trimestriel et le chiffre de 70 %. Cette disposition représente une garantie pour les professionnels de ne pas être eux-mêmes pénalisés par la lutte contre l'inflation.

Tout cela au moment où le torchon brûle entre les associations de consommateurs et les professionnels. Neuf d'entre elles ont rompu les négociations engagées depuis dix-huit mois avec ceux-ci : les discussions n'ont abouti qu'à quelques accords de principe, qui n'ont de valeur qu'incitative, alors que les litiges pour malaises se « bousillent », que les textes protégeant les acheteurs sont encore fréquemment

tournés. Les consommateurs n'ont plus confiance et, pour eux, la concertation n'a plus de sens.

J. D.

isa aujourd'hui, on ne s'improvise pas "manager"

Il faut du tempérament, une motivation, une formation et un entraînement. Vous avez le tempérament et la motivation. L'ISA vous apportera la formation et l'entraînement. En 18 mois de travail intensif, avec une centaine de participants sélectionnés pour leur potentiel - ingénieurs, scientifiques, juristes, économistes, littéraires... - dont la moitié possède déjà une expérience professionnelle de quelques années, vous vous donnerez les moyens de faire face aux situations les plus complexes que doit résoudre un manager.

Date limite
de dépôt des candidatures pour la dernière session d'admission en vue de la rentrée de septembre 1984 : lundi 28 mai 1984.

Réunion d'information
avec le Directeur de l'Institut des Anciens "ISA" : PARIS - mercredi 25 avril à 18 h 30 Cercle France Amérique - 8, av. Franklin-Roosevelt (8)

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
78360 JURY-EN-JOSAS - Tél. (01) 958.80.00 POSTE 478 OU (01) 958.24.26 (LIGNE SPÉCIALE RENSEIGNEMENTS)
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (MÉD-ISA-CEC)
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Pour recevoir, sans engagement, une documentation, retourner ce coupon-réponse à l'adresse ci-dessus :

☐ Nom _____
☐ Rue _____
☐ Code postal _____ Ville _____
☐ Diplôme _____
☐ Expérience professionnelle _____

Séminaire de MARKETING
4 semaines (en 2 sessions) pour CADRES
ENTREPRISES
A. JOURNÉE-JOSAS
avec les professeurs
CHIC, de l'ISA
et du CEC

S'adresser à
CFC du CESA
Tél. (01) 941.80.90

Centre d'Enseignement Supérieur des Affaires C.C.I.P.



Le pollueur paie

Les autres pays importants du monde de l'acier M. François... (Text continues with details about steel industry and environmental regulations.)

La justice fédérale a... (Text continues with news about federal justice and environmental issues.)

Le juge fédéral a... (Text continues with further details on legal and environmental matters.)

Les autres pays importants... (Text continues with international news and environmental concerns.)

Le dernier point, et non le moins... (Text continues with a discussion on environmental policy and international relations.)

Un « monstre » étranger sous pavillon de complaisance... (Text continues with a commentary on international trade and environmental standards.)